pie[illegible]sset

le parti communiste vietnamien

françois maspero  livres rouges

LIVRES ROUGES

Collection dirigée par :

la Ligue communiste
(Section française de la IV[e] Internationale)

la Jeune Garde socialiste (Belgique)

la Ligue marxiste révolutionnaire (Suisse)

la Ligue communiste révolutionnaire (Luxembourg)

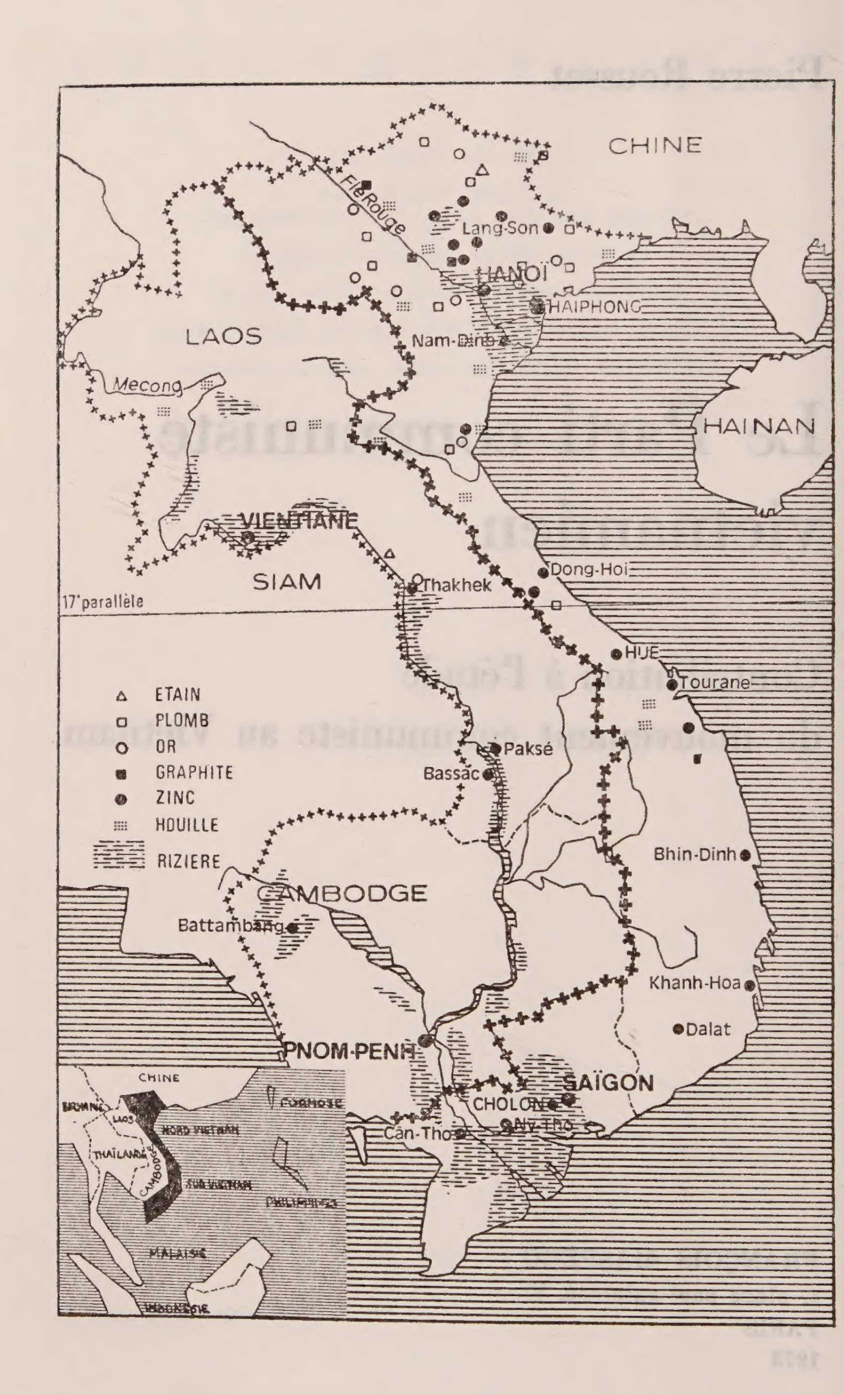
L'International-Marxist-Group (Grande-Bretagne)

Pierre Rousset

Le Parti communiste vietnamien

Contribution à l'étude du mouvement communiste au Vietnam

FRANÇOIS MASPERO
1, place paul-painlevé, Ve
PARIS
1973


CHINE
Fle Rouge
Lang-Son
HANOI
HAIPHONG
LAOS
Nam-Dinh
Mecong
HAINAN
VIENTIANE
SIAM
Dong-Hoi
Thakhek
17° parallèle
HUE
Tourane
ETAIN
PLOMB
OR
GRAPHITE
ZINC
HOUILLE
RIZIERE
Pakse
Bassac
Bhin-Dinh
CAMBODGE
Battambang
Khanh-Hoa
Dalat
PNOM-PENH
SAÏGON
CHOLON
Can-Tho
CHINE
LAOS
THAÏLANDE
CAMBODGE
NORD VIETNAM
SUD VIETNAM
FORMOSE
PHILIPPINES
MALAISIE
INDONESIE

Avertissement

Il est un paradoxe. Le peuple vietnamien, sous la direction du Parti communiste vietnamien, est en train d'écrire une des plus belles pages de la révolution socialiste mondiale. Alors que les trahisons des « partis frères », membres du mouvement communiste officiel international, ne se comptent plus. La révolution vietnamienne est aussi un exemple majeur à partir duquel la nouvelle génération révolutionnaire s'est éduquée. C'est au travers de l'activité de solidarité internationale qu'elle a su susciter que se sont formées la plupart des actuelles organisations d'extrême-gauche. Alors que le P.C.V. continue à recevoir, du haut des tribunes, félicitations et congratulations de la part des représentants des partis staliniens.

Ce texte tente de donner une réponse à ce paradoxe apparent. Il n'est ni une étude systématique de la réalité sociale vietnamienne, ni une histoire détaillée du P.C.V. Il cherche à définir un cadre de compréhension de la trajectoire qu'a vécue le Parti communiste du Vietnam. Mais plus que de fournir une interprétation achevée de cette trajectoire, il s'agit ici d'ouvrir un débat. C'est donc volontairement que cette étude comprend de nombreuses — et parfois longues — citations, au risque d'en alourdir la lecture. Beaucoup d'ouvrages vietnamiens en français sont aujourd'hui épuisés. Les militants n'ont que rarement le temps de les dépouiller. Ces citations doivent fournir à la fois une matière au débat et des références qui favorisent des recherches plus poussées de la part du lecteur.

A l'heure où cet avertissement est écrit, Nixon vient de se faire triomphalement réélire. Le présent reste la guerre. Même l'ouverture — encore problématique — d'une période de cessez-le-feu ne signifierait nullement la victoire finale des peuples

d'Indochine mais la poursuite de la lutte par d'autres moyens. La tâche de tout militant révolutionnaire reste donc le soutien. Ce soutien, voilà des années que nous le poursuivons. Mais il n'interdit pas l'étude. Au contraire. Et tout particulièrement quand la question des négociations domine l'actualité indochinoise, il importe de comprendre pour agir. Il n'existe, en français, que très peu d'ouvrages sur le communisme vietnamien. Celui-ci est critique. Il ne cache ni les ombres de l'histoire de la révolution vietnamienne, ni les divergences qui nous séparent des communistes vietnamiens. Car telle est la condition de l'armement politique des militants comme de l'ouverture du débat. Mais cette étude se veut néanmoins tournée vers le soutien le plus actif, le soutien total jusqu'à la victoire finale.

Le 20 novembre 1972.

1. La question (1925-1939)

A. — I genèse du Parti communiste vietnamien, 1925-1935

1. — *Une origine composite*

Le P.C. vietnamien va naître de la rencontre — dans l'émigration ou à l'intérieur — de militants issus de mouvements nationalistes et d'autres formés par le mouvement communiste international; dans une conjoncture politique favorable et au travers d'une histoire organisationnelle fort complexe.

Le noyau originel se constitue autour d'Ho Chi Minh qui créa en 1925, en Chine, le Thanh Nien (*Viet Nam Thanh Niên Cach Mang Dong Chi Hoi :* l'Association de la jeunesse révolutionnaire du Vietnam). Ho Chi Minh a déjà à cette époque un long passé militant. Parti en exil volontaire en 1911, il travaille deux ans environ sur des bateaux, s'installe à Londres où il entre en contact avec les milieux socialistes, puis à Paris où il adhère bientôt aux Jeunesses socialistes. En 1920, il participe à la fondation du P.C.F. Il organise un travail en direction des communautés des colonies françaises — essentiellement en direction des Vietnamiens — et en vue de sensibiliser le prolétariat français à la question coloniale. En 1923 — approximativement —, il part pour Moscou, assiste au Congrès du Krestintern (l'Internationale paysanne) et au Ve Congrès mondial de l'Internationale communiste. En 1925, il se rend avec Borodine en Chine.

Issu d'une famille de lettrés nationalistes, premier communiste du Vietnam, ayant été membre des P.C. français, soviétique, peut-être chinois, et vietnamien, Ho Chi Minh occupe une

place particulière dans la constitution du P.C. vietnamien. Avec le Thanh Nien il mène un long travail qui vise à insuffler petit à petit idée et vocabulaire marxistes dans l'avant-garde nationaliste vietnamienne et à s'en attacher les meilleurs éléments. Parallèlement, il développe une polémique idéologique contre les courants anarchistes.

Dès avant la fondation du Thanh Nien, Ho Chi Minh (qui s'appelle alors Nguyen Ai Quoc) avait regroupé un noyau de militants communistes au sein de la Brigade de la jeunesse communiste (*Thanh Niên Công San Doan*). Selon J. Lacouture [1], cette première cellule était constituée de neuf membres dont Ho Tung Mau, Le Hong Son et Le Hong Phong, les deux derniers, adhérents au Parti communiste chinois.

Vers 1928 des militants sont envoyés en U.R.S.S. à l'Université d'Orient chargée de former les cadres de la révolution asiatique. Il s'agit notamment de Tran Phu (dont le pseudonyme de circonstance sera Sinichkine), Le Hong Phong (Litvinov) et Duong Bach Mai (Bourov).

Le Thanh Nien sera la première organisation politique vietnamienne à attribuer à la classe ouvrière un rôle primordial. Nombre de ses adhérents, d'origine petite-bourgeoise, s'établiront à partir de 1927 dans les entreprises pour assurer son implantation. Le Thanh Nien favorisera la constitution de « syndicats rouges », ses militants participeront activement aux luttes ouvrières qui se développeront largement durant cette période; des militants syndicaux, dont le plus connu — un « établi » — est Hoang Quoc Viet, le rejoindront. De 1927 à 1929, le Thanh Nien gagnera une expérience des luttes et un poids dans la classe ouvrière, qui lui seront précieux tant pour assurer ses liaisons internationales (grâce aux marins) que pour se préparer aux épreuves de 1930.

Alors que le Thanh Nien ne se présente que comme une organisation nationaliste révolutionnaire, on voit poindre à travers cette activité déployée de 1925 à 1928 un projet qui va beaucoup plus loin.

En 1928 la situation évolue rapidement. L'I.C. opère son « tournant gauche » de la « troisième période » [2] tandis qu'une

---

1. J. Lacouture, *Ho Chi Minh*, éditions du Seuil, p. 45.
2. Entre 1924 et 1928, la bureaucratie montante en U.R.S.S. a instauré son pouvoir en écrasant l'opposition de gauche et les forces prolétariennes. Mais elle se voit, en conséquence, menacée en 1928 par le renforcement des forces « restaurationnistes » internes (paysans riches et industriels). La bureaucratie stalinienne prend alors un brusque tournant, substituant à la ligne antérieure droitière un « cours gauche », « classe contre classe » définit comme la « troisième période » de l'Internationale communiste.

poussée révolutionnaire se dessine au Vietnam. Le Thanh Nien se réunit — en l'absence d'Ho Chi Minh — en conférence nationale du 1er au 9 mai à Hong Kong. On y retrouve des délégués des trois provinces du Vietnam (le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine ou, pour employer les appellations vietnamiennes, le Bac Bo, le Trung Bo et le Nam Bo) et de Chine. Est-il temps ou non de constituer un véritable parti communiste ou faut-il encore maintenir le Thanh Nien, qui se présente comme une organisation nationaliste révolutionnaire au programme vague ? Là est le débat essentiel de cette conférence. La direction du Thanh Nien refusera la création immédiate d'un parti communiste. La majorité des délégués du Tonkin décidera alors de le fonder seul, le 17 juin 1929. Ce sera le Parti communiste indochinois (Donc Duong Cong San Dang).

Le nouveau P.C.I. connaîtra un grand succès, démontrant par là l'urgence effective de sa constitution. Son influence débordera rapidement le seul Tonkin (Vietnam Nord). Devant ces résultats, la direction du Thanh Nien constituera à son tour une organisation communiste, en octobre 1929, à partir des bases du Thanh Nien du Sud : le Parti communiste de l'Annam (*Annam Cong San Dang*).

Une troisième organisation communiste verra le jour, fondée sur des éléments issus du Tan Viet (*Tan Viet Cach mang dang :* Parti révolutionnaire du nouveau Vietnam), organisation nationaliste longtemps travaillée au corps par le Thanh Nien : la Ligue des communistes indochinois.

Ho Chi Minh, absent du Vietnam, revient en 1930. Il réussira à réunifier rapidement ces trois organisations en une seule : le Parti communiste vietnamien (*Viet Nam Cong San Dang*). Fait important, le siège du comité central du nouveau parti quitte la Chine — où s'était regroupée la direction du Thanh Nien — pour s'installer au Vietnam, à Haïphong d'abord, à Saïgon ensuite. Il semble que seul Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) ait continué à jouer de l'extérieur un rôle important. Les autres dirigeants de l'extérieur auraient eu pour tâche essentielle d'assurer les liaisons et les transmissions. Le Parti communiste vietnamien deviendra, en octobre 1930, à l'occasion d'une conférence tenue à Hong Kong, le Parti communiste indochinois (*Dong Duong Cong San Dang*).

On voit que ce nouveau P.C. n'est pas à l'origine, une formation monolithique. Il semble bénéficier de deux qualités précieuses. L'histoire et la formation de plusieurs de ses membres dirigeants, l'écho des révolutions russe et chinoise, les liens avec l'I.C. lui donneront cette dimension internationaliste et ce

contact avec les idées marxistes qui manquent à tant d'organisations qui n'arrivent pas à dépasser le cadre de la pensée nationaliste étriquée. Par ailleurs, son processus de constitution — une longue phase d'éducation et de recrutement de militants nationalistes et syndicalistes — donne au nouveau P.C. des racines qui plongent dans la tradition de lutte nationale et qui le mettent en prise directe avec la montée des luttes ouvrières que le Vietnam connaît alors. On ne peut pas en dire de même pour tous les P.C. qui se fondent à cette époque dans le monde. Certains resteront de simples émanations sans consistance de l'I.C. L'éclatement d'une situation insurrectionnelle dans certaines provinces du Vietnam va confirmer cette double dimension du P.C.V.

2. — *Les soviets du Nghe-Tinh*

Dans bien des pays le « tournant gauche » de l'I.C. a eu des conséquences désastreuses pour les P.C. locaux (Allemagne, etc.). *Au Vietnam, par contre, il coïncidera heureusement avec une poussée révolutionnaire qui donnera son plein sens au mot d'ordre « classe contre classe »*.

Le climat social se tend au Vietnam. De 1926 à 1930, les luttes ouvrières se multiplieront progressivement, se politiseront — notamment sous l'action des militants du Thanh Nien. Cette montée des luttes culminera avec l'éclatement de mouvements insurrectionnels dans deux provinces du centre-Vietnam : le Nghe-An et le Ha-Tinh. Ces mouvements débutèrent à l'occasion de la préparation du 1er Mai 1930. Ils combinèrent des grèves ouvrières et des manifestations paysannes, autour des mots d'ordre d'augmentation des salaires, de réduction de la journée de travail, d'allégement fiscal, de fin des mauvais traitements et, pour les paysans, de remise des terres spoliées. Après le premier août (journée internationale de protestation contre la guerre impérialiste), de nouveaux mots d'ordre furent avancés : contre l'impérialisme français; soutien à l'Union soviétique, à la Révolution chinoise et à la lutte des peuples colonisés; contre les arrestations arbitraires et pour l'indemnisation des familles victimes de la répression. Le drapeau rouge était fréquemment brandi lors des manifestations [3].

3. Voir Tran Huy Lieu, *Les Soviets du Nghe-Tinh, de 1930-1931, au Vietnam*, éditions en langue étrangère de Hanoï, 1960, p. 19 à 21.

La plus importante manifestation se déroule en direction de la ville de Vinh, dans le district de Hung-nguyen, le 12 septembre 1930. Ce fut l'ouverture d'une nouvelle phase du mouvement, marquée par la généralisation de la prise du pouvoir par les forces populaires dans les localités. La formation du premier « soviet » eut lieu dans le village de Vo-Liet (district de Thanh-chuong, province de Nghe-An). Les militants communistes agirent sous les directives du Comité du Trung-Ky (Vietnam du centre), qui comportaient notamment les points suivants :

« 1. Prise en charge des affaires administratives par *la cellule du parti* et l'*association paysanne* du village. Organisation des *groupes d'autodéfense* pour assurer l'ordre et la sécurité.

« 2. Abolition de tous les impôts colonialistes : capitation, taxes sur les marchés, péages, gabelle, etc.

« 3. Confiscation des rizières et des terres communales accaparées par les notables et les propriétaires fonciers, afin de les partager entre les paysans pauvres. Réduction du taux de fermages, suspension du paiement des dettes.

« 4. Restitution par les notables des deniers publics.

« 5. Saisie du paddy des riches au profit des personnes atteintes par la famine.

« 6. Ouverture des écoles.

« 7. Lutte contre les superstitions et les coutumes anachroniques, réforme des pratiques administratives, des cérémonies et des rites [4]. »

On voit que les « soviets » de l'insurrection du Nghe-Tinh ne correspondent pas à ceux de la Révolution russe de 1917 quant au mode d'élection et à la composition, même s'ils prennent en charge les mêmes tâches. L'assemblée générale des travailleurs y joue en effet un rôle bien moindre :

« *En exécution de ces directives, l'organisation d'un soviet de village se faisait suivant le modèle ci-après.*

« *La cellule du parti et l'association paysanne du village sont chargées de former le* comité administratif. *Cet organe est généralement élu au cours d'un meeting, mais parfois aussi simplement désigné par le bureau de l'association en accord avec celui*

4. *Idem*, p. 27.

de la cellule du parti. Il se compose d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres, à côté d'une minorité de paysans moyens [5]. »

Le P.C.I. va jeter toutes ses forces dans le mouvement. Il a à cette époque le champ libre pour se développer. Les partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois ont atteint leurs limites : ils disparaissent, entrent en crise ou carrément renoncent à diriger les luttes populaires pour chercher alliance avec la colonisation. C'est notamment le cas du Parti constitutionaliste, parti de la bourgeoisie nationale vietnamienne. Cette dernière, numériquement faible, dépendante de l'impérialisme, politiquement divisée, plus effrayée par le mouvement de masse que par toute autre chose, passe franchement du côté de la contre-révolution. Elle fournira une aide assidue à la répression de 1931.

Les autres partis nationalistes meurent de leur absence de programme, d'intelligence politique, de confiance dans les masses. Le Tan Viet est décomposé par l'action du Thanh Nien; on a vu que les éléments restant fonderont une organisation communiste avant de rejoindre le nouveau P.C.I. Le V.N.Q.D.D. (Viet Nam Quog Dan Dong, principal parti nationaliste du moment, fondé en 1927 par un instituteur du Tonkin, Nguyen Thai Hoc) est plus solide organisationnellement; il a tiré ses formes d'organisation du Kuomintang chinois, qui lui-même s'était inspiré du P.C. chinois. Mais il reste tout aussi faible programmatiquement. Le problème agraire n'est pas abordé pour ne pas diviser la nation vietnamienne. En 1929, il se lance dans une vague de terrorisme. Le 10 février 1930, il organise l'insurrection de garnisons et la prise de la ville de Yen Bai. Ce mouvement sera un échec, bien qu'il ait contribué à préparer les soviets du Nghe-Tinh en modifiant le climat politique. Les dirigeants du V.N.Q.D.D. qui échapperont à la répression trouveront refuge en Chine. Ils ne reviendront qu'en 1945, dans les fourgons de l'armée chinoise nationaliste et anticommuniste.

Malgré sa profondeur, l'insurrection du Nghe-Tinh ne pouvait pas vaincre. La situation internationale n'était pas favorable, après l'écrasement de la Commune de Canton en Chine, la répression des luttes anti-impérialistes en Indonésie et le déclin du mouvement ouvrier en Allemagne. En France, la S.F.I.O. soutenait ouvertement la répression. Au Vietnam, si le mouvement des « soviets » du Nghe-Tinh correspondait à une poussée nationale des luttes, la situation n'était pas mûre dans les au-

5. *Idem*, p. 27.

tres provinces. Surtout, l'organisation du P.C. était encore trop faible pour diriger l'ensemble du mouvement vers la victoire. Même dans les provinces de Nghe-An et de Ha-Tinh, les effectifs du parti étaient loin d'être considérables :

« Le nombre des membres du parti se montait à peine à plus de *1 300*. Le syndicat de Vinh comptait *312* membres et les associations paysannes seulement *8 718* au total. Les organisations de la jeunesse réunissaient *876* membres, les associations féminines *864*. Ces différentes organisations étaient d'ailleurs constituées en unités communales autonomes, directement placées sous la direction de la cellule du parti de la localité, au lieu d'être reliées à un système provincial. *D'autre part, le parti avait été obligé de lancer continuellement les masses dans les luttes quotidiennes, mois après mois, sans avoir eu ni le temps ni les moyens de former de façon systématique des cadres, d'éduquer les masses, de renforcer ses organisations de base et de tirer leçon des expériences. D'où de nombreuses erreurs*[6]. »

Le P.C.I. cherche à jouer pleinement son rôle dirigeant :

« *Au cours de cette période, dans le but de coordonner les efforts et de donner plus d'efficacité à l'action antiterroriste, plusieurs importants congrès du parti se sont réunis. Le premier fut celui du comité de Nghe-An, auquel s'étaient joints de nombreux cadres de district. Après examen critique du travail de direction, il décida d'intensifier la résistance et d'enrayer la famine par des distributions de paddy pris aux propriétaires fonciers, tout en condamnant les actions spontanées et les violences gratuites. Le deuxième congrès, celui du comité du Trung-Ky (centre-Vietnam), décida la mobilisation des masses dans toutes les provinces du centre-Vietnam pour soutenir Nghe-An et Ha-Tinh et empêcher l'ennemi d'y concentrer ses forces armées. Le troisième événement important fut la première réunion du comité central en octobre 1930, au cours de laquelle le Parti communiste vietnamien prit le nom de Parti communiste indochinois et où il fut décidé de déclencher dans tous le pays un grand mouvement de soutien au Nghe-Tinh*[7]. »

Mais la répression l'affaiblit rapidement. Le mouvement connut alors un double phénomène de radicalisation et de déclin.

6. *Idem*, p. 44-45.
7. *Idem*, p. 28-29.

Rapidement, les mots d'ordre du P.C.V. avaient déjà tendu à être spontanément dépassés par les masses paysannes :

« *Le parti n'a pas préconisé la confiscation des terres des propriétaires fonciers en vue du partage. Mais dans des cas particuliers,* là où la famine sévissait, ou encore quand les terres étaient tombées entre les mains des propriétaires fonciers par suite d'abus et d'injustices criants, *de leur propre mouvement les paysans ont procédé à des confiscations et au partage. D'autre part, si les directives ne parlaient que de réduction du taux des fermages, en fait aucun propriétaire foncier n'osait les réclamer.*

« *Le mot d'ordre dont l'application provoqua le plus d'effervescence chez les paysans fut celui de la confiscation du paddy des riches pour le distribuer aux personnes touchées par la famine. Chacun semblait dominé par la foi en la victoire imminente de la révolution et croyait toute proche la " socialisation " de tous les biens. Dans certains endroits, des coopératives de production ont été organisées. Leur effet moral était considérable, bien que les résultats matériels fussent de peu d'importance* [8]. »

Avec le début du déclin du mouvement, en 1931, ces phénomènes prennent l'allure de fréquents débordements du P.C. D'autant plus qu'une famine dramatique s'abat sur les provinces en insurrection. « *Pour parer à ce nouveau danger, les manifestations pour la prise du pouvoir, les attaques des postes militaires et des bureaux administratifs faisaient place à des manifestations pour emprunter le paddy. Comme les deux provinces de Nghe-An et de Ha-Tinh ne comptaient pas un très grand nombre de grands propriétaires fonciers et que certains d'entre eux s'étaient ralliés bon gré mal gré à la cause de la révolution, les manifestants s'attaquaient souvent aux paysans riches et même aux paysans moyens aisés. Le mouvement de " lutte pour le paddy " grandit et gagna rapidement tous les districts.* [...]

« *Le mouvement, en gagnant en ampleur, échappait peu à peu au contrôle des dirigeants* [9]. »

Cette situation provoqua d'importantes divergences au sein de la direction du P.C. : faut-il organiser la retraite ou au contraire tendre tous les efforts à l'extension du mouvement insurrectionnel ? « *Après la dislocation de la commission permanente du comité central du parti à Saïgon, en mars 1931, un certain*

8. *Idem*, p. 28-29.
9. *Idem*, p. 41-42.

nombre de membres du comité du Trung-Ky (centre-Vietnam) projette une insurrection armée en riposte aux actes de terreur de plus en plus barbares commis dans le Nghe-An et le Ha-Tinh. Ce projet est finalement rejeté par le comité en séance plénière, mais la tendance à la violence a déjà gagné les esprits devant les crimes sans nom des colonialistes français[10]. »

La répression, face à un mouvement en voie de désagrégation, disloque les « soviets ». Les manifestations continuent un temps, mais le nombre de participants diminue. La structure dirigeante du P.C. est brisée, laissant les militants sans directives ni informations. Le dernier bastion sera situé dans le district de Anh-Son qui tient, les armes à la main, jusqu'en août 1931.

Une répression féroce s'abat sur les militants communistes. Une partie de la direction du P.C.I. a trouvé la mort lors des combats ou sous la torture tels Nguyen Phong Sac, envoyé spécial du comité central au Nghe-Tinh, Nguyen Duc Canh, Le Mao et Le Viet Thuat, membres du comité du Trung-Ky, Duong Ngoc Lien, Hoang Van Tam, Dao Quang, etc. En mars 1931, l'arrestation d'un membre du comité central fait tomber tout le bureau permanent du C.C., y compris Tran Phu, secrétaire général du parti. Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) est arrêté à Hong Kong. « Tous les cadres dirigeants tombèrent les uns après les autres[11]. »

On trouve alors incarcérés dans l'île-bagne de Ponto-Condor : Ngo Gia Tu (qui mourra lors d'une tentative d'évasion malheureuse[12]), Le Duc Tho, Le Van Luong, Nguyen Cu, Le Duan, Bui Cong Trang, Pham Van Dong, Ha Huy Giap, Nguyen Kim Cuong et Hoang Quoc Viet.

Le P.C. s'enfonce alors dans la clandestinité. Dès 1932, des cellules se forment de nouveau, ainsi que la direction, partiellement grâce à des éléments revenus de Moscou et aux conseils du P.C. chinois[13].

En 1934, un organisme coordonnant les divers groupes du P.C.I. (Nord, Sud, Vietnam du centre, Laos et Cambodge) est remis sur pieds. C'est en 1935 que le premier congrès régulier du P.C.I. se tiendra.

---

10. *Idem*, p. 44.
11. *Idem*, p. 58.
12. Voir Hoang Quoc Viet, *Peuple héroïque* dans V.N. Giap, *Récits de la résistance vietnamienne*, Maspero, 1966.
13. Voir lettre publiée dans *Partisans*, n° 48, août 1969.

Durant les dix ans — 1925-1935 — qui marquent la naissance du Thanh Nien puis du P.C.I., les communistes vietnamiens vont accumuler une expérience considérable : apprentissage des luttes de masse, ouvrières et paysannes, revendicatives ou politiques; expérience insurrectionnelle; épreuve de la clandestinité. Pour les militants du P.C.I., ce sont les données stratégiques de la révolution vietnamienne qui commencent à se préciser : rôle dirigeant de la classe ouvrière, importance de l'alliance ouvriers-paysans, nécessité de la violence révolutionnaire, nature de la révolution à venir. Conditions nationales et internationales se conjuguent pour doter le P.C.I. d'une orientation programmatique radicale et révolutionnaire.

3. — *L'orientation du P.C.I. de 1930 à 1935*

Cette situation va effectivement se refléter dans les résolutions adoptées en 1930, 1932 et 1935 par les comités centraux ou congrès du P.C.I.

Le programme de 1932, publié le 30 juillet dans la revue *L'Internationale communiste* et adopté après l'explosion révolutionnaire de 1930, est à ce titre très significatif [14]. La double domination de l'impérialisme étranger et des classes dominantes indigènes y est violemment dénoncée. La bourgeoisie nationale y est mise en cause au même titre que la classe des propriétaires fonciers : « La bourgeoisie indigène, bien qu'elle ne constitue qu'une mince couche dans le pays, arrache aussi sa part de butin. Ses antagonismes partiels avec l'impérialisme français ne l'empêchent pas de s'allier à lui dans sa lutte contre le mouvement révolutionnaire des masses [...]. » « Journellement les prétendus représentants du peuple — féodaux et bourgeoisie indigène — trahissent et vendent ses intérêts, échangent les têtes des ouvriers et des paysans exécutés contre des aumônes toujours nouvelles. »

Une fois le rôle dirigeant du prolétariat — et de son parti — réaffirmé, la nature des alliances de classe est clairement définie : « *C'est seulement sous la direction du parti que le bloc révolutionnaire des travailleurs de l'Indochine — ouvriers, paysans, travailleurs et population pauvre des villes — sortira victorieux de sa lutte contre le bloc contre-révolutionnaire des*

14. « Programme d'action du parti communiste indochinois », *Partisans*, n° 48, août 1969.

impérialistes, féodaux, propriétaires fonciers, mandarins, notables et contre la bourgeoisie indigène nationale-réformiste qui a trahi. »

De là découle la nature des alliances politiques : « *Le déclenchement des luttes décisives pour l'indépendance de l'Indochine et le triomphe de la révolution agraire et anti-impérialiste sont impossibles sans démasquer avec intransigeance le national-réformisme* [*à savoir le nationalisme bourgeois*] *et surtout sa* " *gauche* ", *aux yeux des larges masses.* »

« Dans leur lutte contre l'impérialisme, les communistes organisent le *front unique* de toutes les forces réellement anti-impérialistes et mènent des actions communes (manifestations, grèves, etc.), même avec les formations et groupes de nationalistes révolutionnaires qui, nous le savons d'avance, ne seront pour nous que des compagnons de route d'un court moment. En même temps, les communistes expliquent à tous les travailleurs que plus les ouvriers et les paysans se rapprocheront de la victoire, plus la ligne de démarcation des classes s'accentuera, plus la bourgeoisie indochinoise exigera de l'impérialisme l'écrasement du mouvement ouvrier et paysan et plus les organisations nationalistes révolutionnaires perdront avec rapidité les derniers vestiges de leur esprit révolutionnaire et rallieront les positions du national-réformisme. »

Et le P.C.I. tente de définir un véritable programme de transition pour le Vietnam d'alors : « Par la révolution anti-impérialiste et agraire, le parti communiste conduira les masses révolutionnaires en avant vers la lutte pour la transition ultérieure au *socialisme.* » La définition des « tâches fondamentales » de la révolution à venir comprend donc la lutte pour « un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan » avec « la création de soviets et d'une armée révolutionnaire ouvrière et paysanne. » Le programme se termine par l'exposé des revendications immédiates sur lesquelles engager les luttes. Mais, souligne-t-il, « les organisations révolutionnaires doivent relier ces revendications immédiates les plus urgentes aux *tâches* fondamentales de la révolution anti-impérialiste et agraire qui monte ».

Des données essentielles de ce programme de 1932 se trouvaient déjà présentes dans le tout premier programme du P.C.V., adopté en 1930, *avant* l'explosion révolutionnaire du Nghe-Tinh.

« 2. [...] Les deux caractéristiques du développement de l'Indochine sont les suivantes :

« *a* — L'Indochine a besoin d'avoir un développement indépendant. Mais comme elle est une colonie, cela lui est refusé.

« *b* — Les contradictions des classes s'exacerbent entre d'un côté les ouvriers, les paysans et les travailleurs misérables et de l'autre les propriétaires fonciers féodaux, les capitalistes et l'impérialisme. »

« 5. Les contradictions énoncées ci-dessus poussent la révolution indochinoise à se développer. Au début, c'est une révolution démocratique bourgeoise, car il n'est pas possible de résoudre directement les problèmes de l'organisation du socialisme [...]. La révolution dans la période actuelle ne peut être qu'une révolution agraire et anti-impérialiste.

« La révolution démocratique bourgeoise est la préparation à la révolution socialiste [...]. Grâce à la dictature du prolétariat dans les autres pays, l'Indochine se développera pour s'engager directement dans la voie socialiste sans passer par l'étape capitaliste. »

« Celle-ci [la révolution démocratique bourgeoise] ne réussira que si le prolétariat en prend la direction. »

« 6. [...] Pour réaliser [les tâches de la révolution démocratique bourgeoise] il est indispensable d'instituer le pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans [...]. »

Et le P.C.I. se dote d'un programme en dix points pour définir les tâches principales de la révolution démocratique bourgeoise :

« 1 — Renverser l'impérialisme français, le féodalisme et les propriétaires fonciers.

« 2 — Instituer un gouvernement des ouvriers et des paysans.

« 3 — Confisquer les terres des propriétaires fonciers étrangers et autochtones et des églises, les remettre aux paysans moyens et aux paysans pauvres, le droit de propriété restant au gouvernement des ouvriers et des paysans.

« 4 — Nationaliser les grandes entreprises des capitalistes étrangers.

« 5 — Abolir les impôts et taxes actuels, créer l'impôt progressif.

« 6 — Décréter la journée de travail de 8 heures, améliorer la vie des ouvriers et des masses laborieuses.

« 7 — Faire de l'Indochine un pays complètement indépendant et reconnaître le droit des peuples à l'autodétermination.

« 8 — Mettre sur pied une armée des ouvriers et des paysans.

« 9 — Promouvoir l'égalité des sexes.

« 10 — Soutenir l'Union soviétique, s'allier au prolétariat mondial et au mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies [15]. »

Toutefois, il ne faut pas s'en tenir au caractère très tranché des analyses faites dans ces textes sur la nature de la révolution à venir et les alliances de classes qui doivent s'y nouer. En effet :

— en 1935, l'Internationale communiste va opérer un tournant droitier très profond et va — difficilement — l'imposer au P.C.I. C'est la nature révolutionnaire du P.C.I. qui se trouve du coup en question : va-t-il se révéler un docile parti de l'Internationale stalinienne dont le cours actif antérieur n'était que le produit du cours « gauche », « classe contre classe » de la « troisième période d'erreur » de l'I.C. ? Ou va-t-il manifester son indépendance politique et affirmer son cours révolutionnaire ?

— de façon plus générale, la définition tranchée des alliances de classes à promouvoir masque des débats et des divergences qui vont traverser toute l'histoire du P.C.V. et se reflètent dans sa conception du front unique. L'analyse critique que fait, en 1960, Tran Huy Lieu de la période des « soviets » du Nghe-Tinh est à cet égard significative. Sa critique porte sur deux points : le caractère ultra-gauche et aventuriste de certaines actions menées à l'époque — critique confirmée par des trotskystes vietnamiens — et la tactique à promouvoir à l'égard de la paysannerie moyenne ou riche et de la bourgeoisie nationale.

« *Les thèses de la révolution démocratique bourgeoise au Vietnam, publiées en octobre 1930, malgré la justesse fondamentale de leurs vues, contenaient de graves lacunes, notamment dans la détermination de l'adversaire principal N° 1 de la révolution, ainsi que des caractéristiques et des capacités révolutionnaires de chaque classe sociale. Le front anti-impérialiste n'a pu être réalisé et, de toutes façons, ne saurait combler l'absence d'un front national unifié. Au lieu d'être exalté comme il se doit dans un pays colonisé, le sentiment national était parfois considéré comme un produit archaïque, contraire à l'esprit de l'internationalisme prolétarien.*

15. *Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam,* Hanoï, 1970, Annexes.

« *Le programme d'action de 1930 commit l'erreur de préconiser le renversement de la bourgeoisie nationale au même titre que les colonialistes français et les féodaux autochtones.* Or, cette bourgeoisie — à part les compradores — ne pouvait être assimilée aux féodaux, ses intérêts étant en conflit avec ceux des impérialistes. Elle devait donc être attirée dans les rangs de la révolution démocratique bourgeoise et non systématiquement tenue à l'écart. *De même, la petite-bourgeoisie, bien qu'hésitante et facilement influençable, aurait dû faire l'objet d'une plus grande sollicitude à cause de ses aptitudes révolutionnaires et non d'une méfiance exagérée qui l'a éloignée parfois des rangs de la révolution.*

« *A la campagne, les luttes entreprises contre les paysans riches, les paysans moyens aisés, les petits notables et les gens instruits, furent de lourdes fautes* qui jetaient le discrédit sur l'ensemble du mouvement tout en donnant prise à la propagande ennemie.

« *Ces idées gauchistes et sectaires ont isolé les masses ouvrières et paysannes. Le programme d'action a fait trop tôt appel à la lutte armée malgré les faiblesses de l'organisation.* A partir de la fin de 1930, devant l'intensification de la répression, la tendance à l'emploi de la violence et de la terreur contre les individus avait prévalu. Tout comme dans le Nghe-Tinh pendant les derniers jours du mouvement des « soviets », dans d'autres régions nombre de manifestations avaient dégénéré en bagarres armées. *Dans sa lettre en date du 23 mai 1931, le bureau d'Orient de l'Internationale communiste critiqua les incidents de nature violente survenus en Indochine en ces termes :* " N'étant pas conformes aux principes du communisme, elles font obstacle au mouvement révolutionnaire, en éloignant les masses et en fournissant aux impérialistes et à leurs polices l'occasion de monter des provocations pour déclencher la répression. " [16]. » (Souligné par l'auteur.)

B. — La tentation du stalinisme, 1936-1939

1. — *Le tournant droitier*

Durant la « troisième période », la politique de l'I.C. n'entrait pas en contradiction frontale avec la menée des luttes au Viet-

16. Tran Huy Lieu, *op. cit.*, p. 51-52.

nam. Dorénavant, il ne va plus en être de même. En 1935, l'I.C. adopte la ligne de front populaire. En 1936, un tel front populaire se réalise en France et accède au gouvernement. En juin 1936, une conférence du P.C.I. « corrige » la ligne par trop révolutionnaire du congrès de 1935.

Une politique de défense démocratique s'avérait probablement être une nécessité. Il fallait profiter de l'accession au gouvernement français de partis de gauche pour réorganiser le P.C.I. et son activité. Des dirigeants sont libérés (Pham Van Dong, Hoang Quoc Viet, Vo Nguyen Giap, Truong Chinh notamment), un large travail d'agitation semi-légale est engagé.

Hoang Quoc Viet raconte dans *Peuple héroïque* cette période qui succéda à sa libération :

« J'ai rencontré Tho Hieu, Luong Khanh Thien, Truong Chinh. Nous nous sommes répartis provisoirement en deux groupes : l'un semi-légal, l'autre clandestin. Je fus affecté au premier et chargé avec Truong Chinh de la publication des journaux du parti. [...] Pour la première fois, en plein cœur d'Hanoï sous le joug colonialiste, nous éditions officiellement des journaux du parti [17]. »

« Dès que parurent nos journaux légaux, les masses affluèrent dans nos bureaux qu'elles considéraient comme des permanences officielles du parti.

« En même temps que les journaux, nous éditions un grand nombre de fascicules marxistes sur le communisme, l'évolution sociale, la lutte de la classe ouvrière, l'Union soviétique, le Front populaire français, le Front populaire espagnol, la Révolution chinoise. [...] Nous venions de faire un grand pas en avant sur le front idéologique [18]. »

Une fois la terreur blanche desserrée, le Vietnam connut une nouvelle vague de mobilisation. 1937 fut une année de revendications ouvrières, on compta alors des centaines de manifestations paysannes, le mouvement toucha le Laos et le Cambodge, et entraîna « même les intellectuels à descendre dans la rue [19] » au Vietnam.

Mais la rectification du cours politique du P.C.V. ne s'en tient pas là. Une orientation ouvertement opportuniste est appli-

17. Hoang Quoc Viet, *op. cit.*, p. 121.
18. Hoang Quoc Viet, *op. cit.*, p. 126.
19. Hoang Quoc Viet, *op. cit.*, p. 124.

quée, lors d'une réunion du C.C., en septembre-octobre 1937, à Hoc Hon-Ba Diem, au Sud-Vietnam [20].

La perspective d'un front démocratique indochinois est lancée, proposée y compris aux bourgeois constitutionalistes — auxiliaires de la répression de 1931 — et aux monarchistes qui pourtant ne réclament que la stricte application des clauses du traité de protectorat. Une subtile distinction est faite entre les « ultra-colonialistes » et les « colonialistes anti-fascistes ». En juillet 1939, Nguyen Ai Quoc (Ho Chi Minh) envoie à l'Internationale un rapport récapitulant brièvement la ligne suivie depuis 1936 [21]. L'intérêt de ce rapport est triple : il illustre parfaitement la brutalité du tournant droitier de 1936 ; il est écrit à la veille d'un nouveau tournant qui va engager le P.C.V. dans la lutte armée révolutionnaire ; il se trouve critiqué en ce qu'il a de plus opportuniste par les écrits rétrospectifs d'un des plus éminents dirigeants de la révolution vietnamienne, Vo Nguyen Giap, et par une brochure d'histoire publiée à Hanoï. Nous y reviendrons. En voici le texte.

« 1 — Le Parti ne peut, pour le moment, formuler de trop hautes revendications (*indépendance nationale, parlement, etc.*) sans risquer de tomber dans le piège japonais.

« Actuellement, il convient de ne réclamer que les droits démocratiques : libertés d'organisation, de réunion, de presse, de parole, amnistie générale pour tous les condamnés politiques et droit à l'activité légale pour le Parti. »

« 2 — Pour atteindre ces buts, il faut s'efforcer de développer le Front démocratique.

« Celui-ci ne comprend pas que des Indochinois mais encore les Français progressistes; il englobe à la fois les peuples travailleurs et la bourgeoisie nationale. »

« 3 — Vis-à-vis de la bourgeoisie, le parti doit user de beaucoup de tact et de souplesse [*sic !*]. Qu'il tende tous ses efforts à l'amener dans le Front, à rallier les éléments susceptibles d'être gagnés à notre cause, à neutraliser les éléments ondoyants. Aucun d'eux ne doit rester en dehors du Front. »

« 4 — Vis-à-vis des trotskystes : point d'alliance, point de concession. Il faut à tout prix démasquer leur rôle d'hommes de main des fascistes. »

---

20. Selon Ph. DEVILLERS (*Histoire du Vietnam*, éditions du Seuil, 1952, p. 67-68), c'est sous l'impulsion de Tran Van Gian que s'opère ce tournant.
21. Cité dans J. LACOUTURE, *op. cit.*, p. 55-56.

« 5 — Pour se renforcer et élargir sa sphère d'influence, pour assurer plus d'efficacité à son action, le Front démocratique doit se tenir en liaison étroite avec le Front populaire de France qui lutte aussi pour la liberté, la démocratie et peut nous apporter une aide appréciable. »

« 6 — Le parti ne peut pas imposer sa direction au Front [...].

« Il doit lutter énergiquement contre le sectarisme et l'étroitesse de vue, étudier le marxisme-léninisme, élever la conscience politique des cadres et des militants, établir des rapports étroits avec le Parti communiste français. »

Sur trois points essentiels ce texte entre en contradiction profonde avec ce qui, aujourd'hui, forme la base même des analyses du processus révolutionnaire faites par les communistes vietnamiens :

— L'abandon, très grave, du mot d'ordre d'indépendance nationale est aujourd'hui apprécié en ces termes prudents mais clairs : « La campagne de propagande en faveur du Front démocratique indochinois (1936-1939) était un véritable flux révolutionnaire national et démocratique de grande envergure, bien que, pendant ce laps de temps notre parti, trop circonspect, n'ait pas lancé de mot d'ordre exposant nettement sa position sur l'indépendance nationale [22]. » Et pour cause !

— Le silence, tout aussi grave, fait autour de la question agraire entre aussi en contradiction avec l'insistance avec laquelle les Vietnamiens soulignent aujourd'hui que la clef de la question nationale, c'est la question paysanne [23].

— Enfin, la conception opportuniste du front qui est exposée ici est étrangère aux écrits ultérieurs des communistes vietnamiens. Des divergences existent toujours — semble-t-il — sur les formes exactes de l'alliance de classe à promouvoir (voir p. 99). Mais tous les dirigeants du P.C.I. s'accordent au moins sur deux éléments décisifs quant à la conception du front. Sa base est l'alliance des ouvriers et des paysans, des alliances plus larges ne pouvant être passées que si cet axe est fermement assis. Le front ne peut se développer que s'il est dirigé par le parti communiste sans lequel toutes les déviations sont possibles. « Si la guerre de libération du peuple vietnamien a été couronnée par

22. *Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam, op. cit.*, p. 26. Voir aussi à ce sujet, V.N. GIAP, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspero, 1967, p. 69-70.
23. Cf. V.N. GIAP, *op. cit.*, p. 19-21.

une grande victoire, écrit Giap, c'est grâce aux facteurs que nous venons d'énumérer *mais avant tout* [je souligne], c'est parce qu'*elle a été organisée et dirigée par le parti de la classe ouvrière : le Parti communiste indochinois devenu aujourd'hui le Parti des travailleurs du Vietnam.* » [Souligné par Giap] [24]. » Et dans un autre écrit il déclare sans ambages : « *Depuis sa naissance* (notre parti) a *toujours* détenu la direction *sans partage* de la révolution. De nos jours, *seul* le parti de la classe ouvrière, classe la plus révolutionnaire [...] peut jouer le rôle de dirigeant authentique de la nation [25]. » [Souligné par l'auteur.]

Enfin nous verrons bientôt que l'appel à la rupture avec les trotskystes n'aura pas été sans poser quelques problèmes.

2. — *Divergences au sein du P.C. et résultat de la politique de front démocratique*

D'importantes résistances au nouveau cours semblent s'être manifestées au sein du P.C.V. Beaucoup d'indices l'attestent et notamment :

a) *Le Congrès de Macao*

Les nouvelles thèses qui allaient être adoptées au VIIe Congrès de l'I.C. devaient être connues. Il est pour le moins étrange que le Congrès de Macao se soit tenu en 1935, quelques mois avant la réunion du congrès mondial et le retour du délégué vietnamien (Le Hong Phong) et en l'absence de Nguyen Ai Quoc (résidant à ce moment à Moscou). Il est permis de penser que cette précipitation a eu pour but de profiter de l'autorité formelle du précédent congrès de l'I.C. (1928) pour réaffirmer le programme de révolution sociale que l'I.C. stalinisée allait mettre entre parenthèses [26]. Les thèses du Congrès de Macao ne sont peut-être pas exemptes de tendances ultra-gauche (on y décrit la venue d'une deuxième vague révolutionnaire très proche), mais l'important est que les divergences existant à la veille de la constitution du P.C.I. ne semblent pas surmontées. Ce ne

24. V.N. Giap, *op. cit.*, p. 30.
25. V.N. Giap, *La Guerre de libération nationale au Vietnam*, Hanoï 1970, p. 132-133.
26. Ch. Rageau, *Ho Chi Minh*, Editions universitaires, avance cette hypothèse.

sera qu'en *juin 1936*, avec le retour de Moscou de Le Hong Pong et la tenue de la première conférence nationale du parti que la ligne se verra « corrigée ».

b) *L'expérience de* La Lutte

L'histoire, unique en son genre (à l'exception peut-être de la Grèce), du front unique édifié à Saïgon entre les membres du P.C.I. et des groupes trotskystes est peut-être encore plus significative. En *1933*, les militants de ces formations se regroupent autour d'un journal, *La Lutte*, et mènent ensemble les campagnes électorales [27]. Ceci n'est déjà pas sans marquer une certaine autonomie par rapport au « climat » existant à l'époque en U.R.S.S. et en France. Evidemment, dès 1935-1936 les divergences s'approfondissent entre les deux groupes. Les membres du P.C.I. sont, semble-t-il, majoritaires et le journal *La Lutte* appelle à l'union avec ceux qu'il dénonçait hier. Mais le front unique se maintiendra néanmoins jusqu'au *14 juin 1937* (combien de « procès » ont déjà eu lieu à Moscou contre l'Opposition de gauche !). Entre-temps, les trotskystes sont devenus majoritaires dans *La Lutte* et c'est sous leur impulsion que la rupture s'opère.

L'existence même de ce front unique montre l'originalité du P.C.I. L'énoncé de ces dates suffit à montrer qu'il n'a pas été facile de faire admettre aux membres du P.C.I. que les trotskystes étaient des « agents du fascisme ». C'est d'ailleurs confirmé implicitement dans la *Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam*, qui souligne que, « au cours de cette période, le parti a sévèrement critiqué les déviations gauchistes [...], la sous-estimation du danger trotskyste et la coopération sans principe avec les trotskystes [...] [28]. » Dans ce même passage, la commission chargée de la rédaction de cette brochure énumère toute une série de déviations, de droite ou de gauche, qui montrent que le parti était loin, à cette époque, de l'homogénéité.

27. C'est Ta Thu Thau, jeune universitaire revenu de France, qui fondera le premier groupe trotskyste. Disloqué par la Sûreté française en août 1932, il se reconstituera sous forme légale en février 1933. Aux élections municipales de mai 1933, deux candidats de *La Lutte* sont élus : Nguyen Van Tao (membre du P.C.) et Tran Van Trach (trotskyste). Aux municipales de 1937, trois candidats sont élus : Ta Thu Thau (trotskyste), Nguyen Van Tao et Duong Bach Mai (P.C.I.). Environ 600 comités d'action verront le jour à ces occasions, animés par *La Lutte*. En avril 1939, aux élections (censitaires) au Conseil colonial de Cochinchine, Ta Thu Thau, Tran Van Trach et Pham Van Hum (trotskystes) obtiennent 80 % des voix (sur quelques centaines) au Second collège battant trois constitutionalistes, deux membres du P.C., et plusieurs « indépendants » et « démocrates ».

28. *Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam, op. cit.*, p. 21.

c) *Le retour à la clandestinité*

Enfin, il semble que ce ne soit qu'avec prudence que la direction du P.C.I. se soit engagée dans une politique de front démocratique, sans tomber pour autant dans le légalisme et tout en gardant des structures clandestines. C'est immédiatement après la conférence de Munich (septembre 1938) que le comité du Bac-Ky, puis celui du Trung-Ky (Nord et centre du Vietnam) font progressivement rentrer leurs cadres dans la clandestinité [29]. Ces précautions s'avéreront vitales lors du déclenchement de la répression de 1939-1940. Néanmoins, des cadres du P.C. tomberont à nouveau dès juin 1939, tel Le Hong Phong, qui sera exécuté en captivité à la fin 1940. *C'est le 26 septembre 1939 que le P.C.I. est interdit.* D'octobre 1939 à janvier 1940, la totalité des organismes « légaux » du P.C. ou des trotskystes seront détruits par la répression.

Si dans un premier temps la ligne démocratique du P.C.I. n'avait pas été sans bénéfice (lui permettant de se réorganiser), il semble bien que dans un deuxième temps elle lui ait coûté cher. En particulier, à Saïgon où avait lieu l'alliance avec les trotskystes de Ta Thu Tao. Le P.C.I. connaît, en effet, une scission à Saïgon avec le départ d'un de ses dirigeants, Nguyen Van Tao, et d'un groupe d'oppositionnels. Après la rupture du front unique de *La Lutte,* le groupe trotskyste connaît une influence croissante, révélée lors des élections de 1939 au Conseil colonial qu'ils emportent haut la main. Ils recrutent par ailleurs des ouvriers et paysans, anciens membres du P.C.I. Ces difficultés internes du P.C.I. et le développement des trotskystes sont attestés par des circulaires internes du P.C., saisies par la sûreté française. En 1938, le gouvernement colonial français prend une série de mesures de défense en préparation de la guerre avec les puissances fascistes — et notamment avec le Japon. Il s'agit en particulier d'un emprunt de 33 millions de piastres et du recrutement de 20 000 tirailleurs. Une circulaire du C.C. du 1er juillet 1938 précise la position du P.C.I.

« Devant ces visées territoriales des fascistes, le parti communiste approuve les mesures prises pour la défense de l'Indochine. Cependant, les marxistes et les léninistes n'approuvent qu'une lutte ayant un caractère progressiste, antifasciste et destinée à étendre les libertés démocratiques et à améliorer les conditions d'existence des masses. Nous n'approuvons pas que la défense

29. *Histoire de la révolution d'août,* Hanoï 1972, p. 13.

de l'Indochine ait uniquement pour but de sauvegarder les intérêts des capitalistes impérialistes et d'assurer à ceux-ci le monopole des marchés coloniaux.

« [...] Le comité central du parti communiste décide que :

« 1. [...] Nous devons expliquer aux masses par des exemples vivants pris sur la Chine ou l'Espagne, qu'elles ne devront résister d'une façon sérieuse aux envahisseurs que lorsqu'elles pourront bénéficier des intérêts dont il est question plus haut [...]. [Nous saisirons toutes les occasions pour manifester] dans l'ordre et [...] crier les mots d'ordre suivants : « Soutenons la défense nationale contre l'invasion des fascistes ! Promulgation des libertés démocratiques ! Du riz et du travail ! Diminution des impôts ! Diminution des fermages, etc. !

« 2. Nous devons adopter une attitude toute spéciale à l'égard de la bourgeoisie de ce pays. Les tendances démocratiques affichées par cette classe sont encore disparates. Nous devons montrer aux riches la nécessité pour eux de souscrire à l'emprunt pour la défense de l'Indochine [...] cependant [...] nous devons expliquer à la classe bourgeoise qu'il ne faut pas se laisser conduire ni se fier trop aux promesses faites, comme pendant la Grande Guerre [...].

« 3. Au sujet de l'emprunt [...] il faut frapper les gros richards d'un lourd impôt pour faire face aux dépenses militaires. Il ne faut pas augmenter les charges fiscales des pauvres habitants ou des petits-bourgeois. [...] »

Le quatrième point concerne le recrutement des tirailleurs et explique qu'il faut à la fois expliquer la nécessité de l'engagement pour la défense du pays et prôner l'organisation d'une agitation au sein de l'armée. Le cinquième point lie le problème de la défense de l'Indochine à celui de la défense de la Chine contre les Japonais.

Et en conclusion le C.C. met en garde contre les « tendances erronées : « Devant la situation actuelle, préconiser le défaitisme révolutionnaire, c'est faire le jeu du fascisme japonais. Il n'y a que les trotskystes, valets du fascisme [*sic*], qui sont capables d'un tel geste. Approuver aveuglément la défense de l'Indochine sans guider les masses dans les luttes pour réclamer la liberté et l'amélioration des conditions de vie, c'est considérer le régime colonial actuel comme satisfaisant, c'est se jeter dans le gouffre : c'est la " tendance, orientée vers la droite ", la " collaboration franco-annamite " préconisée par le parti réformiste. Les deux

tendances vers la droite et vers la gauche sont des tendances erronées et nous conduisent vers la défaite. »

En fait, les deux « tendances erronées » semblent s'affirmer avec force. On a vu comment à Saïgon, l'audience du P.C. s'effritait au profit de celle des trotskystes. Les circulaires du C.C. du P.C.I. soulignent leur apparition jusque dans le Tonkin, dont ils semblaient absents. Surtout, une tendance ultra-droitière se développe au sein même du P.C.I., représentée par le Comité interprovincial de Cantho (Nam Bo) : « Les idées du Comité interprovincial de Cantho constituent une tendance droitière et prouvent aussi que ceux qui les expriment sont satisfaits du régime colonial actuellement en vigueur. En réalité, ces camarades soutiennent les intérêts des impérialistes et endorment les masses en leur conseillant de ne plus lutter car ils ont admis que le gouvernement indochinois est un gouvernement démocratique. [...]

« Le comité central a dit que la France démocratique vaut un peu mieux que le Japon fasciste, mais, ce disant, il n'a visé que la France métropolitaine. Il n'en est pas de même pour l'Indochine [...] [30]. »

Les partisans du soutien inconditionnel au régime colonial français avaient même préconisé que les bons d'emprunt de 100 $ soient divisés en bons de 10 et 5 $ afin que les masses puissent plus facilement contribuer...

Cette question de l'orientation du P.C.I. sur le problème de la défense de l'Indochine illustre bien les difficultés que le P.C.I. avait à appliquer les directives de l'Internationale communiste, à harmoniser son intervention avec celle du P.C.F. et quelles tensions cette situation provoquait.

Le P.C.I. a plié devant les exigences staliniennes. Mais il semble que toute l'autorité de l'I.C. ait été nécessaire pour faire passer dans la pratique le cours droitier, sans pour autant convaincre l'ensemble des militants de sa justesse. Le P.C.I. est-il pour autant brisé ? Les déviations opportunistes continueront d'exister dans les années qui vont suivre. Mais la période de front démocratique s'arrête à temps. Avec l'ouverture de la Seconde Guerre mondiale, un redressement progressif va s'opérer dans le P.C.I. et la distance — qui s'est déjà manifestée — entre sa politique et l'orientation donnée au mouvement communiste international par le P.C. soviétique stalinisé s'accroître.

30. Circulaire du C.C. du P.C.I., 2 octobre 1938.

2. Le réarmement (1939-1954) La première guerre d'Indochine

A. — La reprise de la lutte armée

Toute la période qui s'ouvre va être dorénavant dominée, pour le P.C.I., par le problème de la prise du pouvoir et de la lutte armée. La première expérience du parti en la matière datait de 1930 : durant les soviets de Nghe-Tinh, des groupes d'autodéfense, embryons des forces armées révolutionnaires, étaient nés. Mais c'est essentiellement avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale qu'il commença à se pencher réellement sur la question.

1. — *La création du Viet-Minh*

« Dès 1930, écrit Giap, en dégageant les deux contradictions de notre société, notre parti avait clairement défini les deux tâches de notre révolution et lui avait donné ainsi une impulsion en profondeur et en largeur. Mais il fallut attendre 1939-1941 pour que la lutte contre l'impérialisme pour la libération nationale fût conçue clairement comme une tâche primordiale [1]. »

C'est durant ces trois années, en effet, que le P.C.I. réalise un changement d'orientation qui le conduira à la révolution d'août 1945. Ce tournant semble s'être amorcé le 29 septembre 1939 : dans un communiqué adressé aux diverses instances du

1. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspero, 1967, p. 69-70.

parti, le comité central souligne que « la situation en Indochine conduira au problème de la libération nationale ». Les étapes de ce tournant sont illustrées par les résolutions des trois prochains plénums du C.C. — le VI[e], le VII[e] et le VIII[e] — qui se tiennent chacun à un an d'intervalle. C'est à la fin de 1939, deux mois après l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, que se tiendra le VI[e] Plénum du comité central sous la présidence de Nguyen Van Cu, secrétaire général du P.C., et en la présence notamment de Le Duan, Phan Dang Luu et Vo Van Tan. On peut résumer ainsi ses principales décisions :

a) Abandonné en pratique depuis 1936-1937, le mot d'ordre de *libération nationale* est remis à l'ordre du jour. Il devient même l'objectif premier des luttes : « La conjoncture a évolué. L'impérialisme français est un coupable qui s'emploie à déclencher une guerre impérialiste mondiale. La domination qui pèse sur les colonies telle l'Indochine — manifestement un régime fasciste militaire — et la tentative des colonialistes de composer avec les Japonais, ont placé les peuples indochinois devant un problème de vie ou de mort. Pour leur salut, les peuples d'Indochine n'ont d'autre voie que la lutte pour le renversement des impérialistes français, contre toute agression étrangère, qu'elle vienne des Blancs ou des Jaunes, afin de réaliser la libération et l'indépendance [2]. »

b) La nécessité de la violence révolutionnaire et de sa préparation est soulignée. Il faut « préparer les conditions pour une action violente, une révolution de libération nationale [3] ». La perspective de Front démocratique est abandonnée au profit de l'appel à la constitution d'un *Front national uni anti-impérialiste indochinois.*

c) Le plénum se refuse à avancer à nouveau le mot d'ordre de réforme agraire radicale contenu dans le programme de 1930. Il le remplace par celui de *confiscation des terres des impérialistes français et des propriétaires terriens traîtres à la nation,* pour tenter de diviser la classe des propriétaires fonciers et de neutraliser ou de rallier certains d'entre eux.

d) « Le mot d'ordre de l'instauration des soviets ouvriers-paysans avancé depuis 1930 fut également remplacé par celui de *fondation d'un gouvernement fédéral des Républiques démocratiques d'Indochine* [4]. »

2. *Idem.*
3. *Histoire de la révolution d'août,* Hanoï, 1972, p. 15.
4. *Idem,* p. 16.

Peu après, la situation évoluera rapidement. Le 22 septembre 1940, les Japonais attaquent en Indochine. L'administration française coloniale — Vichyste — accepte rapidement d'accueillir les troupes d'un Japon qui tente, à la faveur de la Seconde Guerre mondiale et au nom de la « Grande Asie », de se tailler un empire colonial. Le 27 septembre 1940, une insurrection, impulsée et dirigée par le P.C., éclate à Bac Son (Nord-Tonkin). Elle profite de la déroute française, face aux Japonais. Mais la situation est encore loin d'être mûre. L'insurrection de Bac Son échouera. Son retentissement dans l'ensemble du pays sera néanmoins considérable : elle « inaugurait une nouvelle période de la révolution vietnamienne, période de l'alliance de la lutte politique avec la lutte armée et l'insurrection armée pour la prise du pouvoir [5] ».

C'est en novembre 1940 que se tient, dans le village de Dinh Bang (district de Tu Son, province de Bac Ninh), le VIIe Plénum du comité central. Nguyen Van Cu, Le Hong Phong, Le Duan et d'autres ont été arrêtés. S'y réunissent Phan Dang Luu (pour le Nam Bo), Truang Chinh, Hoang Van Thu, Hoang Quoc Viet, Tran Dang Ninh. Outre la confirmation de la nouvelle orientation décidée un an plus tôt, ce plénum prend les décisions suivantes :

a) Transformer, en regard de la nouvelle situation, la perspective de Front uni anti-impérialiste en celle de Front national uni contre les fascites français et japonais en Indochine.

b) « Inscrire carrément la question de l'insurrection armée à l'ordre du jour de la révolution indochinoise [6]. » Etudiant les caractéristiques de l'insurrection de Bac Son, le P.C. met en avant — pour la première fois semble-t-il — la perspective de la réalisation d'insurrections locales dès que les conditions seront réunies pour tendre vers une insurrection générale aboutissant à la prise du pouvoir dans l'ensemble du pays. Dans l'immédiat, décision est prise de créer une base de guérilla dans la région de Bac Son-Vo Nhai, base placée sous la direction directe du C.C. (Hoang Van Thu notamment en avait la responsabilité).

En Cochinchine, le P.C. préparait lui aussi un soulèvement à Saïgon. Le C.C. ordonna l'arrêt de tous les préparatifs, mais Phan Dang Luu arriva trop tard pour enrayer le mouvement. L'insurrection éclata le 23 novembre 1940. Elle tint un mois,

5. *Idem*, p. 19.
6. *Idem*, p. 21.

mais, elle aussi, échoua : ni le centre, ni le Nord-Vietnam ne pouvaient soutenir le Sud. Si l'échec du soulèvement de Bac Son n'eut pas de conséquences trop graves — et même permit l'organisation de premiers foyers de guérilla — celui de Saïgon porta un coup très dur à l'organisation communiste du Nam Bo (Cochinchine). La répression fut féroce et il semble bien que ce n'est qu'après 1945 que le P.C. s'en remet complètement.

Pour clore cette période, le 19 janvier 1941, une mutinerie de gardes civils éclate (indépendamment du P.C.I. qui n'apporte son soutien qu'après son déclenchement) à Cho Rang et Du Luong (province de Vinh). Cette mutinerie, dirigée par le sergent Cung, est rapidement écrasée.

Bac Son, Saïgon, Du Luong : la Révolution vietnamienne s'engage dans la première résistance armée prolongée.

Le 8 février 1941, Ho Chi Minh revient de l'étranger et installe son P.C. dans la région de Cao Bang, au Nord du Tonkin. Il crée là, parmi la minorité nationale de cette zone montagneuse proche de la Chine, la première base de résistance. Cette base reste néanmoins clandestine, ce n'est pas encore une véritable zone libérée.

Du 10 au 19 mai 1941, se tient le VIIIe Plénum du C.C. à Pac Bo sous la présidence d'Ho Chi Minh. S'y retrouvent aussi Hoang Van Thu, Phung Chi Kien, Truong Chinh, Hoang Quoc Viet, Hong Van Hoan, Vu Anh. Là encore, le plénum approuve les travaux des deux précédents. Mais surtout, il analyse le cours de la guerre mondiale et appelle à la constitution du Viet-Minh. En fait, il a achevé le travail de mise au point de la nouvelle orientation commencé par les VIe et VIIe Plénum du C.C. Son importance est soulignée par l'appel signé Nguyen Ai Quoc (le futur Ho Chi Minh) envoyé « à tous les Vietnamiens » pour les appeler à la résistance.

a) En ce qui concerne l'analyse de la situation internationale, les écrits vietnamiens soulignent que lors de ce comité central — et pour Hoang Quoc Viet dès mai 1940 [7] — Ho Chi Minh avait prévu la rupture du Pacte germano-soviétique et l'entrée en force des troupes allemandes en U.R.S.S. Si cela est vrai, c'est tout à fait remarquable dans la mesure où les sommets du Komintern — et en tout cas Staline — n'y ont jusqu'à la dernière minute pas cru, malgré les rapports des réseaux de rensei-

7. Hoang Quoc Viet, *Peuple héroïque*, dans V.N. Giap, *Récits de la résistance vietnamienne*, Maspero, réimpression 1971, p. 141.

gnements de l'*Orchestre Rouge* en Europe occidentale et de Sorge au Japon.

b) Les conditions objectives et subjectives nécessaires à la victoire d'une insurrection furent systématiquement étudiées, de façon à déterminer le moment le plus favorable à son déclenchement. Par là, le VIIIe Plénum tâchait de préciser et de concrétiser les enseignements des soulèvements de Bac Son et de Saïgon tirés par le VIIe Plénum.

c) Le plénum se pencha sur le danger que comportait le développement inégal du mouvement de résistance en Indochine. Le retard qu'accusait le mouvement urbain par rapport aux campagnes avait pour conséquences la faiblesse numérique des éléments prolétariens dans le parti. Cette situation était d'autant plus grave que ce dernier souffrait d'une « grave pénurie de cadres ». On voit apparaître ici un constant souci du P.C.I. de maintenir, malgré l'engagement de la lutte armée et le déplacement conséquent du centre de gravité de ses activités vers les montagnes et les campagnes, un travail urbain et un recrutement prolétarien effectifs.

C'est ce que souligne les textes de ce plénum : « Nous devons faire en sorte que dans la Révolution en Indochine le mouvement ouvrier dans les villes connaisse un grand développement et constitue l'avant-garde des autres mouvements. [...] [Il faut] considérer l'agitation auprès des ouvriers comme un travail primordial permettant d'organiser les masses [8].

d) Mais, peut-être, la principale décision de ce plénum est-elle *la fondation du Viet-Minh*. Cette décision semble en effet marquer l'aboutissement de l'évolution politique amorcée en 1939 et symboliser une rupture certaine avec la stratégie de l'I.C. stalinienne.

« *Concernant la question nationale*, écrit aujourd'hui la commission d'histoire du parti, notre parti avait d'abord voulu la situer dans le cadre de l'Indochine tout entière. Il la cantonnait nettement à ce plénum dans chacun des trois pays du Vietnam, du Cambodge et du Laos, en précisant que pour triompher, leurs révolutions de libération nationale devaient se prêter mutuellement appui, opérer en étroite liaison l'une avec l'autre, se donner impulsion réciproque et s'entraider [9]. » Tous les « fronts » successivement établis jusqu'alors s'appelaient « indochinois ». Aujourd'hui est fondée pour la première fois la Ligue pour

8. *Histoire de la révolution d'août, op. cit.*, p. 30.
9. *Idem*, p. 29.

l'indépendance du *Vietnam* (*Vietnam Doc Lap Dong Minh*) dont l'emblème est le drapeau rouge à étoile d'or [10]. Ce sera l'organisation de la première résistance vietnamienne.

Jean Chesnaux [11] analyse ainsi la fondation du Viet-Minh. Le communisme vietnamien aurait longuement balancé entre l'option « indochinoise » et l'option « vietnamienne ». L'option « indochinoise » s'inscrivait dans une stratégie se définissant d'abord en fonction de la structure coloniale importée par la France. Elle aurait eu la préférence de l'I.C. qui aurait joué un rôle prépondérant durant la période 1930-1941. La création du Viet-Minh aurait marqué le retour à l'option « vietnamienne » qui prévalait du temps du Thanh Nien. Cette option fondait sa stratégie sur une étroite liaison entre la lutte pour le socialisme et celle pour la renaissance nationale du Vietnam. Cette césure correspond à l'affaiblissement des liens tissés entre le P.C.I., le P.C.F. et Moscou, à l'occasion de l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale [12]. Chesnaux définit donc le caractère national du communisme vietnamien comme un caractère *acquis,* fruit d'une expérience politique complexe.

A l'issue de ce plénum, Truong Chinh est élu secrétaire général du P.C. et un bureau est formé avec Truong Chinh, Hoang Van Thu et Hoang Quoc Viet. A cette époque, Giap et Pham Van Dong (ou Lam, ou Tong) sont en mission en Chine et ne semblent pas avoir assisté au plénum. Ils rentrent au Vietnam peu après.

Trois phénomènes importants et positifs marquent ces premières années de la Seconde Guerre mondiale. Le mot d'ordre d'indépendance nationale est à nouveau avancé. Corrélativement, la question de l'insurrection et de la lutte armée est pratiquement prise en charge. Enfin, la politique du P.C.I. de la fin de 1939 à la fin de 1941 manifeste une continuité certaine. Elle n'accuse pas, comme celle du P.C.F. par exemple, le contrecoup direct des tournants de l'orientation de l'I.C. Elle débute avant l'invasion de la France par l'Allemagne. Elle se poursuit

10. Hoang Quoc Viet explique ainsi le choix du terme de " Ligue pour l'indépendance " : « Nous avons écarté l'objectif " anti-impérialiste " parce que trop dur, et l'expression " relèvement national " parce que galvaudée par les pro-Japonais. On adopta finalement l'appellation " Ligue pour l'indépendance du Vietnam ", en abrégé Viet-Minh. » HOANG QUOC VIET, *op. cit.*, p. 142.

11. Cf. J. CHESNAUX, *Les Fondements historiques du communisme vietnamien, in Tradition et révolution au Vietnam,* p. 216-217.

12. Cet affaiblissement est réel. La commission d'histoire du P.C.I. écrit aujourd'hui que le VIIe Plénum souligna la nécessité « de rétablir la liaison du Parti avec l'Internationale Communiste ainsi qu'avec sa propre section à l'étranger ». Cf. *Histoire de la Révolution d'août, op. cit.,* p. 21.

lorsque la France est Vichyste — ainsi que l'Indochine française, qui le restera jusqu'à la fin —, que le Pacte germano-soviétique est toujours signé et que le P.C.F. cherche sa légalisation auprès des nouvelles autorités. Elle n'est pas modifiée lors de l'invasion de l'U.R.S.S. par les armées allemandes et l'entrée du mouvement communiste international dans le camp de la démocratie.

Certes, jusqu'en 1944 la propagande du Viet-Minh est essentiellement *antifasciste,* contre les Japonais et les Vichystes. Le Viet-Minh prendra contact avec les formations — faibles — gaullistes. En 1945, il aidera même des troupes françaises en difficulté lors du coup de force japonais. Mais il n'abandonnera pas pour autant ses objectifs propres et ne subordonnera pas sa politique à l'alliance avec la France « démocratique ». Le P.C.I. illustre là son indépendance croissante par rapport à l'I.C., même si elle reste encore fort peu théorisée.

Mais tout ceci ne règle pas le problème de son avenir. Le P.C.I. va-t-il dégénérer en organisation nationaliste révolutionnaire à l'image de nombreuses formations portées par la révolution coloniale ? La lutte armée n'est pas le critère infaillible de la nature marxiste-léniniste d'un parti. Le P.C. vénézuélien a pu mener la lutte armée, mais comme moyen de pression électoraliste. Le Fath palestinien aussi, sans pour autant dépasser le cadre petit-bourgeois de pensée nationaliste. Le nationalisme vietnamien lui aussi a de telles traditions (telle l'insurrection de Yen Bai). Or, sur la question des alliances de classes, la confusion continue à régner. L'application du programme de 1930 en ce qui concerne la question paysanne est encore une fois retardée au profit de la « réforme agraire souple ». A savoir : réduction des taux de fermage et de prêt et confiscation des terres appartenant aux impérialistes et aux propriétaires terriens passés du côté des Français, redistribution de ces seules terres aux paysans. En tant que classes, les propriétaires fonciers ne sont toujours pas définis comme un ennemi direct de la révolution, même dans sa phase démocratique bourgeoise.

Jusqu'en 1945, le mouvement se développe lentement — certainement freiné par la sous-estimation de la question paysanne par les communistes vietnamiens. Ngo Van Chien, catholique qui deviendra un cadre moyen du Viet-Minh sans rentrer au P.C.I., décrit ainsi le climat de l'époque : « Petit à petit une résistance contre le Japon se manifesta dans le peuple. Ce ne fut jamais bien fort ni bien conséquent (sinon chez les communistes), il faut le dire. En 1941, certains mouvements d'extrême-gauche, qui avaient débuté dès 1940, en liaison avec certains Français antifascistes, prirent de l'extension. Ho Chi Minh fonde

le Parti de l'indépendance, puis le Front national. Dans le Nord, en 1944, des maquis vietnamiens se formaient, commandés par un certain Van (plus connu sous le nom de Giap). A Saïgon, Hanoï, Haïphong, Vinh, la vie suivait son cours [13]. »

Durant toute cette période, les cadres du P.C.I. vont vivre la difficile vie de clandestins, pourchassés par les troupes françaises qui organisent des ratissages de plus en plus meurtriers au fur et à mesure que le mouvement se développe. Plusieurs dirigeants trouvèrent la mort dans ce combat pour implanter dans de nouvelles régions et toujours plus profondément le Viet-Minh, tels Phung Chi Kien, Luong Van Chi et Hoang Van Thu. Au lendemain du VIIIe Plénum, deux bases de guérilla se trouvent en activité : celle de Cao-Bang (dirigée par Ho Chi Minh, Pham Van Dong, Vo Nguyen Giap, Hoang Van Hoan et Vu Anh) et celle de Bac Son-Vo Nhai, sous l'autorité directe du bureau du C.C., avec à la tête des « troupes pour le salut national » Phung Chi Kien, Luang Van Chi et Chu Van Tan. Mais, devant l'offensive des troupes françaises, le gros des forces armées dut quitter Bac Son pour se replier près de la frontière, suivi, après huit mois de guérilla par le « détachement pour le salut national » qui avait été laissé à Vo Nhai. Seuls des « groupes de propagande armée » restaient dans cette région de façon à maintenir et développer l'implantation populaire du Viet-Minh. Par contre, la situation semble nettement meilleure dans la région de Cao Bac Lang (des villes de Cao Bang, Bac Can, Lang Son) où le mouvement se développe en 1942-1943.

C'est en 1943 que le Viet-Minh reprend l'initiative. En janvier se tient une conférence réunissant les dirigeants des bases de Cao Bang et de Bac Son-Vo Nhai. Décision est prise d'assurer les liaisons entre les deux bases ainsi qu'entre les montagnes du Nord-Tonkin où se situent ces bases et le delta du Fleuve rouge et la région d'Hanoï pour élargir le mouvement et multiplier les contacs avec le bureau du comité central. En conséquence, le détachement militaire qui avait quitté la base de Bac Son-Vo Nhai la rallie à nouveau. De cette base des détachements partiront, en une « marche vers le Nord », pour constituer un « couloir politique » entre Bac Son et Cao Bang et créer les conditions de constitution d'une véritable « zone libre ». Simultanément à cette « marche vers le Nord » dirigée par Chu Van Tan, Vo Nguyen Giap organise, à partir de Cao Bang, une « marche vers le Sud ». La jonction s'opère dans la pro-

13. Ngo Van Chien, *Journal d'un combattant Viet-Minh*, éditions du Seuil, p. 20.

vince de Bac Can. Mais, inquiet du développement de l'influence du Viet-Minh, les Français déclenchent la terreur blanche. L'année 1944 est une année charnière. Un texte de Giap, publié au Vietnam en 1947 à un faible tirage, mais inédit en français, décrit très bien les difficultés qu'éprouvent les dirigeants communistes à déterminer les rythmes de développement de l'action armée et le moment favorable à l'insurrection. Burchett a publié des extraits de ce livre, *Armée de libération* dans *Pourquoi le Vietcong gagne ?* Giap y reconnaît qu'à deux reprises l'ordre de soulèvement a été donné trop tôt et que la deuxième fois, c'est Ho Chi Minh — tout juste sorti des prisons chinoises où il avait été enfermé pendant deux ans — qui dut faire annuler l'ordre d'insurrection. Surtout, ces passages montrent clairement l'importance que revêt dans la stratégie de développement de la guerre révolutionnaire la « propagande armée », qui permet de répondre à une situation où la répression interdit le développement de l'action purement politique mais où le rapport de force interdit encore aux militants révolutionnaires d'engager réellement la lutte armée. Enfin, ce texte illustre parfaitement le degré d'implantation et d'organisation auquel le Viet-Minh était arrivé moins d'un an avant la prise du pouvoir.

« La terreur blanche commença en 1943. Puis en 1944, la situation devint grave [...].

« A cause de la violente politique du terrorisme de l'ennemi, au début, dans certaines localités, les organisations étaient presque dissoutes [...].

« Les éléments révolutionnaires poursuivis se firent de plus en plus nombreux. Ils durent fuir clandestinement. Des organisations secrètes se créèrent peu à peu dans toutes les localités [...]. Ces groupes devaient peu à peu déclencher la guérilla et procéder à la militarisation. C'étaient là les germes des futures troupes armées.

« Pourtant, dans des situations critiques, il fallait bien se défendre. Et les autorités supérieures [le parti clandestin] n'autorisaient pas à employer les armes contre l'ennemi. Le coup de feu révolutionnaire n'avait pas encore éclaté. A partir de janvier 1942, les conditions de la lutte armée se développèrent mieux, et le Comité interprovincial Cao Bac Lang publia la décision sur l'action armée.

« Cette décision sur l'action armée constitua un pas en avant sur le chemin de l'insurrection, mais ce fut une grave erreur [...].

« [...] Il y avait un grave défaut dans cette décision — elle stipulait que l'action armée ne devait s'exécuter que dans les

localités où il n'existait pas de base populaire, de façon à épargner les représailles des impérialistes.

« La décision fut publiée en janvier [1944], mais jusqu'en août il n'y eut aucun effet, hormis quelques exécutions négligeables. [...] Les expériences malheureuses furent une leçon pour le futur mouvement de Cao Bac Lang, et en sont encore une pour nous aujourd'hui [...].

« Six mois après, la situation se transforma rapidement. La terreur blanche avait atteint son plus haut degré [...]. La population attendait impatiemment les coups de fusils révolutionnaires. Au même moment, les victoires des armées alliées dans le Pacifique et en Europe occidentale enflammaient de plus en plus le mouvement démocratique. [...]

« Après avoir analysé et tiré les conclusions de la situation, la conférence des cadres interprovinciaux de Cao Bac Lang, réunie en juillet, décida à l'unanimité de lancer l'ordre de l'insurrection.

« Après deux mois de préparation, il fallait déclencher la guérilla dans toutes les interprovinces. [...]

« Espoir ! Emotion ! Joie !

« Mais aucun cadre n'avait su déceler l'erreur dans la décision de l'insurrection !

« Sur le plan politique, cette décision était prématurée, erronée, car les localités du pays n'étaient pas encore prêtes pour appuyer l'armée insurrectionnelle de Cao Bac Lang. Un soulèvement isolé aurait pu être écrasé par les troupes ennemies concentrées.

« Sur le plan militaire, la décision d'insurrection ne suivait pas la règle de la concentration des forces. Les cadres, les armes étaient répartis entre les groupes de guérilla régionaux. Il manquait surtout une force essentielle formée de meilleurs cadres, dotée de bonnes armes.

C'est pourquoi, en octobre 1944, le président Ho Chi Minh, qui revenait d'un long voyage à l'étranger [il sortait en fait des geôles du Kuomintang] ordonna la suspension immédiate du processus de l'insurrection. Recevant ce contre-ordre et n'en comprenant pas encore les raisons, les cadres furent désorientés, abattus [14]. »

Ho Chi Minh justifia ainsi son contrordre :

« La phase de la révolution pacifique est déjà dépassée, mais l'heure de l'insurrection générale n'a pas encore sonné. La lutte

14. W. Burchett, *Pourquoi le Vietcong gagne*, Maspero, 1968, p. 230 à 234.

politique ne saurait plus suffire, mais l'insurrection armée est encore trop dangereuse pour nous. La lutte doit donc passer du politique au militaire. Mais dans l'immédiat, l'action politique devra prendre le pas sur l'insurrection armée [15]. »

C'est à la suite de cette intervention que fut créée la Brigade de propagande pour la libération du Vietnam, dont le nom, symboliquement, illustrait le principe de la propagande armée : bien que déjà en armes, cette « brigade » a continué à donner la priorité à l'action politique de propagande. Elle voit le jour le 22 décembre 1944 dans la province de Cao Bang. Dirigée par Vo Nguyen Giap, elle comprend au départ 34 combattants, rigoureusement sélectionnés.

Ce sont les leçons de cette période qui sont tirées, en 1947, dans l'ouvrage de Giap. Elles serviront aussi de base de référence à un des écrits les plus fameux du P.C. vietnamien, édité la même année, et qui décrit les grands traits de la guerre révolutionnaire qui va, huit ans durant, se déployer au Vietnam : *La Résistance vaincra,* de Truong Chinh.

2. — *La révolution d'août 1945*

Mais la conjoncture va brutalement changer avec le coup de force des Japonais, le 9 mars 1945. Le 11 mars, ils sont maîtres du pays. La résistance est réorganisée pour s'attaquer aux Japonais. Son action s'intensifie, la guerre de guérilla est déclenchée, les différents éléments armés sont unifiés au sein de l'Armée de libération du Vietnam, une zone libérée est constituée officiellement, où s'installe le pouvoir populaire nouvellement créé. Les communistes vietnamiens sentent venir leur heure. En effet, dès août 1944, le P.C.I. avait décrit avec beaucoup de précision et de justesse les circonstances qui leur donneraient le pouvoir. Une circulaire du Viet-Minh, datée du 6 août, précise :

« L'insurrection armée de notre peuple sera déclenchée vers la dernière phase de la guerre mondiale, lorsque l'Angleterre, l'Amérique et la Chine viendront s'emparer de l'Indochine, lorsque gaullistes et fascistes français s'affronteront en Indochine, que Français et Japonais se battront et que les fascistes franco-japonais entreront en conflit avec les démocraties.

15. Voir Ch. RAGEAU, *Ho Chi Minh,* Editions universitaires, p. 106.

« L'heure H est proche [...]. L'Allemagne est presque battue et sa défaite va provoquer celle du Japon qui ne pourra résister à l'offensive générale. Alors les Américains et les Chinois pénétreront en Indochine, tandis que les gaullistes se lèveront contre les Japonais. Ceux-ci renverseront peut-être avant les fascistes français, afin de former un gouvernement militaire.

« Tous les gouvernements fantoches, incapables et faibles, tomberont. L'Indochine tombera dans l'anarchie. Nous n'aurons pas besoin alors de nous emparer du pouvoir puisqu'il n'y aura plus de pouvoir. Nous formerons un gouvernement qui régnera partout où nos ennemis, Français et Japonais, seront absents, incapables de maintenir leur prestige à cause de leur faiblesse militaire [...].

« Ainsi nous combattrons au moment où nos ennemis seront dans un grand désarroi, se seront affaiblis; si bien que l'armée révolutionnaire n'aura pas de peine à vaincre.

« Mais l'Angleterre, l'Amérique, la Chine et la France gaulliste vont-elles nous laisser conserver notre pouvoir et notre indépendance naissante ? Un gouvernement de Gaulle nouvellement formé ne va-t-il pas continuer l'ancienne politique impérialiste en Indochine ? Ou bien l'Angleterre, l'Amérique ou la Chine ne remplaceront-elles pas la France dans sa domination en Indochine ? S'il est facile de chasser le fascisme franco-japonais, cela sera-t-il aussi facile quand il s'agira de conserver le pouvoir, la liberté et l'indépendance conquise ?

« Notre prochain soulèvement sera ainsi fait dans des conditions très favorables, uniques dans l'histoire de la lutte de notre pays. L'occasion étant propice et les facteurs très favorables, il serait impardonnable de ne pas en profiter. Ce serait un crime contre l'histoire de notre pays [16]. »

Et Philippe Devillers souligne justement le caractère « véritablement prophétique » de ce texte. « Savoir saisir le moment favorable » est, pour les Vietnamiens, un des arts les plus précieux de la guerre révolutionnaire.

Les conditions prévues de l'insurrection commencent à se réaliser. La guérilla s'intensifie, tandis que d'importants mouvements de masse sont déclenchés en vue de prendre les dépôts de paddy (riz). En effet les Japonais stockent le riz, provoquant une immense famine, principalement au nord et au centre du Vietnam, et une hausse galopante des prix. « Après le 9 mars,

---

16. Cf. Ph. DEVILLERS, *Histoire du Vietnam de 1940 à 1952*, éditions du Seuil, 1952, p. 111, 112.

deux pouvoirs prirent forme dans notre pays : le pouvoir révolutionnaire du peuple et l'administration fantoche pro-japonaise. Le pouvoir révolutionnaire dans certaines localités naquit d'insurrections partielles victorieuses. [...] Le 16 avril, le comité général du Viet-Minh donna des directives concernant l'organisation des comités de libération aux échelons régionaux et du *Comité national de libération du Vietnam* ou *Gouvernement révolutionnaire provisoire* du nouveau Vietnam [17]. »

Il reste à attendre la défaite japonaise. Elle est annoncée le 14 août. En quelques jours, dans tous le pays l'insurrection éclate. Dans bien des endroits les cadres locaux n'attendent pas les nouvelles consignes du C.C. du P.C.I., mais, se fiant aux analyses antérieures, prennent la responsabilité de la déclencher. Le 28 août le drapeau rouge à étoile d'or du Viet-Minh flotte sur tout le Vietnam. C'est la révolution d'août 1945. Pour la première fois le P.C.I. dirige un gouvernement en place sur tout le territoire vietnamien. Ce gouvernement provisoire, fondé le 29 août, comprend notamment Ho Chi Minh (Présidence et Affaires étrangères), Giap ((Intérieur), Tran Huy Lieu (Propagande), Chu Van Tan (Défense), Pham Van Dong (Finances).

L'insurrection d'août est instructive à plus d'un titre. Elle illustre la perspicacité politique de la direction du P.C.I. Elle démontre que, malgré les contacts pris durant la guerre avec les gaullistes et les Chinois du Kuomintang, le Viet-Minh ne s'est inféodé ni à l'un ni à l'autre et que le programme d'action tracé en 1944 a été soigneusement appliqué. Enfin, la distorsion entre la politique du P.C.I. et celle de la direction stalinienne de l'I.C. est plus flagrante que jamais. En effet, à Potsdam, les « grands », dont l'U.R.S.S., avaient décidé du sort du Vietnam d'après-guerre. La France, absente de cette réunion, ne bénéficiait pas de ce nouveau partage. Mais ce partage ne s'exerçait pas non plus au profit du peuple vietnamien ! D'indépendance point. Le Nord, jusqu'au 16e parallèle, devait échoir aux Chinois du Kuomintang, le Sud aux Anglais. Et nous savons le soin que mettra l'U.R.S.S. à faire appliquer ces accords (voir les expériences grecque, yougoslave, française...). Alors que la République démocratique du Vietnam est fondée dès 1945, l'U.R.S.S. ne la reconnaîtra qu'en 1950, deux mois après que la nouvelle République populaire de Chine l'avait fait !

Mais si la révolution d'août est une victoire très importante pour les communistes vietnamiens, une des caractéristiques les

17. *Histoire de la révolution d'août, op. cit.*, p. 98-99.

plus importantes de cette période semble être la faiblesse du P.C.I. et du Viet-Minh au regard de la situation et des tâches qui leur sont dévolues. Nous savons que dans le Sud, après l'avortement de l'insurrection de Saïgon, l'organisation communiste avait été largement démantelée, et que dans le Nord, c'est très tardivement — en 1945 — que le Viet-Minh dépasse le stade des milices, groupes d'autodéfense ou de choc, des premiers bataillons pour fonder l'Armée de libération du Vietnam. Le parti devait comprendre alors quelques milliers de membres dans l'ensemble du pays. Mais surtout, plutôt que l'aboutissement d'une guerre révolutionnaire de longue durée — qui permet l'organisation progressive de la population et du pouvoir populaire —, la révolution d'août en est le prélude. Elle durera neuf ans, de 1946 à 1954.

Cette faiblesse relative du P.C.I. et du Viet-Minh place les communistes vietnamiens dans une situation très difficile. Au pouvoir « par surprise », sans avoir les moyens politiques et militaires de garantir sa survie, ils vont être amenés à rechercher les compromis, pour gagner du temps. Les années 1945 et 1946 vont illustrer aussi bien le nouveau cours politique du P.C.I. que les ambiguïtés d'une prise d'indépendance encore peu théorisée à l'égard du Kremlin.

B. — 1945-1949 : L'alternative

Le P.C.I. doit manœuvrer et ne pas s'en priver. A première vue, sa politique de 1945 et 1946 peut apparaître encore plus opportuniste que celle de la période 1936-1939.

La dissolution volontaire du P.C. va donner le ton. Premier exemple d'autodissolution d'un parti au pouvoir ! Aujourd'hui, les écrits vietnamiens expliquent que le P.C. ne s'est qu'officiellement dissout pour rentrer — en réalité — dans une clandestinité préventive [18], ce qui est vrai. Mais cela justifie-t-il pour autant les termes de la déclaration du C.C. du P.C.I. réuni le 11 novembre 1945 à Hanoï ? Elle mérite d'être citée !

« 1. Considérant que, à la lumière des données historiques, de la situation internationale et de la situation intérieure, l'heure est précisément une occasion exceptionnelle pour le Vietnam de reconquérir son indépendance intégrale;

18. Cf. *Pages d'histoire*, Hanoï, Chronologie (annexe).

« 2. considérant que pour parfaire le rôle du parti dans cet immense mouvement d'émancipation de la race, une Union nationale conçue sans distinction de classes et de partis est un facteur indispensable;

« 3. voulant prouver que les communistes en tant que militants d'avant-garde de la race sont toujours susceptibles des plus grands sacrifices pour la libération nationale, disposés à placer les intérêts de la patrie au-dessus de ceux de la classe, à sacrifier les intérêts de leur parti pour servir ceux de la race;

« 4. afin de détruire tout malentendu à l'intérieur et à l'extérieur qui puisse entraver la libération de notre pays;

« le comité exécutif central du Parti communiste indochinois, réuni en sa séance du 11 novembre 1945, a décidé la dissolution volontaire du Parti communiste indochinois [19]. »

Sic ! Bien sûr, la déclaration se termine par un post-scriptum ainsi formulé : « Les adeptes du communisme désireux de continuer leurs études théoriques adhéreront à l'Association indochinoise des études marxistes. » Mais que comprirent à tout cela les masses vietnamiennes ? Etait-ce le meilleur moyen de les mobiliser pour la consolidation du pouvoir populaire et de préparer la lutte à venir ? Et les autres, tous ceux pour qui l'exemple de la lutte héroïque du peuple vietnamien est sujet d'espoir et d'étude, quels enseignements peuvent-ils en tirer ? Encore aujourd'hui on rencontre parfois un dirigeant du Fath palestinien justifiant, au nom des Vietnamiens, le refus de voir constituer un parti communiste palestinien ! Tout ce que la conception que pouvait prôner Ho Chi Minh en 1939 du front avait d'opportuniste semble repris et accru. En mai 1946, un nouveau front, plus large que le Viet-Minh, sera créé : le Lien Viet.

Durant la guerre, le Viet-Minh avait contacté à plusieurs reprises les gaullistes et les services américains. On a vu que, pour autant, il n'avait pas subordonné à leurs intérêts sa politique. Au pouvoir, le gouvernement vietnamien, présidé par Ho Chi Minh, engage un long processus de négociations avec la France. L'objectif affirmé devient : l'indépendance au *sein de l'Union française*. Le 6 mars 1946, une Convention préliminaire à des négociations plus poussées est signée. Le gouvernement français y reconnaît la République démocratique du Vietnam « comme un Etat libre ». Mais le mot « indépendance »

19. Publiée dans *La République*, n° 7, Hanoï, 18 novembre 1945, et citée par Ph. DEVILLERS, *op. cit.*, p. 195.

n'est pas prononcé, l'unité du Vietnam n'est pas encore acquise (les Français ont débarqué en Cochinchine et mènent une politique de division du Vietnam). Et le point 2 spécifie que « le gouvernement du Vietnam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française lorsque, conformément aux accords internationaux, elle relèvera les troupes chinoises [20] ». Les troupes françaises vont donc pouvoir pénétrer sans combat au Tonkin qui leur était jusqu'alors interdit. Les négociations se poursuivent jusqu'au 19 décembre, malgré les empiètements constants des Français. La Conférence de Fontainebleau, qui verra le retour d'Ho Chi Minh en France, s'ouvrira au lendemain de la reconnaissance par la France d'un « gouvernement cochinchinois » à sa solde.

C'est à cette époque que le dirigeant trotskyste Ta Tu Thau, ancien conseiller municipal de Saïgon, revenant d'une conférence au Nord, est tué par des membres du P.C.I. dans le centre-Vietnam. En 1939, Ho Chi Minh avait bien dit qu'il fallait liquider les trotskystes, mais il avait ajouté « politiquement ». En 1945, menacé sur sa gauche, le P.C.I. allait-il enfin s'aligner sur les pratiques chères aux bureaucrates du Kremlin ? Il est difficile de savoir ce qui relevait de directives centrales, de décisions régionales (comité du Nam Bo) ou d'influences directes du P.C.F. dans cet assassinat et ceux d'autres trotskystes, assassinés dans les maquis alors qu'ils les avaient rejoints.

Ho Chi Minh, en France ne couvrit pas cet acte. Mais il ne le dénonça pas non plus. Daniel Guérin raconte ainsi la discussion qu'il eut à propos de Ta Tu Thau avec Ho Chi Minh : " Ce fut un grand patriote, et nous le pleurons ", me dit Ho Chi Minh, avec une émotion non feinte. Mais pour ajouter aussitôt d'une voix raffermie : " Tous ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés [...] " [21]. »

Ces assassinats, sur lesquels les historiens du P.C.I. ne reviennent pas, dans leurs écrits en français du moins, illustrent pour le moins deux choses : l'ampleur du fossé politique qui séparait alors les groupes trotskystes du P.C.I., les premiers sous-estimant probablement l'importance de la question nationale dans la mobilisation révolutionnaire de masse, les seconds sous-estimant profondément la question sociale dans la révolution coloniale, y compris dans ses débuts; l'existence, certainement renforcée à cette époque, de courants authentiquement sta-

20. Voir le texte de la convention dans Ph. DEVILLERS, *op. cit.*, p. 225.
21. D. GUÉRIN : *Au Service des décolonisés*, p. 22, cité par LACOUTURE, *Ho Chi Minh*, éditions du Seuil, p. 123.

liniens dans le P.C.I., au moins dans leurs méthodes, si ce n'est dans leur pensée politique.

De ces événements, il y a deux interprétations possibles. Toutes deux sont illustrées par les discours tenus le 7 mars 1946 à Hanoï par les dirigeants communistes pour expliquer les accords du 6 mars à la population. Giap et Ho Chi Minh prendront la parole devant un rassemblement monstre [22].

Ho Chi Minh s'avance, ovationné par la foule. Son discours est bref : « Nous pouvons parvenir par la négociation à l'indépendance, peut-être dans cinq ans. [...] La Convention avec la France ouvre la voie à la reconnaissance internationale. Elle va nous conduire à une situation internationale de plus en plus solide, et c'est là un grand succès politique. Les troupes françaises vont venir, sur les ordres alliés. Elles ne seront que 15 000 et elles ne resteront que cinq ans. Ainsi nous devenons une nation libre dans le monde et nous serons évacués dans 5 ans. »

Après un appel au calme, à la discipline, à la vigilance, Ho Chi Minh achève : « Moi, Ho Chi Minh, je vous ai toujours menés sur le chemin de la liberté, j'ai toute ma vie combattu pour l'indépendance de notre patrie. Vous savez que je préférerais mourir que de jamais vendre le pays. Je vous jure que je ne vous ai pas vendus ! »

Cette chute en dit long sur l'état d'esprit qui régnait alors dans la population vietnamienne. Ph. Devillers décrit le climat, la tension qui existe tout au long des négociations, tension accrue par une propagande de plus en plus vigoureuse menée par les organisations nationalistes qui accusent le Viet-Minh de trahir la cause de l'indépendance en négociant ainsi avec la France.

Le discours de Giap est d'une tout autre teneur. Très important, il mérite d'être longuement cité. Giap prend la parole avant Ho Chi Minh. Il explique en substance qu'il faut perdre de l'espace pour gagner du temps, qu'il faut comprendre les causes profondes de l'accord.

« Avant tout, le bouleversement de la situation internationale, caractérisé par la lutte de deux forces mondiales. *Une force nous a poussés à la résistance de longue durée, une autre force nous pousse à arrêter les hostilités. Que nous le voulions ou non, il faut aller vers l'arrêt des hostilités* [...]. [Rappelons que non seulement les U.S.A. et la Grande-Bretagne ont pris le parti de

22. Voir Ph. Devillers, *op. cit.*, p. 228 à 231.

la France, mais aussi que l'U.R.S.S. n'a pas reconnu la jeune R.D.V.].

« Dans cette convention, il y a des dispositions qui nous satisfont, d'autres qui ne nous satisfont pas [...]. Une *fois la liberté atteinte, nous irons jusqu'à l'indépendance complète* (Applaudissements frénétiques). [...]

« Parlons maintenant des dispositions qui ne nous satisfont pas. D'abord la relève par les troupes françaises. Cette disposition, il a fallu la signer bien qu'à contre-cœur. Nous l'avons tout de même fait, sachant que nous en porterions la responsabilité devant le pays. Pourquoi le gouvernement a-t-il permis aux troupes françaises de venir ? Avant tout parce que, s'il ne leur avait pas accordé, elles seraient quand même venues [...].

« Les gens qui ne sont pas satisfaits ne comprennent [...] pas que l'indépendance du pays résulte de conditions objectives et que dans notre lutte, pour l'obtenir, *il y a des moments où il faut être ferme et d'autres où il faut être mou.*

« Dans les circonstances actuelles, il y avait trois solutions : résistance de longue durée; résistance, mais pas de longue durée; négociations, au moment venu pour négocier.

« Nous n'avons pas choisi la résistance de longue durée parce que la situation internationale ne nous était pas favorable. [...] Si nous avions résisté, nous aurions eu contre nous toutes les puissances.

« Ensuite, en certains points où le mouvement révolutionnaire n'est pas bien profond, beaucoup de gens ne l'ont pas pris très au sérieux, et si nous avions prolongé la résistance, il y aurait eu effondrement de certains secteurs ou bien perte de l'esprit combatif. [...]

« Au point de vue économique, du fait que la résistance de longue durée va avec la tactique de la terre brûlée, partout où nous aurions reculé, il aurait fallu tout détruire. [...] La vie aurait été impossible comme nous n'avions pas encore de bases économiques solides. [...]

« Si nous avions voulu faire une résistance de quelques mois, nous aurions également succombé, car la France dispose de toutes les armes modernes [...]. Aussi a-t-on choisi la troisième voie, celle des négociations.

« Nous avons choisi de négocier pour créer les conditions favorables à la lutte pour l'indépendance complète, pour pouvoir attendre l'occasion d'aller jusqu'à l'indépendance totale.

« Les négociations ont déjà conduit à l'arrêt des hostilités et ont évité une effusion de sang. *Mais nous avons surtout négocié*

pour protéger et renforcer notre position politique, militaire et économique. [...] Nous avons tout le pouvoir et tout le temps d'organiser notre administration intérieure, de renforcer nos moyens militaires, de développer notre économie et d'élever le niveau de vie du peuple [...].

« A considérer l'histoire mondiale, on voit que de nombreux peuples en mauvaise posture ont pu surmonter les difficultés en sachant attendre une occasion plus favorable à leur progrès. *La Russie, par exemple, a signé en 1918 Brest-Litovsk pour arrêter l'invasion allemande, pour pouvoir, à la faveur de la trêve, renforcer son armée et son pouvoir politique.* Grâce à ce traité, la Russie n'est-elle pas devenue très forte ? »

Ce discours d'une « franchise inouïe », comme dit Devillers, est convaincant, du moins en ce qui concerne la nécessité dans laquelle le Viet-Minh se trouvait de gagner du temps. Il ne justifie pas pour autant les égarements opportunistes de la politique du P.C.I. à l'époque (abandon de la réforme agraire radicale, « dissolution » du P.C., assassinat des trotskystes, « souplesse » extrême des négociateurs avec la France...).

Le peuple viernamien est effectivement en « mauvaise posture ». La R.D.V. est isolée internationalement : l'U.R.S.S. a reconnu que l'Indochine appartenait à la zone d'influence occidentale [23] et Mao est encore bien loin en Chine du Nord. Le Vietnam n'a jamais vu tant de troupes étrangères sur son sol : 200 000 hommes du Kuomintang envahissent et pillent le Nord, tandis que les corps expéditionnaires anglais et français ont débarqué en Cochinchine où des combats se déroulent. Une famine catastrophique vient de faire plus de 2 millions de morts — essentiellement au Nord — sur une population totale de 30 millions d'habitants ! Le pouvoir révolutionnaire n'a pas eu le temps de se consolider et la population est mal préparée à l'affrontement. L'Armée de libération nationale est encore très faible et très récente. Revenus dans les fourgons chinois, les organisations nationalistes V.N.Q.D.D. et Dong Minh Hoï ont engagé une lutte de surenchère sans merci avec le Viet-Minh — le terrorisme renaît au Nord — tandis qu'au Sud les sectes religieuses relèvent la tête (hoa hao, caodaïstes...).

23. Il est à cet égard significatif que le rapport fait à la demande de MacNamara sur l'origine de l'engagement au Vietnam cite « un rapport des services de renseignements et de recherches du ministère daté de la fin de 1948 [soit deux ans après la reprise générale des combats], concluant " qu'on n'a pu trouver aucune preuve solide que Ho Chi Minh, pour l'instant, prenne ses ordres à Moscou ". » On peut pourtant faire confiance aux services U.S. pour avoir tenté de trouver cette preuve ! Cf. *Le Dossier du Pentagone*, p. 36.

Il serait aventureux de voir, dans la différence de tonalité des discours de Ho Chi Minh et de Giap, une divergence de ligne entre deux des principaux dirigeants du P.C.I. Mais il est certain qu'à l'époque, la tension de la situation se reflète sous formes de divergences au sein du parti. Ngo Van Chien en fait part dans son journal.

« La situation dans le pays est de plus en plus tendue. Les journaux du V.N.Q.D.D. se font chaque jour plus violents, accusant ouvertement le gouvernement de trahison et réclamant pratiquement la lutte ouverte contre les Français. Il est juste de dire que les esprits sont échauffés et que, parfois, nous avons du mal à tenir les volontaires. [...]

« Les services politiques (Viet-Minh) se montrent très disposés à vivre en bonne entente avec les Français. La vérité m'oblige à dire qu'il n'en est pas de même dans l'armée et chez les Tu-Ve (milices d'autodéfense urbaines). [...]

« L'armée est prête à se battre. Nous savons que chez nous il y a des hommes politiques qui veulent encore tenter de conclure un arrangement. Mais cela n'est plus possible. Les colonialistes ne peuvent être considérés comme sincères, et plus nous attendrons, moins nous aurons de chance de pouvoir résister et vaincre. Seule la reprise du combat peut nous permettre de tenir et de résister. Si nous attendons trop nous sommes perdus [24]. »

Nguyen Luong Bang raconte pour sa part :

« Quand les réactionnaires réclamèrent 70 sièges à l'Assemblée nationale, bien des camarades furent d'avis de ne pas céder à cette prétention exorbitante. Ho Chi Minh les en dissuada. [...]

« De notre côté, nous cherchions à éviter le moindre conflit avec les troupes de Tchang Kaï Check [c'est-à-dire les troupes nationalistes chinoises concentrées au Nord-Vietnam], en dépit de toutes les provocations. A Lao Lai et à Yon Bai, certains camarades, excédés par l'arrogance de l'armée du Kuomintang, avaient voulu lui barrer la route; Ho Chi Minh fit intervenir le comité central pour rétablir immédiatement le calme [25]. »

Et Giap note pour sa part qu'« au lendemain [de la signature de la convention du 6 mars], des illusions de paix émoussèrent

24. Ngo Van Chien, *Journal d'un combattant Viet-Minh*, éditions du Seuil, p. 85, 101 et 105.
25. Nguyen Luong Bang, *Mes Rencontres avec l'oncle Ho*, dans V.N. Giap *et al.*, p. 22 et 23.

plus ou moins la vigilance vis-à-vis des tentatives de trahison des colonialistes. Mais d'une façon générale, la ligne politique de notre parti resta la même : d'un côté, tout faire pour consolider la paix; de l'autre, s'attacher à renforcer notre potentiel et se préparer à faire face à toute éventualité [26]. »

Les organisations nationalistes connaissent un regain de vigueur. Partiellement grâce à leur démagogie jusqu'au-boutiste, partiellement grâce aux erreurs opportunistes du P.C. qui désorientent les masses. L'âpreté du combat qui oppose alors le Viet-Minh à ces organisations est illustrée par les changements de direction qui interviennent au Sud. Selon Devillers [27], le 14 août se constitue à Saïgon un Front national unifié, avec l'accord des Japonais, qui comprend le Parti vietnamien de l'Indépendance (*Ho Van Nga*), les Jeunesses d'avant-garde (T.N. T.P., principale organisation nationaliste qui sera gagnée au Viet-Minh par le Dr. Pham Ngoc Thach), le groupe d'intellectuels, le syndicat des fonctionnaires, les caodaïstes, le Phu Quoc, les hoa hao, le groupe trotskyste *La Lutte*. Mais ce front s'efface devant le Viet-Minh et adhère au Comité exécutif provisoire du Sud-Vietnam qui comprend 9 membres, dont 6 sont au P.C. — à savoir, Thach (Affaires étrangères), Nguyen Van Tao (secrétaire général et Intérieur), Huynh Van Tieng (Propagande), Duong Bach Mai et Nguyen Van Tay (Affaires politiques et administratives de l'Est et de l'Ouest cochinchinois), Tran Van Giau (président). Mais le P.C. se trouve isolé face aux autres formations et le 10 septembre Tran Van Gian abandonne la présidence du Comité, qui comprend dès lors 13 membres dont 3 du P.C., 3 sans parti, 2 nationalistes, 1 caodaïste, 1 trotskyste et 1 hoa hao. Finalement, en janvier 1946, quand le Viet-Minh rentre dans la clandestinité, le comité du Nam Bo éclate, la rupture s'opère avec les sectes religieuses caodaïste et hoa hao et la direction échoit en totalité au P.C.

Ce qui est important pour comprendre la politique du P.C. dans l'ensemble de cette période, c'est son aboutissement. Hormis de rares et brèves trêves, les combats n'ont jamais cessé dans le Sud et bientôt le centre-Vietnam. Et finalement la guerre généralisée à tout le pays reprendra. Comment ? Poursuivant sa politique de grignotage, la France provoque un incident très violent à Haïphong, la flotte et l'aviation interviennent. On comptera 20 000 morts. Ho tente un dernier contact, mais le 19 décembre la guerre éclate à Hanoï sous la forme d'un

26. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple,* Maspero, 1967, p. 86.
27. Ph. Devillers, *op. cit.* p. 140, 141 et 156.

soulèvement urbain. Bien que les Vietnamiens s'en défendent, il semble bien que ce soit, cette fois-ci, à l'initiative du Viet-Minh qu'il se produit. C'est ce qu'affirme Ph. Devillers (*Histoire du Vietnam*) et, en gros, confirme Ngo Van Chien dans son journal. Ce sont les milices (les Tuve) qui affrontent l'armée française. La bataille d'Hanoï va permettre au gouvernement révolutionnaire et à l'Armée de libération nationale de se replier vers les zones arrière préalablement préparées, après avoir échappé de justesse au filet tissé par les Français.

Enfin, il faut toujours se rappeler qu'à l'époque en France, Maurice Thorez était vice-président. Plusieurs ministres communistes siégeaient au gouvernement. Là résidait probablement la base des illusions dénoncées par Giap. Celui-ci ajoute d'ailleurs ingénuement : « Au début, vu la participation des éléments progressistes au gouvernement français, il nous était nécessaire, du point de vue tactique, de dénoncer comme ennemis les ultra-colonialistes français. Mais, par la suite, et surtout à partir de 1947, lorsque le gouvernement français devint nettement réactionnaire, l'agresseur étranger fut, sans ambiguïté possible, l'impérialisme français [28]. »

La trêve a permis aux communistes vietnamiens de redresser au maximum l'économie — pour dépasser les effets désastreux de famine —, d'organiser le nouveau pouvoir, d'aménager les zones de replis, de structurer et d'armer (un peu) l'A.L.N. Quand — après s'être dégagé de l'abcès de fixation qu'était Hanoï — l'armée française lance l'offensive du Viet Bac (Nord du Tonkin où étaient situées les zones de résistance), le Viet-Minh est prêt. L'offensive échouera. Une guerre de neuf ans s'engage, guerre impérialiste d'un côté, guerre révolutionnaire de l'autre. Et cette guerre du peuple va interdire au P.C.I. d'éluder plus longtemps la question paysanne et la réforme agraire.

C. — De la réforme agraire souple à la réforme agraire radicale, 1946-1953

Quel est donc le problème ? Les communistes vietnamiens font le bilan des points forts et des points faibles de chacun des adversaires. Engagé dans une guerre classique, le Viet-Minh serait écrasé en quelques mois. La balance des forces matérielles

28. V.N. Giap, *op. cit.*, p. 88.

est en effet en totale faveur des Français (arrières économiques, armement, soutiens internationaux...) *Il faut contrebalancer ce facteur matériel par le facteur humain, politique.* Les Vietnamiens ont l'avantage de lutter sur leur propre sol, pour une cause qu'ils comprennent, pour une cause juste. La seule voie de la victoire, c'est la mobilisation populaire, « la guerre du peuple tout entier ».

Pour être une guerre de libération nationale, la guerre doit donc être une guerre de classe, l'armée révolutionnaire une armée de classe. « Le parti doit prendre en haute considération le problème du maintien et du renforcement de l'essence révolutionnaire, du caractère de classe de l'armée. »

« La direction du parti est le problème clef qui garantit à l'armée les conditions lui permettant de maintenir son caractère de classe et d'accomplir sa tâche révolutionnaire. [...] Elle doit être réalisée sur le plan politique. [...] Elle doit être réalisée sur le plan de l'organisation [29]. »

Plus de dix ans après, Giap renchérira dans un écrit où il systématise la théorie de la guerre de libération nationale.

« Dans la conception théorique de notre parti, le problème clé de l'édification des forces armées, c'est de leur donner une plate-forme de classe et un caractère révolutionnaire. Notre armée est une armée du peuple, principalement du peuple travailleur, en fait une armée des ouvriers et des paysans dirigée par le parti de la classe ouvrière. [...] Son caractère de classe c'est celui de la classe ouvrière; son idéologie, c'est l'idéologie du marxisme-léninisme [30]. »

Dans un pays comme le Vietnam, l'alliance de classe révolutionnaire par excellence est celle qui lie la classe ouvrière et la paysannerie. Si le caractère socialiste de la révolution à venir assigne le rôle de dirigeant à la classe ouvrière, comment espérer quoi que ce soit sans l'adhésion de la paysannerie qui fournit l'essentiel des forces de l'A.L.N. ? La question agraire devient vite brûlante.

« On ne pouvait évidemment continuer indéfiniment à envoyer un paysan au front pendant qu'au village sa femme devait don-

---

29. *Idem*, p. 113-114.
30. V.N. Giap, *La Guerre de libération nationale au Vietnam*, Hanoï, 1970, p. 48.

ner une bonne partie des récoltes à son propriétaire, lui offrir des cadeaux aux jours de fêtes, lui payer des taux d'usure exorbitants pour des dettes contractées lors d'une maladie ou à la suite d'une inondation, d'une sécheresse, et que ses enfants servaient comme domestiques sans gages, subissant force brimades et brutalités chez les richards de la commune. On ne pouvait demander aux paysans pauvres de labourer, de moissonner de nuit, d'aller réparer les digues, les barrages détruits par l'ennemi, d'aller porter leur riz aux soldats du front, de faire la chasse aux espions, d'organiser partout la guérilla, sans enlever de leurs épaules le poids et les entraves d'un passé féodal millénaire [31]. »

Giap, dans le recueil de textes *Guerre du peuple, armée du peuple* nous donne un des rares écrits autocritiques quant à la politique suivie durant cette période :

« Nous avons mis en avant le mot d'ordre " anéantir les ultracolonialistes et les traîtres ". C'était pourquoi, dès les premières années de la résistance, un certain nombre d'éléments particulièrement réactionnaires de la classe des propriétaires fonciers ont été châtiés au cours des opérations visant à renverser les notables collaborateurs et à liquider les espions. Leurs domaines ainsi que les terres abandonnées par des propriétaires absents ont été à leur tour soit distribués, soit provisoirement remis aux paysans. Ainsi, *dans la pratique* (souligné par l'auteur) la réalisation de la tâche antiféodale se poursuivait toujours.

« Toutefois, en pensée comme dans les mesures prises, l'influence des notions confuses remontant à 1941 sur le contenu de la lutte de libération nationale se faisait sentir, ce qui amena pendant les premières années de la résistance à négliger dans une certaine mesure la tâche antiféodale, et à accorder à la question paysanne une attention qui ne correspondait pas à son importance. Ce n'est qu'en 1949-1950 que cette question fut posée plus clairement. En 1952-1953, notre parti préconisa la levée des masses pour la réduction intégrale du taux des fermages et la réalisation de la réforme agraire, mettant en application le mot d'ordre " La terre à ceux qui la travaillent ". Grâce à ces mesures, la combativité de millions de paysans fut puissamment stimulée et l'alliance des ouvriers et des paysans renforcée [32]. »

31. *L'Edification d'une économie nationale indépendante au Vietnam*, Hanoï, 1964, p. 36.
32. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, p. 89-90.

Il suffit de comparer ces grandes dates avec celles de la situation militaire pour se convaincre de la dialectique définie plus haut. De 1946 à 1949, le Viet Minh va réussir à bloquer les offensives françaises et à étendre la guérilla. Autour de 1950, l'équilibre des forces se constitue peu à peu, aidé par l'amélioration brutale de la situation internationale. En 1949, en effet, se fonde la République populaire de Chine, les forces du P.C. chinois sont aux frontières vietnamiennes. L'U.R.S.S., dorénavant obligée, reconnaît la R.D.V.N. deux mois après la Chine. Le front armé se stabilise avec la perte par les Français des postes situés sur la frontière sino-vietnamienne. La contre-offensive commence à se préparer à partir de 1951. Le parti communiste réapparaît officiellement sous le nom de Parti des travailleurs du Vietnam (*Dang Lao Dong Viet Nam*). La guerre passe progressivement de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement. En 1952-1954, le Viet-Minh a pris l'avantage militaire, c'est la contre-offensive générale. « La réforme agraire avait été pour ainsi dire la réplique vietnamienne à l'intensification de l'effort de guerre du côté franco-américain [33]. »

La dialectique révolution sociale — mobilisation armée de masse, lutte de libération nationale — est parfaitement illustrée par Giap :

« Pendant l'automne et l'hiver 1953-1954 [...] les cours politiques sur la mobilisation des masses pour la réforme agraire avaient décuplé l'ardeur révolutionnaire de notre armée. On ne saurait assez souligner le rôle considérable de cette politique agraire dans les victoires de l'hiver et du printemps, notamment à Dien Bien Phu [34]. »

Il apparaît aussi clairement, à la lecture de Giap, que le problème qui se posait avant 1953 quant à l'orientation du P.C.I. ne se limitait pas à la politique agraire. « Après la révolution d'août, écrit-il, cette tradition quant au système de direction du parti et du travail politique s'est maintenue pour l'essentiel. *Pendant les premières années, il y eut une certaine tendance à ne pas considérer le rôle du travail politique dans toute son importance* (souligné par l'auteur); le travail politique lui-même n'avait pas réussi à saisir son maillon principal, l'éducation politique et la direction idéologique; le travail d'agitation du parti dans l'armée n'était pas toujours étroitement conjugué au travail du

33. *L'Edification d'une économie nationale indépendante au Vietnam, op. cit.*, p. 36.
34. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple, op. cit.*, p. 172.

parti. Après son deuxième Congrès national, le parti renforça sa direction vis-à-vis de l'armée ainsi que dans les autres branches d'activité. » Pour Giap, ce réarmement fut rendu possible par « les campagnes d'études politiques dans le parti et dans l'armée visant à faire mieux assimiler la ligne de la résistance de longue durée et de la nécessité de réaliser son salut par ses propres efforts, puis la politique de mobilisation des masses pour la réduction intégrale du taux de fermage et la réforme agraire [35] ». On voit que c'est bien du redressement progressif du cours d'ensemble du parti qu'il s'agit. Bien que de façon moins radicale, d'autres dirigeants soulignent les erreurs commises, tel Truong Chinh :

« Dans l'application de la politique agraire, notre erreur principale jusqu'à maintenant [1953] a été de ne pas comprendre que la réalisation de la politique agraire du parti et du gouvernement est une lutte de classe âpre et décisive.

« Nous avons appliqué mécaniquement l'expérience de la révolution chinoise pendant la période de la guerre antijaponaise. Nous n'avons pas compris que durant huit années de guerre antijaponaise [1937-1945], si la révolution chinoise s'est contentée de réduire les fermages, c'est parce que le peuple chinois devait encore collaborer, aux fins de résistance à l'agression japonaise, avec le pouvoir de Tchang Kaï Check qui représentait la classe des propriétaires terriens et la bourgeoisie bureaucratique. Chez nous au contraire, pendant la résistance, nous n'avons pas cette forme de collaboration [36]. »

1939-1941, le P.C.I. redresse la ligne en ce qui concerne l'indépendance nationale. 1952-1953, réadoption de la réforme agraire radicale. Progressivement, empiriquement, les communistes vietnamiens se dégagent du cadre de pensée de l'I.C. stalinienne. On ne peut expliquer cette évolution par la seule pression des circonstances. Il fallait encore que le P.C.I. se laisse forcer la main par l'histoire. Et pour cela il fallait qu'il ne soit ni profondément pétri du réformisme stalinien, ni dominé par la pensée nationaliste. Le propre d'un parti réformiste est — en de telles situations — de ne pas se rendre à l'« évidence » jusques et y compris la trahison et le suicide. Les exemples indonésiens et soudanais sont là pour le confirmer. L'occasion de

35. *Idem*, p. 116.
36. TRUONG CHINH, « La Question paysanne et la révolution vietnamienne », *La Nouvelle Revue internationale*, décembre 1959, Paris, p. 62. Cité par LE CHAU, *Le Vietnam socialiste : une économie de transition*, Maspero, 1966, p. 114.

la trahison — et du suicide — s'est fréquemment offerte au P.C.I. Il l'a toujours évitée malgré des pratiques opportunistes sur lesquelles nous reviendrons.

A la fin de la première résistance, le Lao Dong (Parti des travailleurs du Vietnam), a acquis les principales caractéristiques qui font de lui un cas très particulier dans le mouvement communiste international. Mais la reprise des combats — au Sud puis au Nord — va amorcer et accélérer cette progression.

3. La progression (1954-1971)
La seconde guerre d'Indochine

A. — L'épreuve de la reprise de la lutte au Sud

La Conférence de Genève de juillet 1954 s'était terminée par un compromis. Les accords enregistrent certes un recul de l'impérialisme, marqué essentiellement par la création de la R.D.V.N. au Nord-Vietnam. Mais ils sont loin de répondre à ce qu'étaient en droit d'en attendre les révolutionnaires indochinois.

Les négociateurs français réussirent non seulement à obtenir la sauvegarde du corps expéditionnaire français mais aussi la dissociation des problèmes cambodgien et laotien du problème vietnamien et surtout *les conditions de création d'un Etat fantoche au Sud-Vietnam dont aucune base réelle n'existait à l'époque.*

Pour cela, les puissances impérialistes durent d'abord obtenir le principe de la partition en deux du Vietnam (ligne dite de « cessez-le-feu ») alors que le Viet-Minh exigeait le maintien de l'unité territoriale du Vietnam — ce qui aurait impliqué l'instauration du pouvoir populaire sur l'ensemble du pays. Ensuite la ligne de démarcation fut fixée aux alentours du 17ᵉ parallèle, alors que le Viet-Minh se battait pour le 13ᵉ puis le 14ᵉ et enfin le 16ᵉ parallèle. Des élections devaient assurer la réunification pacifique du pays. Le Viet-Minh demandait qu'elles se déroulent sous six mois. Les Français obtinrent leur report à deux ans — ce qui laissa toute latitude à l'impérialisme franco-américain pour insuffler une apparence de vie à un pouvoir fantoche et préparer l'annulation pure et simple des élections. Enfin le

Viet-Minh dut retirer toutes ses forces au-delà du 17e parallèle, laissant sans défense la population face aux campagnes de terreur de Diem, et le gel, imposé par les accords, des fournitures en matériel militaire aux « deux parties » perpétuait la nette supériorité en ce domaine de l'armée fantoche.

« Compte tenu de la situation militaire et des prétentions affichées au début des pourparlers par l'une et l'autre partie, on doit considérer que ce qui fut obtenu au cours de la nuit du 20 au 21 juillet [1954 : date de la Conférence de Genève] surpassait nettement les prévisions faites depuis Dien Bien Phu par la plupart des observateurs occidentaux », écrivirent Lacouture et Devillers [1]. »

Pourquoi les communistes vietnamiens ont-ils accepté ces accords alors qu'ils portaient en germe l'amorce de nouvelles épreuves encore plus dures ? Peut-être espéraient-ils réellement que les garanties internationales seraient suffisantes pour imposer les élections que le Viet-Minh était assuré d'emporter. « Il semble, écrit Philippe Devillers, que la R.D.V.N. ait longtemps compté sur les puissances signataires des accords de Genève pour en faire respecter, par les autorités du Sud, les dispositions. Là encore, les gens de Hanoï devaient parcourir un long chemin de déboires et de déceptions [2]. »

Plus fondamentalement, les révolutionnaires indochinois eurent à payer le prix de la coexistence pacifique.

« Des membres de la délégation du Viet-Minh, écrivait le *Times* du 25 juillet 1954, ont ouvertement déclaré que la pression du Premier ministre chinois Chou-En-Lai et du ministre des Affaires étrangères soviétique, V.M. Molotov a forcé leur pays à accepter moins que ce qu'il aurait pu obtenir ici [3]. »

Trois mois avant la date prévue des élections, la France retirera toutes ses troupes du Sud-Vietnam, laissant les mains libres à Diem pour les annuler. A chaque protestation de la R.D.V.N. « le soutien soviétique et chinois ne dépassera pas les bonnes paroles, des motions chaleureuses et quelques campagnes de propagande [4] ». Le 24 janvier 1947, l'U.R.S.S. va jusqu'à proposer à l'O.N.U. l'admission simultanée des deux Vietnams, ce

---

1. J. Lacouture et Ph. Devillers, *De la guerre française à la guerre américaine*, éditions du Seuil, p. 332.
2. Ph. Devillers, *La Lutte pour la réunification (1954-1961), Tradition et révolution au Vietnam*.
3. J. Lacouture et Ph. Devillers, *op. cit.*, p. 334.
4. Ph. Devillers, *op. cit.*

qui revenait à faire du 17e parallèle une frontière d'état, à entériner la partition du Vietnam !

L'heure est à la détente internationale. La dépendance du Nord-Vietnam par rapport aux grandes puissances du « camp socialiste », en 1954, est particulièrement importante. La région saïgonnaise était le grenier à riz du Vietnam. Le Nord a un urgent besoin d'aide alimentaire, économique, militaire. Il lui était impossible de rompre. Dans quelle mesure les dirigeants vietnamiens ont-ils réellement cru à la viabilité des Accords de Genève ? Dans quelle mesure étaient-ils incapables de s'y opposer ? Les deux facteurs ont certainement joué [5], mais il est difficile de déterminer leur poids réciproque. Toujours est-il qu'en Indochine, la politique de coexistence pacifique — qui était celle de l'U.R.S.S. comme de la Chine — sera le berceau du conflit le plus long de l'histoire des révolutions modernes.

Au Sud, en quelques années, une fois les illusions quant à la venue des élections dissipées et une fois la politique réactionnaire de Diem bien engagée, les conditions de la reprise de la lutte armée vont se constituer. D'importantes distorsions vont alors apparaître, remontant de la base au sommet, opposant les travailleurs désireux de reprendre le combat aux militants, les militants aux cadres du Sud, les cadres du Sud aux dirigeants du Nord, probablement jusqu'en 1960.

Que se passe-t-il au Sud ? De 1954 à 1966, Diem utilise le soutien américain pour recomposer un pouvoir qui n'existait presque plus. Pour imposer son régime, il doit favoriser l'implantation des intérêts U.S., revenir sur les réformes introduites dans les zones libérées par le Viet-Minh qui occupait environ les trois-quarts du Sud-Vietnam, se constituer une base sociale au sein des classes dominantes affaiblies et, pour cela, promouvoir une répression de plus en plus généralisée.

La terreur blanche commença par frapper les militants du Viet-Minh. Le gouvernement « nationaliste » de Diem ne pouvait accepter le maintien en vie de ceux qui avaient victorieusement résisté à la colonisation française ! Ce terrorisme crût en trois étapes (1955-1956, 1957-1958, 1959-1960) jusqu'à atteindre des proportions inégalées. Les femmes des cadres du Viet-Minh remontés au Nord devaient divorcer et épouser les fidèles de Diem. Les tortures traditionnelles reçurent le concours de la

5. Voir les propos rapportés plus loin par Burchett et les résultats d'interrogatoires menés par les Américains, qui laissent clairement penser qu'une partie des cadres communistes fut victime d'illusions quant au respect des Accords. Cf. *Le Dossier du Pentagone*, p. 101.

C.I.A., des dernières techniques modernes et de la psychanalyse pour gagner en efficacité. Ratissages, massacres de masses, bagnes, jettent leur ombre sur la vie quotidienne au Vietnam. Selon Vu Can, « 90 000 tués, 190 000 blessés et 800 000 détenus dont plus de 600 000 sortis infirmes des tortures, tel était le bilan sommaire des six premières années de réalisations américano-diémistes [6] ».

Dans les campagnes, la répression s'accompagnait du retour des propriétaires fonciers et de la « réforme agraire » de Diem, applicable en deux étapes (1955-1956 et 1956-1958). « Les intentions gouvernementales étaient claires : remettre en selle la classe des propriétaires fonciers en sauvant la propriété agraire féodale de l'effondrement par un réformisme de nature capitaliste et former une nouvelle classe de paysans riches pour en faire un soutien du régime dans les campagnes. [...] Face à une paysannerie politiquement aguerrie, une telle « réforme » ne pouvait s'imposer autrement que par la violence [7]. » « Leur conscience politique [aux paysans] leur permit de discerner dès les premiers jours leurs nouveaux ennemis sur le double plan national et de classe et de se préparer à de nouveaux combats. La campagne, naguère appui principal de la résistance antifrançaise, allait devenir le bastion du mouvement d'opposition populaire au régime américano-diémiste ; les luttes paysannes, légales et illégales, politiques, économiques et armées, allaient former la toile de fond de l'histoire du Sud-Vietnam de 1954 à 1960 [8]. »

Dans les villes [9], Diem s'engagea dans une lutte aux objectifs multiples. Il s'agissait d'abord d'étouffer tout mouvement réclamant l'application effective des Accords de Genève. La répression frappa très vite le Mouvement de la Paix de Saïgon-Cholon, créé douze jours après la signature des accords, qui dut pratiquement cesser ses activités en mai 1955. De 1955 à 1956, une lutte sourde opposa le nouveau régime aux fractions pro-françaises de l'administration et de la bourgeoisie. Diem s'attacha notamment à écraser les sectes religieuses politico-militaires,

6. Vu Can, « Les Luttes populaires contre le régime U.S.-Diem de 1954 à 1960 », *Etudes vietnamiennes*, « Sud-Vietnam : Données et perspectives », N° 18-19, Hanoï, p. 77.
7. *Idem*, p. 88-89.
8. *Idem*, p. 78.
9. Selon Vu Can, la population urbaine de 1954 à 1960 est évaluée, au Sud-Vietnam, à moins de 3 millions d'âmes dont la très grande majorité à Saïgon (près de 2 millions d'habitants, Hué en comprenant 140 000 et Danang 100 000). Les ouvriers représentaient à peu près le douzième de cette population, soit 230 520 en 1959 et 255 230 en 1960. Les ouvriers des plantations, non comptés dans ces chiffes, représentaient pour ces deux années 55 800 et 61 000 personnes. *Idem*, p. 98 et 101.

armées par les Français durant la première guerre d'Indochine. Parmi les plus violents affrontements furent ceux qui l'opposèrent aux Binh Xuyen. Mais l'objectif principal restait évidemment l'écrasement du mouvement ouvrier et populaire urbain qui formait la colonne vertébrale de l'opposition. La législation ouvrière se durcit jusqu'à rendre très dangereuses la moindre grève économique, alors que la condition ouvrière était de plus en plus misérable. Des incendies étaient volontairement allumés dans les quartiers populaires pour chasser des villes ces masses politiquement dangereuses et instables. En leur lieu et place, terrains militaires et entreprises américano-sud-vietnamiennes étaient construits. Le mode de vie et la culture américaine commençaient à être introduits systématiquement dans les villes du Sud-Vietnam, dans une vaste entreprise de corruption idéologique des « élites sociales », de l'intelligentsia, de la jeunesse scolaire. Un profond malaise s'étendit en conséquence dans les couches intellectuelles. La jeunesse étudiante et lycéenne réagissait à tous ces événements, d'autant plus sensibilisée à l'ambiance politique de répression et de néo-colonialisme qu'une très forte pénurie en établissements scolaires régnait. Bien des fois, elle jouera le rôle de détonateur du mouvement d'ensemble.

Enfin le régime Diem remit en vigueur un système d'oppression et de division à l'égard des minorités ethniques qui peuplaient les hauts plateaux vietnamiens. Sa politique formait un contraste brutal avec celle suivie au Nord-Vietnam, qui voyait naître des zones autonomes gérées par ces minorités (la zone autonome Thai Meo, constituée le 29 avril 1955 et la zone de Cao Bac Lang, le 10 août 1956), où le gouvernement assurait la diffusion radiophonique de programmes dans les langues des minorités et créait des alphabets écrits pour celles qui n'en avaient pas. Coutumes et artisanat des minorités furent protégés. Par contre, au Sud, le régime Diem mena une politique d'assimilation forcée, de déplacement des populations montagnardes vers les plaines, d'encadrement militaire des zones stratégiques que sont les hauts plateaux du Taynguyen, de colonisation des terres par l'ethnie vietnamienne majoritaire : les Kinh ou Vietnamiens des plaines. Cette politique contribuera largement à rejeter vers le futur F.N.L. un ensemble de populations où les Français avaient su garder tout au long de la première résistance certains appuis.

Par sa politique, le régime de Diem créa donc les conditions générales d'une reprise — ou plutôt d'une poursuite — de la lutte au Sud-Vietnam. Trois aspects de ces nouvelles luttes apparaissent d'ores et déjà :

— elles sont massives, reprennent extrémement rapidement et touchent aussi bien les campagnes que les villes et les montagnes;

— elles ne débutent pas seulement comme des luttes nationales contre le néo-colonialisme et pour l'application des Accords de Genève. Elles sont d'emblée — et tout particulièrement dans les campagnes — d'âpres luttes de classes;

— ces luttes mettent en mouvement des catégories sociales très diverses, avançant chacune leurs propres revendications. Mais l'appareil de répression qui frappe tous ces mouvements est le même. Le néo-colonialisme qui se profile derrière le régime de Diem et les classes sociales qu'il sert est le même. Le problème des élections de 1956 et de la réunification domine la vie du pays. En conséquence, les luttes vont rapidement dépasser les seuls objectifs économiques pour converger dans des mouvements politiques de plus en plus amples.

Face à cette situation, les militants communistes ne vont pas rester inactifs. Ils vont opposer au régime de Diem une « lutte politique » et légale, respectant les Accords de Genève, dans laquelle ils vont faire preuve, avec les masses vietnamiennes, d'une ingéniosité et d'une ténacité à toute épreuve. En effet, se refusant jusqu'en 1959-1960 à engager la lutte armée, il va leur falloir affronter police, armée, et groupes terroristes de Diem. Beaucoup payeront de leur vie cette ténacité. Pourtant, le problème de l'engagement de la lutte armée se posait bien avant 1959-1960.

Des minorités ethniques réprimées, menacées d'élimination, des villages paysans se soulèvent. Dès 1957, et surtout en 1958, de nombreux foyers de guérilla apparaissent : la population se souvient des leçons de la résistance antifrançaise. Ces soulèvements sont spontanés. Ils mettent les militants communistes restés au Sud dans une difficile position, en porte-à-faux. Les consignes, en effet, restent de mener une lutte pacifique et non armée pour l'application des Accords de Genève. Burchett décrit, au travers d'interviews passionnantes, cette période dans son ouvrage *La Seconde Résistance, Vietnam 1965*. On y sent très clairement les tensions politiques qui naissent à cette époque et qui remontent de la base jusqu'au sommet du P.C. (ou Parti des travailleurs du Vietnam).

« Le mot d'ordre de respect absolu et rigoureux des accords de cessez-le-feu se traduisait par des instructions impératives et détaillées; la lutte ne devait pas déborder le cadre légal et politique. C'était une consigne que notre sens de la discipline révo-

lutionnaire ne nous permettait pas de violer. Entre 1954 et 1959, elle nous coûta la vie de nombreux camarades parmi les meilleurs. [...] Jusqu'à la fin de 1959, notre mot d'ordre était la non-violence. Par la suite, il devint " la violence pour se défendre [10] ". »

Les pertes communistes en cadres durant la période 1954-1959 furent effectivement terribles. Voilà ce que rapporte Burchett dans un autre ouvrage : *Pourquoi le Vietcong gagne.*

« Sur les 32 membres de l'ancien comité exécutif de la région Saïgon-Gia Dinh, un seul survivant. A Phu Yen, sur les 23 membres du comité de province, un seul survivant; sur ceux des comités de districts, aucun. La situation à Phu Yen était tout particulièrement caractéristique des provinces du centre contrôlées par Ngo Dinh Diem. L'observation loyale de la politique de lutte pacifique avait coûté atrocement cher et l'extermination d'une aussi forte proportion de cadres communistes faisait partie du prix. En dirigeant la lutte, les cadres en arrivaient inévitablement à s'exposer, et finissaient par être inscrits sur les listes d'hommes à abattre [11]. »

Tous les récits que rapporte Burchett montrent et le caractère spontané des soulèvements de la période 1957-1959 et le maintien dans la clandestinité de l'organisation politique du Viet-Minh, malgré la remontée au Nord de près de 150 000 combattants [12]. L'un des plus significatifs relate l'entrée en dissidence d'une minorité ethnique montagneuse, la tribu Kor [13]. Cette tribu était menacée d'être déportée dans la plaine et donc risquait l'extermination. Les cadres communistes proposaient à ses membres de fuir vers d'autres régions plus reculées. Les montagnards s'y refusèrent et décidèrent de résister. « Nous fûmes horrifiés en apprenant la nouvelle, dit à Burchett Sao-Nam (cadre Viet-Minh). En premier lieu c'était une infraction grave à la " ligne ". De plus nous savions que la répression serait féroce. » Ces événements se passaient en janvier 1959. Mais la répression n'abattit pas les Kor retranchés dans leurs montagnes. Cependant, un blocus économique efficace fut dressé. « Les anciens chefs de la résistance étaient atterrés et en même temps

10. W. Burchett, *La Seconde Résistance,* N.R.F., Paris, p. 11-12.
11. W. Burchett, *Pourquoi le Vietcong gagne,* Maspero, 1968, p. 209.
12. Selon les services de renseignements U.S., c'est 90 000 hommes qui seraient remontés au Nord et seuls 5 à 10 000 cadres seraient restés pour maintenir une « organisation sommaire chargée d'assurer la lutte politique. Cf. *Le Dossier du Pentagone, op. cit.,* p. 100.
13. Pour les récits de ces soulèvements, nous nous référons à W. Burchett, *La Seconde Résistance, op. cit.,* chap. 3 et *Pourquoi le Vietcong gagne, op. cit.,* p. 164 à 166.

stupéfaits par l'héroïsme irréductible des Kor, dit Sao-Nam à Burchett. Nous convoquâmes une conférence de tous les cadres de la province, conférence qui décida qu'il fallait au moins organiser une forme d'assistance économique. [...] Le vieux Pho Muc Gia (chef des Kor), touché par cette manifestation de solidarité, nous rendit sa confiance [...]. » Les Kor avaient été parmi les premiers résistants antifrançais et bien des cadres Viet-Minh leur devaient la vie sauve après 1954, car l'organisation avait été détruite par la répression dans la plaine.

Après les Kor, la minorité Hré se souleva à son tour. La répression aidant, la plaine à son tour commença à bouger. « Dans les derniers mois de 1959, nous autres les cadres vietnamiens, continue Sao-Nam, prîmes la décision de lancer une campagne de " non-coopération " avec l'administration diémiste, afin de susciter un mouvement de solidarité au sein de la population des plaines et de soulager un peu la pression que subissaient les tribus. » La répression s'accentuant, « nous tînmes une autre conférence, pour examiner la situation [...]. La politique de lutte pacifique s'effondrait dans le Quang Ngai en raison de la tactique de violence délibérément appliquée par l'ennemi. Nous avions fait de notre mieux pour préserver cette ligne et beaucoup d'entre nous estimaient que nous devions encore maintenir strictement la lutte sur le plan de la légalité. Mais il était impossible de freiner le mouvement spontané des masses. » « Si les Vietnamiens des plaines ne venaient pas à leur secours, les tribus risquaient d'être exterminées. Fallait-il nous accrocher à la ligne établie alors que le massacre généralisé des montagnards se préparait sous nos yeux ? »

« ... Nous ne restions plus qu'une poignée de cadres qui avions dû fuir dans les montagnes pour avoir la vie sauve. Il n'y avait personne à qui nous aurions pu demander conseil, et d'ailleurs nous n'en avions pas le temps [les liaisons radio et rapides n'existaient plus, il fallait des semaines ou des mois pour aller et revenir du Nord]. Nous prîmes la très grave résolution de nous constituer en Comité de résistance, d'appuyer l'action armée déjà engagée par les tribus, d'installer notre base dans les montagnes mais d'essayer aussi de mordre sur les plaines. Nous savions parfaitement qu'une telle décision était en contradiction avec la ligne telle qu'elle avait été arrêtée dans la précédente période, mais nous espérions que, compte tenu de la situation particulière où nous nous trouvions, notre attitude serait comprise. Ne pas porter secours aux tribus qui nous avaient admirablement aidés au temps de la première résistance, c'eût été perdre à ja-

mais notre prestige et celui de la révolution. Nous envoyâmes des délégués informer de notre position nos camarades clandestins dans les régions voisines [...]. »

Et Burchett ajouta que « l'exemple des Kor et de l'appui qu'ils finirent par trouver auprès des cadres vietnamiens sera plus tard un argument décisif qui déterminera la direction à l'échelon le plus élevé à rectifier la ligne et à développer la résistance armée dans tout le Sud-Vietnam ».

Mais ce ne sont pas seulement des minorités ethniques qui prirent la tête des premières luttes de résistance armée. Ce fut aussi le cas de membres des sectes religieuses armées (Binh Xuyen, Cao Dai, Hoa Hao). Ces sectes avaient été armées et utilisées par les Français durant la première guerre de résistance. Après 1954, elles étaient donc restées au Sud, avec des armes. Mais Diem, craignant leur puissance, avait commencé à s'attaquer à elles. L'exemple suivant — toujours décrit par Burchett — se déroule dans la province de Ca Mau. Bastion révolutionnaire du Viet-Minh, la répression y fut déclenchée très tôt, dès 1954. Mais elle prit rapidement de l'ampleur après 1956. « Vers le milieu de 1957, dit Quang, membre du comité exécutif du F.N.L., il y avait environ deux adultes sur trois qui avaient été abattus, torturés et arrêtés pendant une durée variable. C'est à peu près à ce moment-là qu'a commencé la résistance, d'abord individuelle, puis collective. » L'initiative n'en fut pas prise par les anciens cadres Viet-Minh mais par deux membres des sectes religieuses, Dinh Tieng Hoang et Ngo Van So. « Nous n'avions pas eu de contacts avec leurs chefs pendant la guerre contre les Français, explique Quang, — nous n'étions ni dans la même région, ni dans le même camp —, mais nous avons pu voir qu'ils se conduisaient maintenant en patriotes sincères et nous avons commencé à nous dire que nous devrions être en train de faire la même chose. »

Il paraît évident, malgré le fait que les conditions de résistance se créaient à des rythmes différents suivant les régions, que les cadres communistes de 1957 à 1959 ont péché par attentisme.

Décrivant les conditions dans lesquelles le régime Diem installa son pouvoir dans les campagnes, Vu Can reconnaît sans difficultés que les raisons qui ont ralenti la reprise de la lutte armée ne relevaient pas d'un manque de maturité politique des masses mais d'un choix quant à l'orientation à donner à la résistance : « Ces anciens guérilleros, toutefois, auraient pu opposer immédiatement aux tyrans une riposte justifiée. Ce qui

les retenait, c'étaient leur esprit de discipline et leur sens des responsabilités devant la nation. Ils évitaient de plein gré de créer tout prétexte qui permettrait à l'ennemi de saboter la paix conclue, de rallumer la guerre avec cette fois l'intervention directe et massive des impérialistes américains [14]. »

Cela semble aussi implicitement admis par une brochure éditée à Hanoï qui retrace, notamment, l'histoire du F.N.L. [15]. Après avoir décrit la lutte menée au Sud pour l'application des Accords de Genève, l'auteur note que « avec les élections manquées de *1956*, une phase nouvelle du combat allait commencer, où le peuple aura épuisé les formes de luttes légales et pacifiques » (Souligné par l'auteur). Et pourtant, durant les années 1956-1959 « dans les villes, les plaines comme les montagnes, malgré une répression sanglante, le peuple continuait à n'user que de la violence politique pour faire valoir ses droits ». Ce n'est qu'en 1959, nous l'avons vu, que les communistes adopteront une nouvelle orientation. Et pourtant : « Vers la fin de 1958, des villages étaient déjà passés à l'autodéfense armée, dans la plaine des Joncs, sur les hauts plateaux, dans les montagnes du Quang Ngai. L'autodéfense gagnait du terrain à partir de 1959, notamment dans les anciennes bases de résistance, les régions excentriques. » Le débordement progressif du P.C. par les masses est ici reconnu clairement bien que toujours implicitement [16].

Le 14 mai 1959, se tient une réunion du C.C. du Lao Dong (P.C.). Elle semble avoir été le lieu d'intenses débats sur l'attitude à avoir par rapport aux mouvements se développant dans le Sud du pays. Le C.C. s'engagea auprès des combattants du Sud. Dès le début 1960, l'aide militaire semble s'organiser en direction des hauts plateaux. En septembre 1960, le II[e] Congrès du Lao Dong manifeste l'appui de Hanoï à la lutte des maquisards du Sud. Le Duan est élu secrétaire général du Parti. C'est un ancien chef de la guérilla au Nam Bo (Cochinchine) [17].

Dès mars 1960, les Anciens Résistants du Nambo avaient publié une déclaration appelant leurs compatriotes à prendre les

---

14. Vu Can, *op. cit.*, p. 79.
15. *Etudes vietnamiennes,* « Du F.N.L. au Gouvernement révolutionnaire provisoire », n° 23, Article de Vu Can, p. 10 à 25. Les passages cités se trouvent respectivement p. 17, 21, 22-23.
16. Selon les services de renseignement U.S., des militants du P.C.I. (et non seulement des inorganisés ou des membres des sectes politico-religieuses) auraient assumé ces débordements, notamment à Saïgon. Cf. *Le Dossier du Pentagone, op. cit.*, p. 102.
17. Toujours selon les services américains, et avec les réserves d'usage, c'est en 1957 que Le Duan aurait gagné le Nord pour y défendre la nécessité d'un changement de politique au Sud. C'est à cette époque qu'il aurait été élu au B.P. du Lao Dong. *Idem*, p. 103.

armes. En décembre 1960, le F.N.L. — Front national de libération du Sud-Vietnam — était fondé. La seconde résistance avait définitivement débuté.

•

Avant même la signature des Accords de Genève, il était clair que l'impérialisme, en la personne de son « chef de file », n'était pas prêt à en accepter les implications. Le refus des U.S.A. de signer les accords, l'envoi dès *juin* 1954 d'un spécialiste de la C.I.A. à Saïgon, Edward Lansdale, chargé de diriger une « équipe d'agents destinés à des " opérations paramilitaires " et à mener " la guerre politico-psychologique " contre le Nord [18] », indiquent manifestement leur volonté de « faire barrage au communisme » par tous les moyens.

Dès 1955 — en tout cas dès 1956 —, il était clair que les accords élaborés à Genève tombaient en désuétude. Dès 1957 — et en tout cas en 1958 —, le problème de la relance de la lutte armée était posé en termes concrets. D'intenses discussions se sont déroulées au sujet de l'aide du Nord envers le Sud, de la ligne à adopter au Sud. Pour Lacouture, la « prudence nordiste » du gouvernement de Ho Chi Minh lui valut les critiques des éléments les plus combatifs du Lao Dong (Hoang Quoc Viet, Le Duc Tho, Nguyen Chu Than...), des sudistes regroupés au Nord après les accords de 1954 et des maquisards du Nam Bo. Selon lui, Ho Chi Minh, qui avait joué un rôle temporisateur tout en favorisant l'élection de Le Duan au secrétariat général, aurait en conséquence subi une relative éclipse de 1961 à 1964. Pourquoi donc ces tergiversations ?

Comme toujours, il est très difficile de tenter de discerner les positions réciproques. Le Lao Dong ne publie pas, en français du moins, ses débats. Mais le cadre de ce débat peut, lui, être tracé. La situation intérieure, comme la situation internationale, rendaient la reprise de la lutte problématique.

Pendant plusieurs années, la situation intérieure de la R.D.-V.N. était très difficile. Sur le plan économique, la situation après 1954 était mauvaise. Le sous-développement dans lequel la colonisation avait laissé le Vietnam était largement aggravé par les effets de huit années de guerre et par la division du pays qui coupait le Bac Bo de son « grenier à riz », la région

18. *Idem*, p. 31.

saïgonnaise. Diem refusera tout échange économique entre les deux zones. Le Nord voulait profiter de la paix, même précaire, issue de Genève, pour reconstruire une économie, chasser le spectre de la famine, faire avancer l'édification de bases socialistes à la nouvelle société. Par ailleurs, la situation politique n'est pas non plus exempte de problèmes. Après les accords d'armistice, plusieurs centaines de milliers de personnes — essentiellement des catholiques — vont quitter le Nord pour fuir le nouveau régime sous l'impact d'une intense campagne d'intoxication organisée par la C.I.A. et les Français. Enfin, en 1956, année où les chars soviétiques entrent à Budapest, une profonde crise éclate à la suite de la mise en place de la réforme agraire radicale. En effet, de graves erreurs ont été commises, reconnues par le Lao Dong en octobre 1956. Giap caractérise ainsi ces erreurs :

« Pendant les travaux de réduction de fermage et de la réforme agraire, au point de vue du *leadership* et surtout dans la direction de l'exécution, nous avions commis de graves erreurs.

« Le comité central du parti a constaté que la ligne politique du parti est " fondamentalement juste ". S'il y avait des erreurs commises, c'était parce que la direction des applications comportait des lacunes ; de ce fait, un certain nombre de directives données manquaient de réalisme et de prudence. [19] »

En fait, ces erreurs — caractérisées comme issues de « tendances gauchistes », ignorantes des réalités concrètes vietnamiennes, manifestant une « maladie infantile du communisme », consistaient en la mise en application, avec des méthodes violentes, administratives et bureaucratiques d'une réforme agraire trop poussée, permettant tous les abus et dressant la paysannerie contre le gouvernement et le Lao Dong. La crise atteint son apogée dans la province de Nghe-An, une des deux provinces où s'étaient développés les « soviets du Nghe-Tin », et donna lieu, semble-t-il, à des affrontements armés. 1956 sera une année d'autocritique de la part du gouvernement et du Lao Dong.

L'urgence apparaissait alors être le renforcement politique et économique de la R.D.V.N. Devant l'annulation des élections prévues pour 1956 par Diem, « en janvier 1957, l'Assemblée nationale nord-vietnamienne dut admettre que le " combat pour

---

19. Cité par Le Chau, *Le Vietnam socialiste : une économie de transition*, Maspero, 1966, p. 145.

l'unification " devrait être " précédé " par la " consolidation " du socialisme dans le Nord [20]. »

Mais les facteurs intérieurs n'expliquent pas tout. La situation internationale pèse lourdement sur les épaules des communistes du Sud-Vietnam qui reprennent la lutte. Le conflit sino-soviétique commençait à éclater tandis que l'U.R.S.S. pesait de tout son poids pour la prudence. « Le délégué soviétique, M. Moukhitchinov, souligne [à l'occasion du IIe Congrès du Lao Dong de septembre 1960] que la coexistence pacifique est l'unique politique qui soit complètement conforme aux buts du communisme » alors que le premier délégué chinois, M. Li Fu Chem, rappelait l'importance de l'enseignement de Lénine quand « il s'agit de lutter contre les impérialistes et dénoncer les révisionnistes qui calomnient ceux qui soutiennent fermement la position marxiste-léniniste [21] ».

Le P.C. Vietnamien allait devoir, à nouveau, compter essentiellement sur ses propres forces et apprendre de surcroît à évoluer dans un monde où le « camp socialiste frère » se caractérise par sa désunion. Il est certain que dans ce cadre une forte tendance se soit dessinée pour retarder au maximum l'échéance de la reprise du combat, quitte à subir des pertes au Sud, et à jeter tous les efforts dans la consolidation du Nord. Le fait est cependant qu'à partir de 1960 l'engagement politique de Hanoï se fait de plus en plus profond au côté du Sud et que le P.T.V. a décidé la relance de la guerre révolutionnaire généralisée au Sud.

L'engagement militaire du Nord au Sud sera, lui, beaucoup plus progressif. Les maquisards du Sud appliquent à nouveau la consigne « prendre les armes à l'ennemi pour le battre ». « A l'époque [fin 1964], écrit Burchett, mis à part quelques vieux fusils et quelques mitrailleuses légères de fabrication française, tout ce que l'on voyait sur les pistes de jungle et dans les camps était *made in U.S.A.*, y compris les ceinturons, les gourdes et les sacs [22]. » Quant à l'envoi d'hommes, selon Lacouture [23], les chiffres suivants peuvent être avancés : en 1959, le nombre de militants venus du Nord n'aurait pas dépassé 300, selon une source officielle sud-vietnamienne. Il y aurait eu au Sud quelque 3 à 4 000 combattants venus du Nord auprès de 120 000 maquisards du F.N.L. au début de 1964. Fin 1966 (les bombarde-

20. J. Lacouture, *Ho Chi Minh*, éditions du Seuil, p. 232.
21. Cité par Ph. Devillers, *op. cit.*, p. 348-349.
22. W. Burchett, *Pourquoi le Vietcong gagne*, *op. cit.*, p. 53.
23. J. Lacouture, *op. cit.*, p. 233, 236 et 239.

ments U.S. sur le Nord commencent en 1965), ce chiffre aurait avoisiné 50 000 (composés ou non des « regroupés » venus après 1954 du Sud au Nord [24]).

Huong Chien, responsable politique du régiment où se trouvait Burchett, lui expliquait ainsi :

« Il leur faudrait [aux cadres du Nord, rompus à la tactique et aux armes modernes] presque un an pour arriver jusqu'à la zone où nous sommes. Et en fait la chose n'est pas nécessaire. Le Nord a d'autres moyens pour nous aider. C'est ainsi, par exemple, que Radio-Hanoï a récemment diffusé un commentaire fait par un expert militaire qui expliquait comment l'armée se prépare à contrer une invasion héliportée du Nord et décrivait le genre de tactique susceptible d'être efficace. Bien entendu, il n'était pas question du Sud, mais pour nous c'étaient là de précieux conseils [...].

« Il serait excessivement difficile [...] d'acheminer du matériel du Nord : par ailleurs, ce serait un suicide que de devoir dépendre d'armes et de munitions venant d'aussi loin, ou d'avoir des armes pour lesquelles il serait difficile de se trouver des munitions. C'est pourquoi nous préférerions nous emparer d'armes américaines [25] [...]. »

Les choses ne commenceront à changer qu'avec le débarquement de corps expéditionnaires U.S. au Sud-Vietnam et l'engagement des bombardements U.S. sur le Nord, en 1965. Cependant, si l'envoi de matériel du Nord ne prend de l'ampleur qu'à cette date, il ne faut pas sous-estimer le tournant politique de 1959. C'est lui qui manifeste la nouvelle politique dont se dote le Parti communiste tout entier et qui l'engage de façon irréversible au Nord comme au Sud, aux côtés des masses en lutte contre Diem. Deux leçons émergent de ces années 1954-1964 : la dynamique révolutionnaire au Sud n'a rien d'artificiel, ou de télécommandé — au contraire. Elle repose sur une profonde révolte populaire dressée contre les exactions du pouvoir américano-diémiste. Après un moment de distorsion, les liens entre les communistes vietnamiens et la population sud-vietnamienne

---

24. Les documents U.S. confirment là encore ces données. Selon eux, avant 1959, les « infiltrations », commencées dès 1955, étaient négligeables. De 1959 à 1960, 26 groupes ont pénétré au Sud (soit 4 500 hommes, presque tous originaires du Sud). Fin 1961, le F.N.L. aurait déjà compté 300 000 membres, ce qui en soi prouve son origine « sudiste». *Le Dossier du Pentagone, op. cit.*, p. 104-105.

25. W. Burchett, *Pourquoi le Vietcong gagne, op. cit.*, p. 54-55.

— et entre les communistes eux-mêmes par-delà le 17e parallèle — se ressoudent plus étroitement que jamais. Ils en auront besoin les uns et les autres : l'escalade U.S. commence.

B. — L'approfondissement de la guerre du peuple

Si par beaucoup d'aspects elle lui ressemble, la seconde guerre d'Indochine n'est pas la simple répétition de la première. L'adversaire, ses moyens, le contexte international sont différents. L'objectif aussi : il ne s'agit plus, pour l'impérialisme, de maintenir en place un pan branlant d'un empire colonial déclinant. *L'enjeu s'est brusquement élargi, c'est dorénavant la révolution et la contre-révolution internationales qui vont s'affronter sur le terrain indochinois*[26]. Pour les Américains, il s'agit en effet de porter un coup d'arrêt à la révolution asiatique — et par là à la révolution mondiale — pour préparer une contre-offensive impérialiste. Il s'agit aussi de démontrer, à tous ceux que la voie de la libération tenterait, la puissance américaine. Mieux vaut accepter la paix américaine que de risquer une révolution ! Voilà la leçon que les U.S.A. tentent d'asséner au Vietnam.

Les révolutionnaires indochinois les en empêcheront. Mais la guerre va gagner une intensité jamais atteinte. Face à la technique américaine, les révolutionnaires indochinois vont devoir combiner une guerre de défense nationale révolutionnaire (au Nord), une guerre civile approfondie (au Sud), une extension de la révolution (au Laos et au Cambodge). Le Lao Dong va se voir confronté non seulement à une difficile reprise du combat, mais aussi à des tâches nouvelles. Il ne pourra y répondre qu'au travers d'une constante progression. Mais si l'impérialisme jette dans la bataille des moyens encore jamais utilisés, le peuple vietnamien bénéficie de deux atouts majeurs qu'il ne possédait pas en 1945 : une profonde expérience de la guerre révolutionnaire et un arrière international et surtout national (le Nord) plus solide. Corrélativement, les traits originaux de la révolution vietnamienne vont s'affirmer.

---

26. A y regarder de plus près, c'est dès 1950, avec l'ouverture de la guerre froide et l'engagement croissant des U.S.A. auprès de la France, que la guerre du Vietnam change de caractère. C'est à cette date qu'est avancée la « théorie des dominos » (selon laquelle perdre le Vietnam équivaut à perdre rapidement tout le Sud-Est asiatique). Mais ce n'est qu'après 1956 que cette nouvelle croisade anticommuniste va déployer progressivement toute son envergure. Cf. *Les Dossiers du Pentagone, op. cit.*, p. 30.

1. — *Au Sud*

La reprise de la lutte armée symbolise cette progression. Durant la première résistance (antifrançaise), le principe de « croissance-éclatement » des forces armées avait été appliqué. En 1944, Giap organise dans le Viet Bac une première section qui, après avoir grossi, se divise en deux unités indépendantes. La seconde résistance va respecter ce principe essentiel de la guerre révolutionnaire, l'armée révolutionnaire se forge au fur et à mesure de l'approfondissement de la lutte. Mais au lieu d'être initiée à partir d'*une section, d'une région,* ce processus s'enclenche presque simultanément dans l'ensemble du Sud-Vietnam une fois l'ordre de soulèvement lancé. La nouvelle armée populaire se construira extrêmement rapidement. Les premières unités de propagande armée se forment vers 1958. De 1958 à 1960, l'autodéfense s'organise dans l'ensemble des campagnes sud-vietnamiennes avec leurs milices locales. Les premières unités de troupes régionales et de réguliers apparaissent dès le début 1960 et le rythme de leur création s'accélère avec la formation du F.N.L. En 1961, les unités de combat des sectes religieuses dissidentes (Binh Xuyen, Cao Dai et Hoa Hao) rejoignent le F.N.L. avec la création des F.A.P.L. (Forces armées populaires de libération). De la base au sommet, le dispositif s'est construit en moins de quatre années. Rappelons qu'il ne s'agit pas là d'un processus « artificiellement » accéléré par une aide venue du Nord, mais du strict reflet de la mobilisation et de l'organisation croissantes des masses sud-vietnamiennes.

Sur le plan militaire, c'est très rapidement que les acquis de la première résistance doivent être dépassés. Le Van Huong l'explique à Burchett : « La direction du F.N.L. nous a bien envoyé des cadres vétérans, mais leurs connaissances datent de la guerre contre les Français. Depuis, les choses ont évolué — utilisation des hélicoptères, etc. — et les armes que nous avons sont beaucoup plus compliquées. Les vieux cadres sont dépassés [27]. » Les Américains s'engagent dans la guerre technique la plus avancée. Ils étudient les expériences anglaise en Malaisie (les ratissages prolongés) et française en Algérie (l'usage des commandos héliportés et des forces mobiles). Ils en combinent les enseignements durant la guerre « spéciale » (où les U.S.A. encadrent l'armée fantoche) et la guerre « locale » (où l'essentiel des combats est le fait du corps expéditionnaire américain). La

27. W. Burchett, *Pourquoi le Vietcong gagne, op. cit.,* p. 54.

« guerre aérienne » de destruction et l'appareillage électronique le plus complexe de détection complètent le tout. Jusqu'à 550 000 soldats U.S. tenteront de briser l'échine du F.N.L.

Combinant les forces de guérilla aux unités régionales et régulières, l'armement traditionnel au plus moderne, la guerre de guérilla à la guerre de mouvement, les F.A.P.L. résisteront victorieusement à chacune des étapes de l'escalade U.S. La qualité des troupes vietnamiennes atteindra un niveau tel qu'en certaines occasions elles pourront même — malgré leur infériorité en armement et couverture — s'opposer en des engagements victorieux à des forces beaucoup plus nombreuses. « Il s'agit ici de substituer à la quantité la qualité, question d'une haute portée pratique et aussi théorique, en opposition avec la pratique courante, car dans la guerre révolutionnaire, il est habituel dans les opérations déterminées de concentrer des effectifs bien supérieurs à ceux de l'ennemi pour le vaincre. Les classiques de la guerre du peuple ont préconisé, comme principe militaire, la victoire possible d'une armée populaire sur une armée d'agression beaucoup plus nombreuse et plus puissante, mais seulement sur le plan stratégique. Au Sud-Vietnam, ce principe a été mis en œuvre à l'échelon tactique [28]. »

La qualité actuelle de l'armée populaire sud-vietnamienne est probablement sans équivalent. L'offensive déclenchée en avril 1972, après la victoire emportée lors de la bataille du Bao Lao en 1971, montrent à quel degré de développement en sont arrivées les forces révolutionnaires indochinoises [29]. Et ce ne sont pas seulement les données militaires du conflit qui ont évolué.

Dans les campagnes, les enseignements tirés des atermoiements du P.C.V. de 1941 à 1953 n'ont pas été oubliés. « Les paysans sont la force principale de la révolution et nous devons satisfaire leurs besoins dès maintenant. C'est là où la réforme agraire a été abordée avec le plus d'énergie que les paysans nous soutiennent le mieux », explique un responsable du P.R.P. (le P.C. du Sud-Vietnam) à Burchett [30].

Cependant, au nom de la politique frontiste du P.T.V. — politique sur laquelle nous reviendrons — les réformes apportées par le F.N.L. à la condition paysanne restent différenciées. Elles comprennent une très importante réduction du taux de fermage (de 40 à 80 %), des mesures de protection diverses

---

28. *Etudes vietnamiennes,* « Du F.N.L. au Gouvernement provisoire », article de Vu Can, p. 58-59.
29. Voir les articles de C. Paulet, *Quatrième Internationale,* nos 3 et 4 (nouvelle série), juillet et octobre 1972.
30. W. Burchett, *Pourquoi le Vietcong gagne, op. cit.,* p. 219.

contre l'expropriation, la réquisition et le partage entre les paysans pauvres des domaines appartenant aux impérialistes U.S. et aux propriétaires fonciers traîtres, le *rachat par le F.N.L.* du surplus de terres possédé par les propriétaires fonciers « patriotes ». La dernière mesure — rachat — reflète la volonté politique d'« ouverture » du F.N.L. Deux choses importantes sont cependant à noter : généralement, les propriétaires fonciers choisissent leur camp... de l'autre côté; ensuite c'est le F.N.L. qui rachète les terres « par voie de négociation et avec une politique équitable et rationnelle », pour en assurer le partage entre les paysans pauvres. « Les paysans n'ont rien à payer et ne sont liés par aucune condition [31]. » L'entraide et la coopération agricole sont par ailleurs engagées dans le cours même de la guerre. *Dans de nombreuses régions libérées, la réforme agraire va d'ores et déjà plus loin que le seul programme du F.N.L. ne l'indique.*

Pham Cuong souligne dans l'article déjà cité qu'« en écoutant Radio Hanoï, les paysans étudient et appliquent avec succès les enseignements des expériences de production au Nord. Ils s'associent dans des " brigades d'échange du travail ", des " équipes d'aide mutuelle ", des " brigades d'entraide pour la production "... Vers 1969, dans de nombreuses régions... de 70 à 98 % de familles paysannes ont adhéré au mouvement coopératif. »

Mais la nouveauté la plus marquante, depuis la première résistance, est l'importance prise *par la lutte dans les centres urbains*. Là encore, les révolutionnaires vietnamiens affirment l'originalité de leur expérience.

« Des traits originaux de la révolution sud-vietnamienne, il convient de mettre en relief l'opération concertée des trois points d'attaque [c'est-à-dire de la lutte politique de masse, de la lutte militaire et du travail de démoralisation des troupes fantoches] et l'affrontement simultané de l'adversaire dans les trois secteurs stratégiques [c'est-à-dire les villes, les campagnes et les montagnes] [...].

« Dans les villes en particulier [...] combattre l'ennemi suppose [...] de la part des masses comme de la direction, une trempe politique particulière, un courage à toute épreuve, d'excellentes capacités d'organisation et une habileté de manœuvre susceptible de mener de pair le travail légal et le travail clandestin, les tâches de longue haleine et les tâches immédiates. Malgré toutes ces difficultés, la résistance sud-vietnamienne n'a pas abandonné le terrain pour se replier à la campagne ou sur les montagnes;

31. *Etudes vietnamiennes*, « Du F.N.L. au G.R.P. », n° 23, article de PHAM CUONG, p. 121-123.

elle n'a pas laissé les mains libres à l'occupant pour qu'il transforme les zones urbaines en un arrière sûr et un tremplin d'offensive. Les trois points d'attaque, par contre, opèrent avec succès dans les villes, selon des méthodes particulières. [...]

« La Révolution russe d'Octobre, chacun le sait, a triomphé par la violence politique des masses prolétariennes dans les grandes villes avant de partir à la conquête des campagnes. La Révolution chinoise, par contre, prit racine dans les campagnes pour encercler les villes et finalement se lancer à l'attaque de ces dernières dans la phase finale d'une guerre de libération à longue échéance. Au Vietnam, la révolution d'août 1945 et la résistance antifrançaise de 1945 à 1954 ont abouti à la victoire grâce à une longue lutte politico-militaire bien agencée, menée simultanément dans les régions rurales, montagneuses et urbaines [32]. »

Ce travail urbain vise évidemment à interdire à l'ennemi de se constituer des arrières solides, à l'obliger à immobiliser d'importantes forces militaires, à pourrir le climat politique du régime fantoche. Mais là n'est pas la seule raison : « Tout en édifiant des bases-arrière sûres dans les campagnes, notre parti attache une grande importance à l'implantation de révolutionnaires dans les *agglomérations urbaines*, où se concentrent les ouvriers, classe la plus révolutionnaire, classe dirigeante, qui forme, avec les paysans travailleurs, le corps de bataille de la révolution. C'est aussi dans les agglomérations urbaines que l'on trouve les différentes couches de travailleurs, les étudiants et collégiens, les intellectuels progressistes, tous animés d'un patriotisme et d'un sentiment anti-impérialiste assez élevés [33]. »

La première résistance s'était terminée avant que le problème de l'insurrection générale des villes soit posé. Il ne va pas en être de même pour la seconde. En pleine offensive F.N.L., de 1964-1965, le P.R.P. réunit des cadres venus de tout le Sud-Vietnam pour préparer la « bataille des villes ». Bach Dang, membre du comité central, explique à Burchett l'importance que les communistes attachent à cette étude.

« La conquête du territoire qui nous échappe encore dans les campagnes ne nous pose aucun problème. Par contre, nous devons préparer la bataille finale, celle des villes. Elle implique des tâches nouvelles et complexes, et demande un sérieux travail d'organisation dans les villes, ainsi que de nouvelles tactiques.

---

32. *Idem,* article de Vu Can, p. 61 à 67.
33. V.N. Giap, *La Guerre de libération nationale au Vietnam,* Hanoï, 1970, p. 70.

Pour les y préparer, nous avons fait venir une grande partie des cadres que nous avions dans les campagnes. Ils se rendront en personne dans les villes [34]. »

Le débarquement du corps expéditionnaire U.S. repoussera l'échéance... jusqu'au début 1968.

L'offensive du Têt de 1968 illustre et l'ampleur du travail déjà réalisé dans les agglomérations urbaines et les tâches qui restent à y accomplir. En deux grandes vagues d'assaut, le F.N.L. s'attaque à environ 70 centres, dont les plus importants. A Saïgon en quatre jours, cinq des neuf arrondissements de la ville sont tenus par le F.N.L. Les principaux objectifs stratégiques (arsenaux, etc.) et d'autres de diversion ou « politiques » ont été frappés. L'ambassade U.S., véritable forteresse, est occupée dans 5 de ses 7 étages ! La bataille fera rage durant 17 jours. A Hué, la ville est intégralement acquise en une journée. Ici, la bataille durera un mois. On ne peut comprendre un tel succès si l'on n'admet pas l'existence d'une forte implantation du F.N.L. au sein de la population urbaine et le large développement de ses cellules clandestines et ses groupes d'autodéfense.

L'importance du Têt 1968 ne se limite pas, comme voudraient le faire croire les stratèges U.S., à l'échec international qu'ils ont connu et qui seul, selon eux, aurait imposé à Johnson un début de désescalade (avec l'arrêt des bombardements au Nord, l'ouverture de la Conférence quadripartite de Paris, le retrait progressif des troupes d'infanterie U.S.). Il a démontré de façon éclatante la réalité du rapport de forces politico-militaire au Sud-Vietnam. Le simple fait qu'une telle offensive ait pu se préparer pendant des mois, avec toutes les « complicités » qu'elle implique sans que les services de renseignements U.S. et fantoches n'en aient eu vent, en dit long sur la popularité de ces derniers !

Cette offensive aura permis d'asseoir plus solidement le pouvoir révolutionnaire dans les campagnes dégarnies par les américano-fantoches qui ont replié l'essentiel de leurs troupes pour « protéger » les villes.

Mais le Têt 1968 a aussi permis de jeter les bases d'un travail élargi dans les villes. Jusqu'à cette époque, le F.N.L. avait essentiellement ses bases parmi la classe ouvrière et les étudiants. Il semble que son influence sur les couches intellectuelles et petites-bourgeoises ait été marginale et que le F.N.L. ait eu du mal à pénétrer ces couches intéressées économiquement à l'« économie de guerre » et au flot de dollars déversé grâce à la présence

34. W. BURCHETT, *Pourquoi le Vietcong gagne*, *op. cit.*, p. 222.

américaine. L'offensive du Têt aura permis de renforcer les groupes d'autodéfense (des milliers d'armes ont été distribuées et cachées, avec la prise des arsenaux U.S. et fantoches). « Des Comités d'autogestion se sont créés dans les villes, où ils ont pris en main des problèmes quotidiens comme la santé publique et les distributions de nourriture. Ces comités ne disparaîtront pas, même si la clique de Thieu et de Ky réussit, dans certains cas, à restaurer partiellement les services administratifs [35]. » La population urbaine a été brutalement confrontée à la réalité de la guerre : les U.S.A., pour regagner le terrain perdu, ont dû bombarder massivement des quartiers ouvriers de Saïgon-Cholon et la ville de Hué. Une nouvelle organisation a vu le jour dans ces deux villes durant les combats, l'Alliance des Forces nationales et de paix, qui doit justement permettre d'organiser de nouvelles couches urbaines. Cette Alliance correspond en effet à deux phénomènes : le poids nouveau du travail urbain du F.N.L. d'une part et l'application de la tactique propre des Vietnamiens en matière d'organisations « frontistes », tactique sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Nous ne connaissons pas le prix en hommes qu'à coûté au F.N.L. l'offensive du Têt 1968. Il est certain qu'il a été très lourd. Mais il semble que les années 1970-1971 aient vu mûrir dans les villes les premiers fruits de l'arbre planté en 1968. Malgré de durs combats au Sud, l'actualité militaire s'est déplacée vers le Laos et le Cambodge. Le Sud-Vietnam n'a connu, de part et d'autre, aucune offensive de grande envergure. Le Front révolutionnaire indochinois semble avoir porté le poids de son effort militaire principal pour faire durement échouer les opérations lancées par les U.S.A. contre la Piste Ho Chi Minh, élargir la zone libérée laotienne et interdire au régime Lon Nol de se stabiliser et de contrôler les campagnes cambodgiennes. Dans les campagnes sud-vietnamiennes, le F.N.L. semble consolider et développer le pouvoir populaire. Par contre, les villes ont été le cadre de très importants mouvements. Grèves ouvrières en 1969-1970 et surtout mise en branle du mouvement étudiant. « De leur côté, les étudiants et collégiens ont impulsé leur lutte contre l'instruction militaire dans les écoles. [...] Cette lutte constitue depuis le deuxième trimestre de 1970 la principale caractéristique de la lutte politique dans les villes [36]. » Bouddhistes, anciens combattants de l'armée fantoche se sont mobilisés. Des manifestations en chaîne se sont déclenchées dans

35. *Idem*, Interview de Nguyen Van Hieu.
36. *Etudes vietnamiennes*, « Vietnam, Laos, Cambodge, 1969-1970 », n° 28, article de Ton Vy, p. 66.

plusieurs villes pour protester contre la présence des troupes U.S. et sud-coréennes après la mort accidentelle de plusieurs enfants. Les étudiants ont engagé une véritable guérilla urbaine contre les troupes U.S., brûlant de nombreux véhicules.

Le climat politique s'est dégradé dans les villes sud-vietnamiennes jusqu'aux dernières élections, dénoncées par toute la presse internationale pour leur caractère encore plus « bidon » qu'à l'accoutumée. L'opposition au parlement comme dans la presse s'est largement développée. Le tandem Thieu-Ky a lui-même volé en éclats. Seule la présence américaine empêche le régime de connaître aujourd'hui des soubresauts comparables à ceux qui avaient eu lieu au lendemain de la chute de Diem. *On assiste à un double phénomène : l'accroissement de l'influence urbaine du F.N.L. et le détachement du régime de couches sociales et de courants politiques effrayés par la crise économique* (*due à l'affaiblissement de l'aide U.S.*) *et les échecs partout en Indochine des offensives américano-fantoches.* Ce n'est qu'après l'élection truquée qui a porté Thieu à la présidence et l'instauration d'un régime de terreur inconnue jusqu'alors dans Saïgon que les mouvements urbains ont pu être provisoirement étouffés — au prix de l'envoi de 200 000 opposants dans les prisons et les bagnes, sympathisants du F.N.L., militants des formations catholiques et bouddhistes mêlés.

Corrélativement à ce renforcement de la guerre révolutionnaire, le pouvoir populaire s'est progressivement organisé. En août 1945, l'appareil d'Etat révolutionnaire s'était mis en place d'abord par le haut, puis par le bas, vu les conditions particulières de la prise du pouvoir d'alors. Il n'en sera pas de même cette fois-ci. La création du G.R.P. (1969) ne fera que couronner un double et progressif processus : l'élargissement du Front et l'élection des organes de gestion de bas en haut.

Dès 1960 des Comités populaires d'autogestion sont constitués dans les zones libérées et dans certaines zones « disputées ». Dans les régions de minorités nationales, ce sont des Comités d'autonomie nationale qui sont établis. Ils se chargent des affaires publiques et de l'aide à la résistance. Les Comités du F.N.L. eux, gardent la direction générale de la résistance. Vu Can note que dès la fin 1961 « à la différence des fronts politiques qui, selon la conception classique, consistent essentiellement à réaliser une union au sommet, le F.N.L. formait dès les premiers jours une immense organisation populaire qui contrôlait effectivement la vie politique, économique, culturelle de vastes territoires [37] ». Y

37. *Etudes vietnamiennes,* « Du F.N.L. au G.R.P. », n° 23, p. 32.

aurait-il là une critique implicite de la conception du front de certains « partis frères » ?

Après l'offensive du Têt 1968, une nouvelle administration est mise en place avec l'élection de Conseils populaires révolutionnaires depuis les communes jusqu'aux provinces et aux zones. Ces élections s'étendent à nombre de zones « disputées » ou occupées et se déroulent jusqu'à Saïgon-Cholon dont le comité voit le jour le 30 mai 1968.

Du 6 au 8 juin, à l'appel du F.N.L. et de l'A.F.N.D.P. (l'Alliance des Forces nationales et démocratiques pour la paix), se tient un Congrès des représentants du peuple qui décide de la formation du G.R.P. de la République du Sud-Vietnam.

2. — *Au Nord*

L'escalade frappe dès 1965-1966. Les bombardements de destruction s'attaquent à tout ce que l'homme a construit. L'objectif américain : frapper et dévaster le Nord pour qu'il abandonne tout soutien au F.N.L. et accepte une négociation par-dessus la tête des combattants du Sud. Les destructions vont être terribles. L'industrialisation, à peine entamée, du Nord va se trouver retardée de nombreuses années. Mais il ne faut pas croire que, parce que les destructions sont quantitativement très importantes, la R.D.V.N. connaisse une régression qualitative. Au contraire. Le type de résistance adopté par le Vietnam socialiste permet — impose — sa progression en bien des domaines.

La R.D.V. ne peut opposer à l'aviation et à la marine U.S. des armes analogues. Elle reste encore un petit pays essentiellement agricole. Elle va adapter les enseignements de la guerre révolutionnaire antifrançaise aux besoins de la défense nationale. Elle va contrebalancer son retard économique et technique par la mobilisation de masse. La guerre va être à nouveau l'affaire du peuple entier et non celle d'une armée spécialisée.

Symboliquement, « la défense anti-aérienne s'appuie non sur quelques armes modernes, mais combine étroitement l'action de toutes les armes, y compris celles des milices populaires équipées d'armes légères, et fait participer toute la population. Fusées, avions, artillerie de D.C.A., armes d'infanterie des forces régulières et des milices populaires, bref des centaines de milliers de personnes à travers tout le pays, et non quelques unités spécialisées, font quotidiennement la chasse aux avions. Des sections d'autodéfense villageoises composées de jeunes filles et de

vieillards sont arrivées à abattre des avions supersoniques[38]. » Les communistes vietnamiens ne sous-estiment pas là l'importance de l'armement moderne. Tous leurs efforts après 1954 ont été tournés vers la constitution d'une véritable armée moderne. Mais ils savent aussi ce qui fait leur force. En fonction de ce qu'ils sont et de ce qu'ils construisent. Et cette mobilisation des masses va non seulement leur permettre de résister victorieusement à la plus importante entreprise de destruction engagée par l'impérialisme, mais elle va aussi leur permettre de faire progresser à un rythme accéléré les « trois révolutions » auxquelles ils se trouvent confrontés : la révolution dans les rapports de production, la révolution dans la science et la technique, la révolution dans l'idéologie et la culture.

La guerre impose immédiatement deux mesures d'urgence : une intensification de la production (avec moins de main-d'œuvre, il faut nourrir le front et répondre aux besoins de guerre) et une décentralisation de l'économie (les grandes unités industrielles sont menacées par les bombardements qui gênent par ailleurs les communications). L'accent est mis sur l'économie régionale : chaque région doit tendre vers l'autosuffisance, sauf pour quelques produits qui restent l'apanage de l'économie nationale. L'industrie régionale doit fournir à l'agriculture les outils susceptibles de hausser la productivité du travail. Les échanges économiques doivent éviter de s'étirer. Les coopératives doivent accélérer leur modernisation.

Mais cette décentralisation économique et cet effort de production imposent d'importantes transformations sociales et politiques. La main-d'œuvre manque, les hommes partent rejoindre l'armée régulière et la mécanisation, lente, ne permet pas de parer à cette ponction. Les femmes vont se voir confier les tâches de production, d'éducation des enfants et d'autodéfense villageoise. Leur insertion dans la vie sociale vietnamienne s'en trouve accélérée et touche les grandes masses et non pas une avant-garde. Mais cela ne suffit pas. Un effort extraordinaire est demandé à la population. En conséquence, la décentralisation économique va se doubler d'une démocratisation profonde de la gestion, des choix des plans locaux, de la vie politique. Nguyen Xuan Lai le note dans son article sur l'agriculture : « La nouvelle orientation imposée par la guerre implique des mesures socio-économiques et notamment l'amélioration de la gestion des coopératives, plus particulièrement la réalisation d'une *gestion démocratique* et *collective*, d'une répartition et d'une rétribution *plus démocratiques*,

---

38. Nguyen Khoc Vien, « Quelques clefs pour le Vietnam », *Partisans*, nº 40, janvier-février 1968, p. 27.

justes et rationnelles, laquelle réalisation constitue un puissant levier contre la bureaucratisation : au fond, les coopérateurs se consacreront davantage à leur coopérative dans la mesure où ils participeront de plein droit à son administration et auront droit à une part plus équitable du produit [39]. » Dans les comités de village, la participation des membres du parti se trouve limitée à un maximum de 40 % des membres.

Cette décentralisation de la vie politique et économique, l'élévation du niveau idéologique de la population sont d'autant plus nécessaires que l'effort demandé — sous les bombes — ne se résume pas à produire et à gérer. C'est de la mobilisation de masse que dépend dans une très large mesure la défense militaire du territoire, la réparation et le développement des digues et des systèmes hydrauliques attaqués par l'aviation, le maintien et la multiplication des voies de communication. Pour tout cela, la R.D.V. ne peut faire appel à la machine, elle doit se tourner vers l'homme.

Et la décentralisation ne se limite pas à l'économie. La population urbaine est réduite au minimum, par sécurité. Administration, services, hôpitaux, écoles et universités prennent le chemin de la campagne et de la montagne. On assiste à un véritable brassage de population et la minorité ethnique des villages va bénéficier des connaissances avancées des villes.

Enfin, des armements de plus en plus modernes sont diffusés, utilisés par des milliers de soldats. C'est une formation accélérée de cadres techniciens et d'ouvriers qui s'opère, par le biais de l'armée, dans la masse paysanne. Pour peu que les dommages de guerre ne soient pas trop élevés — et tout particulièrement en hommes —, la diffusion de connaissances sur tout le territoire de la R.D.V.N., la démocratisation et l'élévation du niveau idéologique, la qualification et la répartition nouvelle des industries permettront non seulement la résistance à la guerre aérienne, mais aussi préparent la reconstruction accélérée une fois la paix revenue.

« La production quotidienne devient un combat permanent qui exige constamment du courage et de l'ingéniosité. Des milliers de personnes ainsi trempées par l'épreuve de la guerre forment un capital extrêmement précieux pour l'édification de demain. »

« La guerre a aussi rapproché les dirigeants et cadres des masses, aidé à accélérer la démocratisation, à lutter contre la

39. Nuyen Xuan Lai, « L'Agriculture nord-vietnamienne », *Partisans*, n° 40, p. 45.

tendance à la bureaucratisation. C'est autant de gagné pour l'avenir [40]. »

Le danger de bureaucratisation de l'Etat ouvrier vietnamien ne disparaît pas pour autant automatiquement. Nous y reviendrons. D'autant plus que la guerre, par l'effort et le type de discipline qu'elle impose, ne favorise pas la *démocratisation politique jusqu'à l'échelon étatique national.* Mais ce qu'il importe de comprendre d'abord, c'est comment la *guerre révolutionnaire,* parce que populaire et de classe, facilite la réunion de *certains* des éléments fondamentaux de la lutte contre la bureaucratisation.

3. — *L'extension géographique de la révolution*

C'est peut-être un des aspects les plus importants de ces dernières années dans le Sud-Est asiatique. Déjà la fin de la résistance antifrançaise avait vu s'établir une alliance entre le Viet-Minh, le Front de libération du Laos (le *Neo Lao Issara*) et le Front de libération du Cambodge (*Nekhem Issarak Khmer*). C'est la coordination des armées vietnamiennes et laotiennes qui avait, notamment, permis Diem Bien Phu. Mais les Accords de Genève — qui dissocient le règlement des problèmes de ces trois pays et qui imposent le regroupement du Pathet Lao dans deux provinces du Nord du Laos — et la faiblesse du mouvement communiste cambodgien interdiront l'établissement d'Etats socialistes hors du Vietnam du Nord. Dès 1958-1959, la lutte armée reprend au Laos, tandis que survit jusqu'en 1970 le régime neutraliste de Sihanouk au Cambodge.

Par la poursuite de l'agression impérialiste au Vietnam et au Laos, les U.S.A. tentent de porter un coup d'arrêt à la révolution asiatique. Mais l'héroïque résistance du peuple vietnamien, au contraire, transforme la poursuite de la guerre en un puissant stimulant révolutionnaire. Mis en échec au Sud-Vietnam, les U.S.A. essayent alors de l'isoler en frappant le Nord (le « grand arrière »), en étendant l'effort de guerre au Laos (où passe la Piste Ho Chi Minh, principal axe de communication du Nord au Sud-Vietnam) et, finalement, en fomentant au Cambodge (dont les zones frontières servent de « zones de repos » aux maquisards du F.N.L.) un coup d'Etat destiné à faire définitivement basculer le régime dans le camp américain. Etendant la

40. Nguyen Xuan Lai, « L'Economie de la R.D.V. à l'épreuve de la guerre », *Etudes vietnamiennes,* n° 17, p. 124.

guerre impérialiste, les U.S.A. vont favoriser le développement de la résistance populaire.

Non seulement la R.D.V.N. ne baisse pas les bras, mais l'aide en matériel et en hommes ne cesse d'augmenter. Au Laos, pays le plus bombardé du monde, les forces du Pathet Lao (le *Neo Lao Haksat,* Front patriotique du Laos) pousseront des offensives du Nord au Sud du pays, notamment dans la plaine des Jarres et sur le plateau des Bolovens, qui élargissent considérablement la zone libérée. Enfin, le plus important peut-être, le renversement de Sihanouk aura comme effet le plus clair de faire basculer le pays dans la guerre et de ranger la population auprès des autres peuples indochinois : un an et demi après le coup d'Etat, le F.U.N.K. a libéré l'écrasante majorité du territoire alors que le nouveau régime fantoche de Phnom Penh va de crise en crise.

Cette extension de la lutte à toute l'Indochine a, pour le moins, deux implications décisives :

— Tout d'abord, elle a pour résultat immédiat un renforcement considérable du nouveau front révolutionnaire indochinois. Sur le plan politique — et sans que soit brisée la personnalité propre à chacun des mouvements nationaux —, on assiste à un renforcement de l'autorité et de l'envergure de la ligne « vietnamienne » dans la révolution asiatique, corrélativement à une coordination toujours plus poussée des mouvements révolutionnaires indochinois dont l'armature, partout, est constituée par les partis communistes). Sur le plan militaire, l'élargissement considérable du champ de manœuvre dont bénéficient les combattants indochinois est un des premiers moyens de riposte à la guerre aérienne imposée par les U.S.A. Et les armées fantoches se trouvent toujours plus confrontées à la contradiction dans laquelle les plonge la guerre du peuple : si elles concentrent des forces pour tenter de porter des coups décisifs aux forces révolutionnaires, elles perdent alors le contrôle du terrain; si elles tentent de le regagner, elles dispersent alors dangereusement leurs troupes qui deviennent d'autant plus vulnérables.

— Ensuite, l'élargissement de la guerre met en cause à moyen terme l'équilibre de tout le Sud-Est asiatique. Les révolutionnaires au Laos et au Cambodge portent la révolution aux portes de la Thaïlande. Les U.S.A. ont fait de ce pays leur principale base aérienne d'agression contre l'Indochine. Peu à peu, la Thaïlande s'est trouvée engagée dans la guerre. Or, de tous les pays du Sud-Est asiatique, c'est peut-être celui qui connaît le mouvement communiste le mieux implanté (hors l'Indochine évidem-

ment !). Des zones de guérilla qu'il tient au Nord-Est, il coordonne aussi la lutte des minorités Meos au nord du pays, et celle des musulmans malais à l'extrême sud. Par là, il entre en contact avec le Parti communiste malais. Si la Thaïlande a vécu, grâce aux dépenses de guerre américaines, une ère de prospérité économique, il semble bien que le retrait des troupes U.S. du Vietnam en marque la fin. Les guérillas s'étendent progressivement et l'attaque de l'immense base de B 52 d'Utapao par un commando du P.C.T. symbolise la solidarité croissante qui lie les révolutionnaires thaïlandais aux combattants indochinois.

La Thaïlande n'est probablement pas à la veille de la victoire révolutionnaire. Mais le processus est engagé et, s'il se poursuit, il peut être d'une importance considérable pour la révolution asiatique. La Thaïlande possède des frontières communes avec le Cambodge, le Laos, l'Inde, la Birmanie, la Malaisie. Derrière se profile l'Indonésie. Sur toutes ces frontières, des mouvements de « dissidence » — communistes, minorités ethniques — existent. Tant par son importance politique et stratégique pour l'impérialisme U.S. que par sa situation géographique, la Thaïlande est un pays clef. Par là peut s'opérer la jonction entre la révolution indochinoise et la révolution dans le sous-continent indien. C'est l'avenir de la révolution asiatique.

4. La nouvelle stature internationale et l'originalité programmatique du P. C. V.

A. — Entre les deux « grands frères »

Une victoire purement militaire des révolutionnaires indochinois est impossible. C'est notamment pourquoi leur stratégie a toujours été politico-militaire. Les peuples indochinois ne peuvent détruire les arrières de l'impérialisme U.S. par voie de débarquement militaire, bombardements, etc. C'est en assurant des conditions politiques favorables que les victoires militaires peuvent permettre de gagner la guerre. Et ces conditions politiques ne sont pas seulement nationales. Dien Bien Phu n'aurait pas suffi à jeter les Français à la mer, les soulèvements urbains n'étaient même pas encore enclenchés. Mais en France, le gouvernement n'aurait pu augmenter l'effort de guerre sans se faire renverser. Si l'offensive du Têt 1968 a imposé un recul à l'impérialisme américain, ce n'est pas seulement grâce à ses résultats militaires (destruction d'une grande partie du matériel aérien U.S., etc.) ou à l'affaiblissement du régime saïgonnais consécutif, mais aussi parce que le régime U.S. se trouvait menacé par le pourrissement du corps expéditionnaire U.S., devenu inefficace (il refusera de combattre...) et dangereux (il « importera » la guerre aux U.S.A.), par le développement du mouvement anti-guerre américain et par l'isolement croissant sur le plan international. Si les forces franco-anglaises et chinoises ont pu si facilement reprendre pied au Vietnam en 1945, c'est aussi grâce à la situation internationale créée par la politique de la bureaucratie soviétique à Yalta et Potsdam. La seconde guerre d'Indochine fut largement enfantée par la politique de « coexistence

pacifique » des Etats ouvriers bureaucratisés. Si les U.S.A. ont pu bombarder pendant trois ans la R.D.V.N., Etat membre du « camp socialiste », c'est parce que les « puissances sœurs » n'ont pas voulu prendre le risque de s'y opposer de front. Et parce que le mouvement anti-guerre aux U.S.A. en était seulement à ses premiers balbutiements.

Pour vaincre, les révolutionnaires indochinois doivent détruire les arrières de l'ennemi. Mais politiquement. Pour cela, plus que toute autre, la révolution vietnamienne réclame la solidarité internationale active. Or, dans sa recherche, le P.C.V. s'est heurté à la réalité du « camp socialiste » et du « mouvement communiste » officiel. Un mouvement de la paix asthmatique à la traîne de l'action engagée par les nouvelles formations d'extrême-gauche en 1966-1968; de « puissants pays frères » qui acceptent de voir le Nord-Vietnam, pays membre du « camp socialiste », bombardé sans relâche de 1965 à 1968 par l'aviation U.S. Les Vietnamiens sont très conscients de la complexité de la situation. Il leur faut démultiplier leurs relations extérieures pour tenter d'éviter toute dépendance trop contraignante; jouer de la concurrence U.R.S.S.-Chine pour élargir l'aide tout en cherchant à préserver à tout prix une unité minimale du « camp socialiste » en vue de faire front à l'entreprise américaine; s'appuyer sur l'extrême-gauche révolutionnaire pour forcer à l'action le mouvement communiste officiel, tout en ne s'en coupant pas; démultiplier les mouvements de solidarité de par le monde pour isoler au maximum le gouvernement U.S. et favoriser le développement du mouvement anti-guerre aux U.S.A. mêmes.

Là encore, la direction vietnamienne a probablement appréhendé les implications de cette situation d'abord empiriquement. Mais l'expérience que, dès l'origine, les communistes vietnamiens ont de l'importance décisive et des difficultés pour obtenir une aide internationale permet de comprendre le sens de l'une des maximes les plus insistantes de la stratégie de la guerre révolutionnaire : « Compter *principalement* sur ses propres forces. » Il ne s'agit ni de l'affirmation banale selon laquelle la révolution ne s'importe pas par Armée rouge soviétique interposée, ni d'une sous-estimation du rôle des facteurs internationaux dont les communistes vietnamiens ne manquent jamais de souligner le poids. Symptomatique est la façon dont Giap formule le problème :

« 6. *S'appuyer essentiellement sur ses propres forces tout en cherchant de son mieux à gagner l'aide internationale.* [...]

« Les causes du triomphe de la guerre révolutionnaire dans notre pays sont essentiellement d'ordre intérieur : la ligne juste

du parti, les sacrifices de nos forces armées et de notre peuple sur le champ de bataille, les capacités politiques, morales et matérielles de notre nation, tous ces facteurs que sont le moral des hommes, le terrain et le climat du pays, dans une guerre nationale qui se déroule sur notre propre sol.

« Aussi, assumant pleinement ses responsabilités politiques quant aux destinées de la nation et en cherchant à " nous appuyer principalement sur nos propres forces ", notre parti a appliqué de façon créatrice le marxisme-léninisme aux conditions de notre pays, *a défini de façon juste et indépendante sa ligne générale et sa ligne militaire* [Je souligne. P.R.], a mobilisé, organisé toutes les forces de notre peuple et de notre pays en vue de remporter la victoire. *Le peuple vietnamien doit se dresser et mener lui-même la résistance pour conquérir l'indépendance nationale et la liberté, sans espérer que quelqu'un d'autre le fasse pour lui.* (Souligné par l'auteur) [...].

« En même temps, ces grandes victoires sont inséparables du soutien et de l'aide que nous apportent les peuples révolutionnaires du monde. Le mouvement révolutionnaire mondial a créé des conditions objectives très favorables à la révolution vietnamienne [...]

« L'aide internationale doit toujours *être rendue plus efficace par les efforts de notre peuple et de notre parti* dans les conditions concrètes de notre pays [Je souligne. P.R.]. Aussi bien, tout en attachant une grande importance à cette aide, avons-nous allié ces deux facteurs pour mener notre lutte jusqu'à la victoire [1]. »

« Compter sur ses propres forces. » 1940, 1945, 1959, les Vietnamiens savent depuis longtemps qu'ils ont toujours dû prendre la responsabilité de la lutte, isolés. Le soutien n'est venu que plus tard. « Compter sur ses propres forces et chercher de son mieux à gagner l'aide internationale », c'est le reflet de l'absence d'une Internationale révolutionnaire susceptible de promouvoir un véritable internationalisme prolétarien et dont il ne serait pas besoin de forcer la main pour obtenir son soutien. « Compter sur ses propres forces », ce n'est pas une théorie de « l'autarcie » [2].

---

1. V.N. Giap, *La Guerre de libération nationale au Vietnam*, Hanoï, 1970, p. 103 à 105.

2. Cette idée-force du communisme vietnamien est une nouvelle fois réaffirmée lors de l'annonce du voyage de Nixon à Pékin : « Maître de sa destinée, maître de sa ligne politique, s'appuyant essentiellement sur ses propres forces *tout en s'efforçant de gagner l'aide des pays socialistes frères* (Souligné par l'auteur), l'approbation et le soutien des peuples du monde, des progressistes américains compris, le peuple vietnamien est déterminé à mettre à profit sa position victorieuse [...]. » Déclaration du ministère des Affaires étrangères de

Bien sûr *L'Humanité* peut remplir un numéro entier de son journal de citations de textes et déclarations vietnamiennes remerciant l'Union soviétique pour son aide conséquente. Bien sûr *Pékin Information* pourrait faire de même en ce qui concerne la République populaire de Chine. Mais cela n'épuise pas le problème, et ils le savent bien, eux qui s'accusent l'un l'autre de tiédeur ou de trahison à l'égard de la révolution vietnamienne, malgré l'avalanche de citations. *Jamais les Vietnamiens n'ont mis en cause l'une ou l'autre des grandes puissances « socialistes » de façon explicite. Mais il leur est arrivé plusieurs fois de le faire de façon explicitement implicite...* Il est impossible de connaître l'analyse fondamentale faite à Hanoï et de l'évolution de l'U.R.S.S. et de la Chine après la prise du pouvoir. Les communistes vietnamiens gardent ces débats-là pour eux-mêmes. Mais une chose est certaine : à travers tous les débats sino-soviétiques — et avant eux —, le P.C.V. a jalousement affirmé et défendu l'indépendance de sa pratique et de son orientation.

a) *Par rapport à l'U.R.S.S.,* nous avons vu comment la *pratique* du P.C.V. s'est plusieurs fois ouvertement opposée à la politique internationale de la bureaucratie soviétique et notamment en 1945, quand l'U.R.S.S. avait accepté l'intégration du Vietnam au camp occidental (rappelons qu'en conséquence elle ne reconnut la R.D.V. qu'en 1950, quand elle y fut obligée par la Chine), en 1959-1960, quand la reprise de la lutte était en parfaite contradiction avec la politique de coexistence pacifique du Kremlin, et aujourd'hui, quand le P.C.V. accentue la coordination entre les trois peuples indochinois à l'heure où Moscou maintient une importante ambassade dans le Phnom Penh de Lon Nol et refuse de reconnaître le G.R.U.N.K. L'U.R.S.S. va jusqu'à reconnaître à l'UNESCO, en octobre 1972, le régime de Lon Nol comme représentant légal du peuple cambodgien, et votera contre la représentation du G.R.U.N.K. On apprendra même qu'une compagnie d'assurances soviétique garantit financièrement le transport, sur le Mékong, de Saïgon à Phnom Penh, des péniches chargées d'un armement militaire américain destiné à Lon Nol !

Sur le plan théorique, sans jamais évidemment accuser nominalement les partis staliniens, le P.C.V. s'est opposé très clairement à ce qui fait l'essence de leur politique. Un exemple qui concerne les voies de passage au socialisme : le Parti des travailleurs du Vietnam a signé les déclarations des partis communistes

la R.D.V.N. à l'occasion de l'anniversaire des Accords de Genève de 1954 sur le Vietnam, Hanoï, le 21 juillet 1971. *Document F.S.I.*, n° 1 (« Autour du voyage à Pékin »), p. 14.

de 1957 et 1960 à Moscou. Ce qui ne l'empêche pas de donner une interprétation toute particulière à leur contenu. Truong Chinh [3], dans un chapitre spécialement consacré au rôle de la violence dans l'histoire, aborde ainsi le problème :

« Un critère fondamental pour distinguer les marxistes-léninistes des opportunistes de toutes couleurs est la question *de l'emploi ou du non-emploi de la violence révolutionnaire des masses pour mettre en pièces l'appareil d'Etat des classes exploiteuses* (*bourgeois, propriétaires fonciers*) *et fonder l'Etat de la dictature du prolétariat* [souligné par Truong Chinh].

« Les déclarations des deux conférences des représentants des partis communistes et ouvriers à Moscou en 1957 et 1960 parlent également des deux possibilités de passage, pacifique et non pacifique, au socialisme. Notre Parti approuve ce point de vue, mais en même temps, il souligne qu'à l'heure actuelle, dans de nombreux pays capitalistes, les capitalistes monopoleurs d'Etat se sont engagés dans la voie de la militarisation et de la fascisation, à des degrés divers, et ont recours à la violence la plus cynique pour réprimer la classe ouvrière et le peuple travailleur. C'est pourquoi il importe d'affirmer que le recours à la violence révolutionnaire pour briser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et instituer l'Etat de la dictature du prolétariat *constitue une loi universelle pour la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière des pays capitalistes dans la conjoncture actuelle* (Souligné par l'auteur). La possibilité de passage pacifique au socialisme est très précieuse, mais très rare. Aussi, en dirigeant la révolution, les communistes doivent-ils se préparer aux deux possibilités de passage, non pacifique et pacifique, mais " essentiellement à la possibilité de passage non pacifique "; il faut absolument se garder de toute illusion d'un passage pacifique facile. »

Voilà pour les P.C. des pays capitalistes développés ! Et pour ceux des pays coloniaux et semi-coloniaux :

« Notre parti suit-il une politique intermédiaire entre la ligne de la lutte armée et celle du passage pacifique ? Nullement. [...] Nous estimons que dans les conditions de la domination impérialiste et militariste, suivre la ligne de passage pacifique pour prendre le pouvoir, c'est une illusion réformiste. »

Les Vietnamiens ont même été amenés à s'opposer ouvertement à une opération de prestige et une manœuvre diplomatique de la bureaucratie soviétique. 1967 : les bombardements ne

3. TRUONG CHINH, *Sur la voie tracée par K. Marx*, Hanoï, 1969, les passages cités se trouvent p. 57-58 et p. 65. Les citations que fait Truong Chinh sont tirées de la Résolution du V[e] Plénum du C.C. du P.T.V. (1963).

cessent d'augmenter sur le Nord-Vietnam dont l'U.R.S.S. s'est refusée à faire une « partie inviolable du camp socialiste » en s'opposant avec tous ses moyens, dès 1965, à l'escalade U.S. 1967 : le Présidium suprême de l'U.R.S.S. décerne l'Ordre de Lénine au président Ho Chi Minh. Et Ho Chi Minh refuse de recevoir cette distinction (la plus haute en U.R.S.S.), infligeant par là un terrible camouflet au « Parti frère ». Son message de refus en indique clairement la raison. Aucune décoration ne peut remplacer l'aide manquante. Il paraîtra en première page du *Courrier du Vietnam* :

Hanoï le 6 novembre 1967.

Message du Président Ho Chi Minh au comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

« Chers camarades,

« Je suis profondément touché en apprenant que vous avez décidé de me décerner l'Ordre de Lénine et vous en remercie infiniment.

« Permettez-moi de vous exprimer mon avis à ce sujet :

« En ce moment, les Américains intensifient leur guerre d'agression contre notre patrie. Des crimes d'une sauvagerie inouïe sont actuellement perpétrés contre des dizaines de milliers de nos compatriotes, dans le Sud comme dans le Nord de notre pays.

« Toutes nos forces armées et tout notre peuple doivent actuellement verser leur sang pour combattre les Américains et sauver notre nation.

« Alors que pour ma part j'ai l'honneur particulièrement grand de recevoir l'Ordre de Lénine, mon cœur ne peut s'y résoudre. Tout en vous remerciant de tout cœur, je vous prie pour cette raison de remettre à plus tard la remise de cette suprême et précieuse distinction. Quand notre peuple aura chassé les impérialistes américains agresseurs et libéré complètement tout le territoire du Vietnam, je recevrai, en tant que représentant de tous mes compatriotes, avec joie et gratitude, l'Ordre qui porte le nom du Grand Lénine.

« Je vous envoie mon salut communiste.

Ho Chi Minh [4]. »

---

4. *Le Courrier du Vietnam*, n° 138, 4e année, 20 novembre 1967.

b) *Pour la Chine,* 1er juillet 1971 : l'impérialisme U.S. se trouve dans une impasse profonde en Indochine. Il vient d'essuyer une très dure défaite militaire au Cambodge et au Laos. La situation politique à Saïgon se dégrade de plus en plus et les élections de la fin de 1971 promettent d'apparaître plus ouvertement que jamais comme une élection « bidon » manipulée par les U.S.A. Sur le plan diplomatique, les propositions en 7 points du G.R.P. mettent le gouvernement Nixon dans une situation impossible, tant sur le plan intérieur qu'international, en lui ôtant le prétexte de la guerre : le problème des prisonniers U.S. Depuis leur publication, toute la presse internationale ne fait que poser une question : quand les U.S.A. vont-ils répondre ? Sur le plan intérieur tout va mal : le mouvement anti-guerre a marqué d'importants points lors des mobilisations monstres d'avril 1971, le mouvement ouvrier renâcle face aux mesures d'austérité économiques, les élections présidentielles de la fin de 1972 s'annoncent sous leur plus mauvais jour.

18 juillet 1971 : Washington et Pékin l'annoncent, Nixon se rendra très bientôt en Chine. Et si l'impasse militaire et politique en Indochine même reste la même, le monde ne parle plus que de la nouvelle diplomatie américaine et des promesses de paix dont elle est grosse. Le mouvement anti-guerre aux U.S.A. amorce de façon précoce, à l'approche des élections, sa démobilisation. La position politique de Nixon se trouve brusquement consolidée, le plan en 7 points du G.R.P. oublié. Attaquant l'impérialisme U.S. sur le triple plan militaire, politique et diplomatique, les révolutionnaires indochinois avaient placé Nixon dans une impasse dont la seule voie de sortie devait être la désescalade. La manœuvre diplomatique de Nixon va lui permettre d'en sortir. Bien entendu, le changement d'attitude du gouvernement U.S. a d'autres cause plus profondes (la recherche d'une coexistence pacifique à trois, l'ouverture du marché chinois, etc.). Mais le moment choisi pour l'annonce publique des discussions et du voyage est directement lié à la volonté d'échapper — momentanément — au bourbier indochinois.

Les communistes vietnamiens ne s'y sont pas trompés et ont violemment réagi dans deux éditoriaux des 19 et 20 juillet du *Nhan Dan,* journal du Parti des Travailleurs. Ce n'est pas la première fois que le P.T.V. s'oppose à la politique internationale chinoise. Mais cette opposition, depuis l'annonce du voyage de Nixon à Pékin, est particulièrement claire. Les textes publiés depuis le 18 juillet 1971 mettent en lumière la place spécifique du Parti communiste vietnamien dans le « mouvement communiste » mondial.

Qui veut définir une politique révolutionnaire à l'égard de l'impérialisme américain, doit, rappellent les Vietnamiens, analyser la politique du gouvernement américain comme une *stratégie mondiale* contre-révolutionnaire :

« Les Etats-Unis cherchent à régler avec d'autres pays les problèmes internationaux sans tenir compte des intérêts et des aspirations des peuples du tiers-monde. Cette nouvelle stratégie, baptisée " doctrine Nixon ", joue sur l'équilibre des forces entre les Grands et sur la division au sein des pays socialistes pour en faire un bouclier, afin d'avoir les mains libres et d'entraver par la violence les mouvements de libération nationale. »

L'organe du parti des travailleurs ajoute que « les tendances malsaines » retardent les mouvements de libération. « Ceux qui sont fidèles au marxisme-léninisme constatent la faillite et l'échec de ces tendances opportunistes. [...] Pour un pays socialiste, préserver la paix ne peut pas être dissocié de l'aide aux mouvements d'indépendance. Se préoccuper des intérêts immédiats porte non seulement préjudice aux mouvements révolutionnaires, mais apportera en fin de compte au pays qui agit ainsi des pertes incalculables et l'amènera jusqu'à la renonciation à ses nobles obligations internationales [5]. »

« Pour parler brièvement, la " Doctrine Nixon " est une stratégie planétaire contre-révolutionnaire des impérialistes U.S. qui repose sur les forces militaires et le matériel de guerre U.S., qui vise à réaliser une alliance de forces contre révolutionnaires dans diverses régions du globe, à diviser les pays socialistes, à entraîner telle ou telle partie à s'opposer à telle autre, afin de combattre le mouvement de libération nationale, de provoquer une évolution pacifique contre-révolutionnaire dans les pays socialistes.

« La " Doctrine Nixon " appliquée en Asie consiste à rassembler les forces contre-révolutionnaires dans cette région à prendre comme noyau le militarisme japonais pour former une alliance régionale et diriger le fer de lance sur les pays socialistes et le mouvement de libération des peuples. Le secteur clé de l'expérimentation de cette doctrine, son premier banc d'essai, ce sont le Sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge. La politique de Nixon vise encore à réaliser un compromis entre les grandes puissances pour obliger les petits pays à accepter leur arrangement [6]. »

« Quand Nixon parle de coexistence pacifique, du désir de faire tomber les murailles qui séparent les peuples, il n'a pas

5. Cité dans *Le Monde*, 19 août 1972.
6. Editorial du *Nhan Dan*, 19 juillet 1971, *Document F.S.I.*, nº 1, p. 4.

d'autre but que de pénétrer, de s'infiltrer dans le camp socialiste, de le saboter, et de le diviser. Nixon engage une politique de compromis en certains points du monde pour concentrer ses efforts impérialistes, pour attaquer en d'autres points. Tout cela aboutit à semer la confusion dans la pensée des masses révolutionnaires et dans les pays socialistes [7]. »

En conséquence, *l'ennemi principal* doit être clairement désigné comme étant *l'impérialisme U.S.* (et non, comme pour la Chine, l'U.R.S.S...). L'élaboration d'une orientation doit être dans sa méthode *internationaliste.*

Chien Thang, commentateur du *Journal de l'armée populaire,* résumait ainsi la situation en août dernier : « L'impérialisme américain est le principal ennemi, le plus dangereux ennemi des peuples du monde entier. [...] On ne peut désigner avec précision le principal ennemi de l'humanité qu'en partant du point de vue radicalement révolutionanire de la classe ouvrière et en alliant correctement les intérêts nationaux aux intérêts internationaux. C'est seulement ainsi que les communistes peuvent adopter une stratégie et des tactiques justes, faire triompher la révolution dans leur pays et contribuer dignement à la cause révolutionnaire des peuples du monde [8]. »

C'est donc pour un front unique mondial en défense de la révolution indochinoise qu'il faut lutter, mot d'ordre que les courants maoïstes ont toujours refusé d'avancer :

« Le *Nhan Dan,* quotidien du parti des travailleurs nord-vietnamiens, a publié jeudi 2 mars, à l'occasion du cinquante-troisième anniversaire de la fondation de la Troisième Internationale, un long éditorial qui souligne que " les communistes fidèles au marxisme-léninisme sont ceux qui en tous lieux et en toutes circonstances déploient tous leurs efforts pour renforcer l'unité du camp socialiste afin de vaincre l'impérialisme et d'accélérer la marche de l'humanité vers le socialisme ".

« Après avoir réaffirmé que " la nature agressive contre-révolutionnaire de l'impérialisme américaine ne change pas " et qu'il faut " rassembler toutes les forces révolutionnaires et progressistes en un front mondial dirigé contre l'agresseur américain pour l'indépendance, la paix et le progrès des peuples ", le quotidien de Hanoï conclut : " En brisant la doctrine Nixon, nous

7. Cité dans *Le Monde,* 23-24 avril 1972.
8. Cité par DECORNOY, *Le Monde,* du 22 février 1972, p. 3.

accomplissons à la fois notre devoir de Vietnamiens et une obligation internationale " [9]. »

Les textes de cette époque, sans jamais citer l'U.R.S.S. et la Chine pour les mettre directement en cause, soulignent néanmoins précisément que les « petites nations » doivent se défendre des pressions des pays impérialistes *et des « grandes nations »*, tel cet éditorial du *Nhan Dan* :

« L'alliance des peuples et des forces révolutionnaires dans le monde est une force grandiose et invincible, le temps où les impérialistes dictent leur volonté aux autres est déjà entièrement révolu, le temps où les grandes nations peuvent intimider les petites a pris fin définitivement [10]. »

Cette période, qui s'ouvre avec l'annonce du voyage de Nixon à Pékin est particulièrement riche en déclarations qui montrent combien les dirigeants vietnamiens sont conscients de l'originalité de leur orientation et de l'importance de leur indépendance stratégique. Le *Nhan Dan* termine son éditorial du 19 juillet 71 en glorifiant la ligne *indépendante* et *souveraine* du Parti des travailleurs du Vietnam, « parti marxiste-léniniste *radicalement* révolutionnaire » (je souligne car ce « radicalement » implique qu'il n'en est pas forcément de même avec d'autres P.C. !) [11]. Nguyen Duy Trinh (ministre des Affaires étrangères de la R.D.V.N.) souligne dans *Hoc Tap* (la revue théorique du parti), en novembre 1971, que « dans le travail diplomatique et dans les activités internationales, nous devons tenir encore plus haut le drapeau de l'indépendance [12] ». *Le Monde* relate que le mercredi 3 mai, « le vainqueur » — pseudonyme d'une très haute personnalité militaire de Hanoï, peut-être Giap lui-même — a publié une étude. Il écrit notamment : « Nous avons l'initiative parce que nous avons un corps de bataille puissant et une force de réserve abondante qui prend sa source dans l'énorme potentiel de la nation [...]. *Nous avons aussi l'initiative complète parce que, et c'est important, nous avons une ligne de conduite indépendante* [13] (Souligné par l'auteur). »

Cette politique a porté ses fruits. Genève 1954 : les communistes vietnamiens sont « épaulés » par les deux « grands frères » du camp socialiste. La négociation sera essentiellement un accord

9. *Le Monde*, 3 mars 1972.
10. Editorial du *Nhan Dan*, 19 juillet 1971, *Document F.S.I.*, n° 1.
11. *Idem*, p. 6.
12. Cité par Decornoy, *op. cit.*,
13. *Le Monde*, 4 mai 1972.

de grandes puissances — dont on connaît les résultats. Aujourd'hui, à Paris ce sont les protagonistes directs du conflit qui se font face. Et les Vietnamiens sont reconnus majeurs et responsables. Voilà pourquoi les dirigeants vietnamiens tiennent tant à préserver la nature de cette conférence malgré ses carences majeures. Voilà pourquoi ils ne veulent absolument pas la réédition de la conférence de Genève — même plus « ouverte » —, perspective qu'ils ont maintes fois dénoncée.

Mais l'opposition entre Vietnamiens, Chinois et Soviétiques ne fait-elle que refléter trois points de vue « nationaux », différents mais de nature analogue ? Un « vietnamo-centrisme » dénonce-t-il le « sino-centrisme » de Pékin et le stalinisme de Moscou ? Les communistes vietnamiens ont sans doute déjà pris des positions dont l'objet est avant tout la préservation des intérêts immédiats de leur combat propre, tel le maintien de bons rapports avec le Sri Janka (Ceylan) de Bandaranaïke après que la répression se soit abattue sur les révolutionnaires du J.V.P. Mais la place internationale privilégiée de la révolution indochinoise *rapproche* objectivement ses intérêts immédiats d'avec ceux de la révolution mondiale, même s'ils ne sont pas pour autant nécessairement identiques en tout instant, en tout lieu. Au contraire, les phénomènes de bureaucratisation engagés en U.R.S.S. et en Chine font que les intérêts des castes dirigeantes de ces pays *divergent* toujours plus de ceux de la révolution mondiale et suscitent une politique internationale contre-révolutionnaire. Les communistes vietnamiens sont d'ailleurs conscients de cette place privilégiée qu'occupe leur révolution :

« Pour les forces révolutionnaires, le Vietnam est le point de convergence des trois " torrents révolutionnaires " de notre époque : la lutte pour la défense et l'édification du socialisme dans les pays socialistes; celle pour la conquête et la défense de l'indépendance nationale des peuples coloniaux et dépendants; et celle pour la démocratie, le progrès social et la paix dans les pays capitalistes développés. Il n'est pas exagéré de dire que *la résistance vietnamienne a joué le rôle d'abcès de fixation, créant des conditions favorables au développement des luttes révolutionnaires dans les autres pays* [14] (Souligné par l'auteur). »

Cette compréhension ne date pas d'aujourd'hui (voir p. 122). Mais elle semble s'approfondir toujours plus. Il n'est pas indifférent que Giap souligne, dans ce texte, le rôle de la révolution

14. V.N. GIAP, article paru en décembre 1971 dans le *Journal de l'armée*, cité par DECORNOY, *op. cit.*

vietnamienne dans « l'édification du socialisme dans les pays socialistes ». De même, il est important de souligner que les Vietnamiens comprennent leur rôle international non seulement en ce qu'il favorise l'émergence de conditions « objectives » favorables au développement de la révolution mondiale mais aussi en ce qu'il permet d'*éduquer* une nouvelle génération révolutionnaire. Les propos tenus à Chesnaux par un responsable du F.N.L. qui entretenait une correspondance avec un petit groupe de pacifistes protestants canadiens sont à ce titre particulièrement significatifs : « Par ces relations, déclarait-t-il, non seulement nous aidons à ce que se développe le mouvement mondial de solidarité avec le Vietnam, mais nous aidons à ce que *se développe au Canada les forces progressistes;* nous accomplissons non seulement notre devoir de patriote vietnamien, mais *notre devoir d'internationaliste* [15] [Je souligne. P.R.]. »

Les révolutionnaires vietnamiens sont confrontés directement à la stratégie internationale de l'impérialisme. Pour vaincre, ils ont dû la comprendre (trois numéros d'*Etudes vietnamiennes,* dont deux sont déjà publiés, lui sont d'ailleurs spécialement destinés) et, en contrepartie, faire jouer toutes les forces internationales qu'ils étaient capables de mettre en mouvement. Grâce à cela, ils ont acquis un « point de vue global » de la situation internationale qui, bien qu'encore imparfait (nous reviendrons plus loin sur la question essentielle du stalinisme), dépasse de beaucoup ceux auxquels sont parvenues les autres directions révolutionnaires issues du mouvement stalinien ou de la révolution coloniale.

B. — Le communisme vietnamien et la révolution permanente

On pourrait définir ainsi les cinq implications essentielles de la théorie de la révolution permanente en ce qui concerne les pays coloniaux et semi-coloniaux :

« 1. — La bourgeoisie y est incapable d'apporter une solution véritable et complète aux tâches démocratiques bourgeoises et de libération nationale.

« 2. — En conséquence, seule la dictature du prolétariat qui prend la tête de la nation opprimée et avant tout de ses masses paysannes, peut le faire.

« 3. — L'importance des questions agraire et nationale assigne

15. Voir J. Chesnaux, *Le Vietnam,* Maspero, 1968, p. 88.

à la paysannerie, qui constitue en général la majorité de la population des pays arriérés, un rôle extrêmement important.

« 4. — Cette alliance, décisive, du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste.

« 5. — La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente [16]. »

Le fondement général de ces éléments tient dans la nature même du capitalisme à l'âge de l'impérialisme.

« Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste [17]. »

Corrélativement, pour vaincre définitivement, la révolution prolétarienne doit s'internationaliser et le socialisme se trouve être dans l'impossibilité de se développer pleinement dans les étroites limites d'une nation.

Dans un discours prononcé à l'occasion du cinquantenaire de la Révolution d'Octobre, Le Duan, secrétaire du P.T.V. décrit la nature de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Notons que dans ce texte il ne s'arrête pas au seul Vietnam, mais parle pour l'ensemble du monde « sous-développé » :

« Depuis la Révolution d'Octobre, et plus particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la caractéristique principale du mouvement de libération nationale est la prise de conscience politique des ouvriers et des paysans qui jouent un rôle chaque jour plus décisif, tandis que la bourgeoisie nationale, bien qu'animée à un certain point par des tendances anti-impérialistes, adopte en général une attitude irrésolue, réformiste. En outre, les forces de libération nationales peuvent aujourd'hui s'appuyer solidement sur le camp socialiste. Tous ces facteurs nouveaux font que le mouvement de libération nationale se développe non seulement sur une grande échelle, mais gagne en profondeur, acquérant un contenu nouveau. La révolution de libération nationale, bien que nationale et démocratique dans son contenu, ne rentre plus dans le cadre de la révolution bourgeoise, mais devient partie intégrante de la révolution prolétarienne

16. Voir J. Valier, « Impérialisme et révolution permanente », *Critiques de l'économie politique*, nº 4-5.
17. L. Trotsky, *La Révolution permanente*, dans *De la Révolution*, éditions de Minuit, 1963, p. 366, Thèse 11.

rienne et de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale. Cette thèse célèbre de Lénine garde non seulement toute sa valeur, mais est confirmée plus nettement encore de nos jours, par la pratique révolutionnaire. En conséquence, la force d'offensive du mouvement de libération nationale est de plus en plus puissante, son rôle de plus en plus grand, elle menace gravement les arrières de l'impérialisme, créant les conditions pour propager la révolution socialiste à l'échelle du monde entier. [...]

« Aujourd'hui, toute une série d'anciennes colonies ont conquis leur indépendance à des degrés divers. Devant ces nations s'ouvrent seulement deux voies : ou celle du développement capitaliste, ou la marche vers le socialisme en brûlant l'étape du développement capitaliste. La tendance générale de notre époque, comme la situation intérieure de ces pays, ne leur permet pas de refaire le chemin historique de développement capitaliste indépendant pour ensuite s'engager dans l'ornière impérialiste, à l'image des pays d'Occident. S'ils suivent cette voie, ils tombent en fin de compte sous le joug néocolonialiste des pays impérialistes [18]. »

Dans un autre texte, il analyse en détail la situation réciproque de la bourgeoisie et du prolétariat face à la révolution démocratique :

« [Notre victoire] est due avant tout à la différence du prolétariat et de la bourgeoisie au Vietnam, mais le facteur subjectif décisif en est la lutte des marxistes vietnamiens et du parti marxiste-léniniste vietnamien lui-même. Après la Première Guerre mondiale, avec leur politique de mise en exploitation de l'Indochine, les colonialistes Français ont mis l'économie des pays indochinois sous la dépendance complète de l'économie française. La situation économique du Vietnam ne permettait alors que la naissance d'une bourgeoisie économiquement faible et, sur le plan politique, réformiste et conciliatrice à l'égard de l'impérialisme. C'est pourquoi la bourgeoisie vietnamienne ne pouvait pas diriger la révolution nationale démocratique [...]. Par contre le prolétariat, né avant la bourgeoisie — car il était le produit de l'impérialisme français —, est monté sur la scène politique avant la bourgeoisie vietnamienne. Dès son apparition et malgré ses effectifs restreints, le prolétariat Vietnamien était animé d'un esprit révolutionnaire extrêmement élevé, car sa position est liée à l'économie la plus avancée, et il se trouvait

18. Le Duan, *En avant sous le glorieux drapeau de la Révolution d'Octobre*, Hanoï, 1970, p. 25-26.

exploité et opprimé sous le triple joug de l'impérialisme, de la féodalité et de la bourgeoisie locale. Dans le cours de la révolution, seul le prolétariat était capable de mettre en avant le mot d'ordre " Indépendance nationale et la terre à ceux qui la travaillent ", attirant ainsi fortement autour de lui les grandes masses paysannes. De plus, lui-même venait de sortir de la paysannerie, avec laquelle il sympathisait profondément et gardait des attaches multiples et variées, ce qui lui permettait de s'allier avec elle de la manière la plus aisée. D'un autre côté, le prolétariat vietnamien était uni sur le plan national, alors que la bourgeoisie était divisée et dispersée en raison de la politique de domination administrative des colonialistes français. Enfin, le prolétariat vietnamien est monté sur la scène politique au moment où la victoire de la Révolution russe d'Octobre avait ouvert une époque nouvelle; [...] au moment où en Chine, pays voisin du Vietnam, le prolétariat portait bien haut le drapeau de la révolution nationale démocratique, alors que la bourgeoisie était entrée dans la voie de la capitulation devant l'impérialisme et de la trahison envers la révolution [1927]. Une telle situation sur le plan national et international a créé pour le prolétariat vietnamien une position prépondérante et l'a aidé à s'armer d'une théorie révolutionnaire d'avant-garde. Aussi est-il devenu effectivement le détachement d'avant-garde possédant pleinement la capacité de diriger et de mener à la victoire l'œuvre révolutionnaire de la classe et de la nation [19]. »

Ces analyses ne sont pas le seul fait de Le Duan. Nous reviendrons bientôt sur les divergences qui semblent se manifester actuellement dans les analyses des dirigeants vietnamiens et — ultérieurement — sur les limites actuelles du P.T.V. Mais les thèmes : « brûler l'étape de développement capitaliste », « l'alliance des ouvriers et des paysans, base du front national », « rôle dirigeant du prolétariat », « direction du parti dans la révolution, premier facteur de la victoire » sont communs à tous les écrits des principaux dirigeants du P.C.V. *La direction vietnamienne dans son ensemble a assimilé les implications décisives de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux.*

Ceci dit, nous allons voir que, s'il y a accord général sur les données stratégiques de la révolution vietnamienne, des divergences existent en ce qui concerne la tactique à promouvoir à l'égard de certaines classes sociales et notamment de la bour-

19. Le Duan, *Sur quelques problèmes internationaux actuels*, Hanoï, 1964, p. 70.

geoisie. Mais avant d'y arriver, voici deux citations de Truong Chinh qui adopte une formulation parmi les plus « stalino-maoïste » et qui montre le caractère *limité* du débat et l'accord *fondamental* qui règne au sein de la direction vietnamienne.

« Plus le front national uni anti-impérialiste était large, mieux c'était pour la révolution. Mais l'essentiel était que le front *fût basé sur l'alliance solide des ouvriers et des paysans et placé sous la ferme direction de notre parti.* »

« La classe ouvrière doit tenir fermement en main la direction de la révolution nationale démocratique populaire, elle ne peut la partager avec aucune autre classe, encore moins la laisser tomber entre les mains de la bourgeoisie nationale [20]. »

C. — Le problème de la bourgeoisie nationale et la pratique du front unique

1. — *La place de la bourgeoisie nationale dans la révolution coloniale*

Si tous les dirigeants vietnamiens sont d'accord pour reconnaître que la *base* du front national est l'alliance des ouvriers et des paysans et que le *rôle dirigeant* dans cette alliance revient au prolétariat et à son parti, les analyses comportent de notables nuances en ce qui concerne la possibilité de la participation de la bourgeoisie nationale à ce front — comme élément « rallié » — en totalité, en partie ou par certains de ses éléments. La divergence d'analyse semble notamment exister entre deux des principaux théoriciens du parti : Truong Chinh qui fut secrétaire général du P.C. de 1941 à 1956 et Le Duan qui le devint en 1960. *Semble,* car il faut être fort prudent dans ce genre d'exégèse...

a) *Truong Chinh* présente des analyses plus « étapistes » que Le Duan, ou plutôt utilise beaucoup plus systématiquement la « conceptualisation » léguée par le stalinisme et prolongée par le maoïsme. En voici un exemple :

20. *Révolution nationale démocratique populaire :* c'est le nom donné par les communistes vietnamiens à la révolution démocratique bourgeoise à l'ère où « l'humanité est entrée dans une époque nouvelle, l'époque du passage du capitalisme au socialisme » et où elle débouche directement sur la révolution socialiste. Ces deux citations sont extraites de TRUONG CHINH, *op. cit.*, p. 44 et 46.

La première étape, nationale démocratique populaire de la révolution coloniale, comprend deux tâches : la tâche anti-impérialiste et la tâche anti-féodale. « Dans la société vietnamienne, qui renverse les impérialistes et les féodaux ? Ce sont les quatre classes du peuple : la classe ouvrière, la paysannerie, la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie nationale [21] [...]. » On reconnaît là les formules du « bloc des quatre classes » chères aux staliniens.

Précisant le rôle de chacun, il écrit que « la force dirigeante de la révolution est la classe ouvrière [...] les forces motrices sont la classe ouvrière, la paysannerie et la petite-bourgeoisie. La classe ouvrière et la paysannerie constituent les forces fondamentales de la révolution [...]. La petite-bourgeoisie est, de par sa nature, hésitante mais [...] elle est un allié sur qui la classe ouvrière peut compter. La bourgeoisie nationale vietnamienne est brimée sur le plan économique et opprimée sur le plan politique par les impérialistes et les féodaux, mais elle entretient aussi des relations économiques avec la classe des propriétaires fonciers féodaux et dans une certaine mesure avec l'impérialisme; bien plus, elle exploite la classe ouvrière et craint le développement du mouvement ouvrier, c'est pourquoi son attitude est double et hésitante. Néanmoins elle est l'alliée de la révolution nationale démocratique populaire, à la différence de la bourgeoisie compradore qui est toujours un objet visé par la révolution dans notre pays [22]. »

Tout ceci n'est pas très convaincant. Truong Chinh n'explique en effet pas comment la « bourgeoisie nationale » n'accepte de se lier au mouvement de masse anti-impérialiste que dans la mesure où elle peut l'utiliser dans le strict but d'imposer ainsi à la bourgeoisie impérialiste des *concessions*. C'est-à-dire dans la mesure où elle peut garder le contrôle de ce mouvement de façon à éviter qu'il pose le problème de la *rupture* avec l'impérialisme, donc avec le marché capitaliste mondial, et qu'ainsi il pose en termes concrets le problème de la nécessité de sa transcroissance socialiste. Il n'y a d'« indépendance véritable » que dans le socialisme. La bourgeoisie nationale des pays coloniaux a elle aussi compris cette leçon fondamentale de la révolution coloniale. *C'est pourquoi elle a plus peur d'un mouvement de masse dont elle n'a pas le contrôle que de la domination impérialiste.* Au Vietnam même, c'est dès la montée révolutionnaire de 1930 que la bourgeoisie est passée dans le camp de la répression. L'existence même d'un parti dirigeant communiste interdit à la bourgeoisie nationale de se joindre à un quelconque moment

21. *Idem*, p. 41.
22. *Idem*, p. 86-87.

au processus révolutionnaire. Toute l'expérience actuelle confirme cette leçon — et tout particulièrement celles des nombreux régimes de dictature militaire « progressistes » d'Amérique latine.

Et pourtant, au Vietnam, cette « bourgeoisie nationale » semble être représentée dans le front ! Nous reviendrons plus loin sur cet apparent paradoxe. Le manque de consistance de l'analyse ici développée par Truong Chinh apparaît clairement à la lumière d'un autre passage de son ouvrage qui traite du devenir de cette bourgloisie nationale lors de la phase *socialiste* de la révolution.

« La bourgeoisie nationale est en principe un objet de la rééducation [c'est-à-dire détruite en tant que classe par la dictature du prolétariat], mais, étant donné qu'elle faisait partie du front national uni anti-impérialiste dans la période de la révolution nationale populaire, et qu'au moment du passage à la révolution socialiste, elle continue de reconnaître la direction du parti et accepte la politique de transformation socialiste, notre parti et notre gouvernement la considèrent toujours comme membre du front de la patrie du Vietnam et préconisent à son égard une politique de rééducation pacifique [23]. »

Truong Chinh n'explique pas ce mystère, en regard des canons du matérialisme historique. Les classes dominantes, ou les fractions de classe dominante, et même les fractions « secondaires » de classe dominante, ont généralement peu de propension au suicide. On peut convaincre un individu de rompre avec sa classe d'origine, on peut difficilement convaincre une classe sociale de se dissoudre *volontairement*.

b) *Le Duan* présente une analyse qui diffère par sa méthode de celle de Truong Chinh. Nous avons vu, déjà, comment se définissait la bourgeoisie nationale comme politiquement veule et « réformiste » à l'égard de l'impérialisme (voir p. 97). Dans une brochure récente il aborde de nouveau cette question. Après avoir, lui aussi, décrit le rôle de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie à l'égard de la révolution, il s'attaque à celui de la bourgeoisie nationale :

« Brimée par les impérialistes, la bourgeoisie nationale, patriote par certains côtés, a contribué dans une certaine mesure à la libération nationale. De nos jours, le capitalisme devenu tout à fait anachronique a dévoilé au grand jour son hideux visage

---

23. *Idem.* p. 84-85.

réactionnaire [...]. Dans ce contexte historique et placés devant le puissant mouvement révolutionnaire des masses, devant les grands succès remportés par la révolution, des intellectuels *issus* de la bourgeoisie nationale, même *des* bourgeois nationaux, *surtout* leurs enfants, prenant conscience de l'évolution historique, peu à peu ont changé de position de façon fondamentale pour se ranger entièrement aux côtés des ouvriers et des paysans [24] (Souligné par l'auteur). »

Il est vrai *qu'avant que le caractère socialiste de la révolution coloniale ne s'affirme,* essentiellement entre les deux guerres mondiales, des partis bourgeois indigènes ont pu jouer un rôle dans l'éveil de la conscience nationale des peuples colonisés. Et Le Duan est ici très clair : *comme classe* la bourgeoisie, même nationale, ne peut se renier et reste réactionnaire. Mais le rapport de force est tel, la pourriture du régime capitaliste est si « hideuse » que des *individus* (essentiellement intellectuels ou jeunes) renient leur classe d'origine pour rallier la révolution. Il n'y a plus « bloc des quatre classes » mais alliance ouvrière et paysanne qui attire à elle, dans sa majorité, la petite bourgeoisie et des éléments venus de toutes les classes de la société. Les meilleurs.

2. — *La conception du front national*

Les ambiguïtés de l'analyse théorique des dirigeants vietnamiens ne facilitent pas l'étude de leur conception du front national. Et ce d'autant moins que les « nuances » soulignées ci-dessus ne semblent pas avoir de correspondant en ce qui concerne cette question. Au contraire, l'unité politique de la direction vietnamienne semble ici complète.

Les Vietnamiens tendent de répondre simultanément à deux impératifs dont l'harmonisation n'est pas toujours évidente dans leur stratégie politico-militaire.

D'abord, s'appuyer aussi fermement que possible sur la base sociale du front — la paysannerie et le prolétariat — pour développer la guerre révolutionnaire; et pour cela, s'attacher à la satisfaction des besoins immédiats de ces milieux et donner un caractère de classe au conflit. On a vu comment Giap posait le problème de la dialectique mobilisation populaire-réforme agraire.

24. Le Duan, *La Révolution vietnamienne, problèmes fondamentaux, tâches essentielles,* Hanoï, 1970, p. 35.

Ensuite, rassembler derrière le front les forces politiques et sociales les plus nombreuses, tout en sapant les appuis sur lesquels impérialistes et fantoches pouvaient asseoir leur pouvoir et en menant un profond travail de démoralisation de l'administration et de l'armée fantoche; et pour cela, ouvrir au maximum le front et offrir l'amnistie la plus large à ceux qui ont collaboré.

Voilà comment Giap relate l'élargissement du Viet-Minh en front Lien-Viet (Union nationale vietnamienne) :

« Notre parti entraîna résolument le peuple du Nam Bo dans le combat contre les colonialistes français. Afin de concentrer toutes les forces et de les pointer sur l'ennemi essentiel, il préconisa, sur le plan intérieur, la ligne suivante : plus d'alliés, moins d'ennemis; élargir le front national uni, fonder l'Union nationale vietnamienne ; rallier toutes les forces susceptibles d'être ralliées, neutraliser toutes les forces susceptibles d'être neutralisées, diviser toutes les forces susceptibles d'être divisées [...] [25]. »

A cela s'ajoute la volonté d'isoler plus aisément l'impérialisme sur le champ diplomatique en lui interdisant de jouer, autant que faire se peut, de l'anti-communisme. (Cette tendance est probablement renforcée par la nécessité de maintenir des liens aussi étroits que possible avec la Chine et l'U.R.S.S. C'est ce que tendaient à montrer les citations de Truong Chinh.

Là réside probablement l'explication des « conceptualisations » vietnamiennes telles que celles de Truong Chinh qui allient l'affirmation de la nécessaire transcroissance socialiste de la révolution coloniale et la reconnaissance du rôle de la bourgeoisie nationale dans le front... jusqu'après le renversement de l'ordre capitaliste. L'utilisation du vocabulaire « stalino-maoïste » du « bloc des quatre classes » permet en effet d'éviter que l'analyse des tendances profondes du processus révolutionnaire n'interdise l'« ouverture » tactique du front aux couches supérieures de la société vietnamienne.

Mais avant de revenir sur les critiques que nous portons à cette politique, il convient de bien souligner en quoi elle diffère de celle pratiquée par les staliniens à l'égard des fronts populaires.

Il faut d'abord reconnaître que l'histoire de la révolution vietnamienne montre qu'en pratique le P.C.V. a toujours débouché sur l'exigence du renforcement de l'alliance ouvriers et paysans avant celle de « l'ouverture » du front. La preuve en est le

25. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspero, 1967, p. 85.

développement extraordinaire qu'a connu la révolution vietnamienne. On en trouve l'exemple dans les hésitations de la politique agraire du P.C. de 1939 à 1953 et la décision franche de promouvoir la réforme agraire radicale. Le symbole en est la constitution, au Nord, d'un Etat ouvrier de transition. La différence est de taille avec la pratique des P.C. staliniens de par le monde, quelles que soient les références conceptuelles communes.

Le corrolaire de cette pratique est que les « fronts » vietnamiens ont toujours été conçus comme fondamentalement basés sur l'existence d'une mobilisation de masse *organisée* en comités à la base et non, avant tout, comme des alliances de sommet entre partis tissant des rapports électoraux avec les masses (Front populaire français) ou laissant libres les forces bourgeoises d'organiser leur propre base de masse (alliance avec le Kuomintang chinois en 1925-1927). (Voir à ce sujet la citation p. 77.)

Enfin et surtout, la politique stalinienne de front, visant à mettre le mouvement de masse à la remorque des partis bourgeois, n'a jamais été appliquée au Vietnam. Il n'y a jamais eu au Vietnam de collaboration réelle avec une bourgeoisie susceptible de mettre en danger l'orientation révolutionnaire du front. Truong Chinh lui-même le signale lorsqu'il revient sur les erreurs d'avant 1953 dans la politique agraire du P.C.V. (voir citation p. 54). Nous avons déjà vu à plusieurs reprises comment les communistes vietnamiens insistent sur l'importance du rôle dirigeant du parti du prolétariat « en tout temps et sans partage ». En 1936, en France, le P.C.F. accepte de se ranger derrière un gouvernement dont il n'est pas partie prenante, et dominé par le Parti radical. En 1945, il participe cette fois au gouvernement, mais dominé par le mouvement gaulliste. En 1925 en Chine, le P.C. chinois, sur ordre de l'I.C., reconnaît au Kuomintang — parti de la « bourgeoisie nationale » — le rôle dirigeant dans le front; il lui livre le nom de ses adhérents et lui ouvre les villes tenues par les piquets d'autodéfense ouvrière. Cette politique aboutit au massacre, en 1927, des communistes, au retrait du P.C.C. des villes, à un profond recul de la révolution chinoise [26]. *Au Vietnam, rien de tel.*

Les textes de Giap que nous citons ci-dessous montrent l'ampleur du contrôle exercé par le P.C.V. :

---

26. Après cette défaite, le P.C.C. changera d'orientation tout en distendant profondément ses liens avec Moscou. Sa politique d'ouverture en direction de Tchang Kaï Check en 1939, au nom du Front uni antijaponais, sera déjà fort différente. Voir pour la période 1927, l'ouvrage d'ISAAC, *La Tragédie de la révolution chinoise,* N.R.F., Paris.

Dans *La Guerre de libération nationale au Vietnam*, le dernier chapitre est — comme dans beaucoup d'autres écrits — consacré à « la direction du parti, facteur essentiel de la victoire ». La troisième directive que donne Giap dans ce chapitre est d'« *édifier et consolider l'organisation du parti de l'échelon central à la base, dans les forces armées populaires et dans toutes les autres organisations de masse, dans le domaine de la lutte armée et celui des luttes politiques, économiques et culturelles. Assurer la direction totale, centralisée et unifiée du parti dans la guerre* [27] ».

Dans *Guerre du peuple, armée du peuple*, Giap évalue ainsi la présence du parti dans l'A.L.N. : « Nous avons toujours porté une attention particulière au renforcement des organisations du parti dans les unités. 35 à 40 % des officiers et des hommes de troupes y ont adhéré; *chez les cadres, le pourcentage dépasse même 90 %*. »

L'importance du travail de formation idéologique est continuellement affirmée d'autant plus, ajoute Giap, « que l'Armée populaire a grandi dans un pays agricole et qu'elle compte dans ses rangs une forte majorité de paysans travailleurs et de petits bourgeois des villes [28] ». Et les récits de Burchett comme ceux du *Journal d'un combattant Viet-Minh* [29] le confirment.

Et à y regarder de plus près, la composition du F.N.L. n'infirme pas ces analyses. Trois partis sont représentés au sein du F.N.L. : le Parti populaire révolutionnaire (P.C. au Sud-Vietnam), le Parti socialiste radical et le Parti démocrate du Sud-Vietnam. Qu'en est-il par exemple du Parti démocrate ? Un Parti démocrate participait déjà au Viet-Minh :

« C'est *sous l'influence de notre parti que* des *intellectuels* et *des étudiants* ont fondé en juin 1944 le Parti démocrate vietnamien, un parti révolutionnaire authentique de la bourgeoisie nationale *et* de la petite bourgeoisie intellectuelle, patriote et progressiste [...]. C'était une application créatrice aux conditions concrètes de notre pays des principes marxistes-léninistes sur la " recherche des alliés ", un succès de notre Parti dans son travail concernant le front [30] [Souligné par l'auteur]. »

---

27. V.N. Giap, *La Guerre de libération nationale au Vietnam*, *op. cit.*, p. 142.
28. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, *op. cit.*, p. 52 et 56.
29. Ngo Van Chien, *Journal d'un combattant Viet-Minh*, éditions du Seuil.
30. *Histoire de la révolution d'août*, Hanoï, 1972, p. 58.

Un parti de la bourgeoisie nationale créé sous l'influence du P.C. et formé d'intellectuels et d'étudiants... un parti à la fois de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie intellectuelle... Ce que confirme l'histoire de la révolution vietnamienne et l'analyse du F.N.L., c'est la *direction politique hégémonique* exercée par le parti communiste.

Le front est par ailleurs composé d'un ensemble d'organisations de masses, une par catégorie de la population en direction de laquelle un travail est engagé : catégories sociales (Fédération des syndicats pour la libération, Association des paysans pour la libération, Fédération des étudiants et collégiens pour la libération, le Groupe des industriels et commerçants, etc.); minorités ethniques (Mouvement pour l'autonomie des nationalités du Tay Nguyen); catégories religieuses (Association des catholiques dévoués à Dieu et à la patrie, Association pour la renaissance de la moralité des adeptes du hoa hao, etc.); comités divers (Comité pour la défense de la paix mondiale, Comité pour la solidarité avec le peuple des Etats-Unis, etc.) [31]. C'est au travers de ces organisations de masse et *grâce à l'hégémonie politique* du P.C.V. que s'opère la fusion des luttes catégorielles dans la lutte révolutionnaire d'ensemble.

Cette politique, qui tente d'allier la réalisation de l'alliance ouvrière et paysanne et la « souplesse » tactique maximale pour « isoler l'ennemi » sur le plan national et international, permet de comprendre :

— le retard accusé entre les objectifs contenus dans les programmes des divers « fronts » et la profondeur effective des réalisations révolutionnaires (réforme agraire);

— l'apparente contradiction entre ces programmes et les thèses fondamentalement communes avec celles de la révolution permanente du P.C.V., l'apparente contradiction entre le programme du F.N.L. qui déclare que « L'Etat encouragera la bourgeoisie industrielle et commerçante à contribuer au développement de l'industrie, de la petite industrie et de l'artisanat; réaliser la liberté d'entreprise profitable au pays et au peuple; appliquer une politique douanière propre à encourager et à protéger la production nationale [32] » et qui n'exige que la *participation*

31. On trouvera la composition complète du F.N.L., de l'Alliance des forces Nationales, Démocratiques et de Paix, du G.R.P. dans *Etudes vietnamiennes*, « Du F.N.L. au G.R.P. », n° 23.

32. *Idem*, p. 294-295. Derrière cette question réside peut-être aussi la volonté de préparer une « NEP », à l'image de la politique adoptée en U.R.S.S. après le « communisme de guerre » pour faciliter la reconstruction économique. Mais cela ne résout pas pour autant le problème posé par la rédaction du programme du front.

ouvrière à la gestion, tout en annonçant la réunification progressive avec le Nord socialiste;

— la discrétion affectée par le P.P.R., principal parti au Sud-Vietnam, qui laisse au P.T.V. le soin de sortir l'essentiel de la production littéraire communiste que nous connaissons;

— l'utilisation, dans les propositions du G.R.P. et les accords Kissinger-Le Duc Tho (octobre 1972), du terme de formation de « concorde nationale » pour décrire un organisme réunissant le G.R.P., défini comme « le pouvoir du peuple au Sud-Vietnam », et l'administration de Saïgon, qualifiée fermement de « purement fantoche ».

3. — *Nos critiques*

L'usage, même tactique, de cette terminologie stalino-maoïste de « bloc des quatre classes », nous paraît condamnable. Et ce pour plusieurs raisons :

Elle rend difficile l'énoncé clair par les Vietnamiens des leçons de leur propre révolution. L'analyse a posteriori qui est faite de la politique agraire d'avant 1953 par les dirigeants vietnamiens est à ce titre significative.

Giap *décrit* très bien, dans les textes brièvement cités précédemment, la progression du parti tant sur la question nationale que sur la question agraire. Il démontre très bien le lien existant entre *la capacité de mobilisation des masses par la guerre de libération et la menée de la révolution sociale. Mais il n'explique pas pourquoi le P.C.I. a si longtemps tergiversé.* En même temps qu'il regrette et critique le caractère timoré de la politique agraire du parti « durant les premières années de résistance », il applaudit à la conception du front Viet-Minh puis du front Lien-Viet « qui fut un magnifique exemple de la plus large union des couches populaires dans la lutte anti-impérialiste dans un pays colonial ». Ce front qui « rassemblait en effet les forces patriotiques de toutes les classes et de toutes les couches sociales, voire des *propriétaires terriens progressistes* [Souligné par l'auteur], toutes les nationalités du pays, majoritaires comme minoritaires, les croyants patriotes de toutes les confessions religieuses [33] ».

---

33. En plus des citations déjà fournies p. 52 et suiv., voilà un passage qui confirme l'autocritique : « *Vues sous l'angle de la tâche de libération nationale* (souligné par l'auteur) sur laquelle elle avait mis l'accent, la résolution du VIIIe Plénum [du C.C.] s'avérait une décision extrêmement juste et clairvoyante. [...] Ici une note complémentaire s'impose : à cette époque, du point de vue stra-

Promouvoir la réforme agraire radicale et ouvrir simultanément le front aux « propriétaires terriens progressistes » n'est pas toujours facile... Là réside une des contradictions de la politique du P.C.V. qui pesa dans les campagnes jusqu'en 1953.

De plus, si Giap semble bien avoir reconnu la nécessité d'avancer dès 1941 une politique agraire plus radicale [34], il n'en est pas de même de Le Chau [35] et Truong Chinh qui indiquent seulement l'existence d'un *retard* dans le changement de la politique agraire (changement qui aurait dû s'opérer en 1950 et non en 1953).

Voilà, par exemple, comment Truong Chinh interprète cette période :

« Le lien étroit entre la tâche anti-impérialiste et la tâche anti-féodale est une question de stratégie révolutionnaire. [...] Toutefois ces deux tâches ne doivent pas être menées parallèlement au même niveau. [...]

« Toutes deux fondamentales [...] la tâche anti-féodale doit (néanmoins) être subordonnée à la tâche anti-impérialiste. C'est pourquoi dans la période initiale de la révolution nationale démocratique populaire, il faut diriger la pointe de la révolution essentiellement contre les impérialistes agresseurs et rassembler à tout prix toutes les forces pour les renverser. [...]

« Aussi la tâche anti-féodale devait-elle être accomplie pas à pas. Pour les fins de la politique de front exposée ci-dessus, notre parti a accompli la tâche agraire en trois phases [36]. »

— Enfin et surtout, l'usage de cette terminologie stalino-maoïste de la part de dirigeants du P.C. vietnamien est dangereuse, en ce qu'elle peut servir de couverture à des courants ou à des pratiques opportunistes. Ce fut le cas au Vietnam (courants politiques qui ont permi l'assassinat des trotskystes, politique agraire avant 1953...). Ce fut, et c'est actuellement, le cas

tégique, la classe des propriétaires fonciers féodaux n'était pas considérée en termes clairs comme objet de la révolution ; du point de vue théorique, la tâche de la libération nationale était dans une certaine mesure dissociée de la révolution démocratique bourgeoise [...]. »
V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple, op. cit.*, p. 41.

34. *Idem*, p. 70-71.

35. Le Chau, *Le Vietnam socialiste : une économie de transition*, Maspero, 1966, p. 110-115.

36. Truong Chinh, *op. cit.*, p. 40 à 47. Signalons que cette logique s'oppose à celle développée par Lénine, à partir de la Révolution russe. Pour Lénine la première phase de la révolution oppose la paysannerie travailleuse dans son ensemble *à la propriété foncière précapitaliste* et la seconde, la paysannerie pauvre et prolétarisée à la paysannerie riche capitaliste. Voir par exemple, V.I. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky, Œuvres complètes*, t. 28, Editions sociales, 1961.

en Chine où la dialectique de l'ennemi principal et de l'ennemi secondaire a permis de justifier toutes les trahisons en politique internationale (à commencer par l'appui porté à la politique de collaboration de classe du P.C. Indonésien avant le massacre de 1965). Ce pourrait être demain à nouveau le cas au Vietnam, dans la mesure où les tendances à la bureaucratisation s'avéreraient puissantes. Il n'est qu'à voir comment les ambiguïtés des analyses théoriques des dirigeants vietnamiens sont utilisées sur le plan international pour se convaincre qu'elles représentent un hiatus dans l'armement idéologique du P.C. vietnamien et une sous-estimation de son rôle dans l'éducation des nouvelles générations d'avant-garde. Le mouvement stalinien s'en empare pour justifier sa propre orientation de trahison. Les sectes telles L.O. et A.J.S. y voient confirmation de la nature petite-bourgeoise du F.N.L. Les courants nationalistes du tiers-monde s'en drapent pour défendre leur opportunisme. Les courants révolutionnaires centristes, qui prennent la révolution vietnamienne comme point de référence, y glanent une absence de clarification théorique. *Car, fondamentalement, l'emploi de cette terminologie stalino-maoïste implique une incompréhension de la nature réelle du stalinisme.*

Nous critiquons d'autant plus l'emploi de cette terminologie qu'elle n'est pas nécessaire à la réalisation du travail politique en direction des couches influencées par le pouvoir américano-fantoche. Ce sont les mesures sociales prises avec la réforme agraire (et le fait que le partage des terres préserve toujours le lot du soldat combattant dans l'armée fantoche) qui sont le meilleur instrument de décomposition politique de l'armée de Saïgon. Ce sont les mots d'ordre d'indépendance nationale, de réunification, c'est la lutte pour retrouver l'identité vietnamienne et pour dénoncer l'entreprise de domination idéologique et culturelle de l'impérialisme américain qui permettent de rallier ceux qui, dans les villes, se lèvent contre le régime néo-colonial. C'est la lutte pour les libertés démocratiques et pour la réalisation des revendications sociales qui rallie au combat l'opposition politique urbaine non-membre du F.N.L. C'est l'évolution favorable du rapport de forces qui pousse les opportunistes à rallier le camp de la révolution avant qu'il ne soit trop tard.

4. — *Les communistes vietnamiens face aux négociations*

A l'heure où la rédaction de ce livre se termine, l'actualité indochinoise est centrée autour du problème des négociations. Il importe donc de souligner ici les causes profondes qui pous-

sent les révolutionnaires vietnamiens à négocier. En effet, si les *formulations* des propositions de négociations du G.R.P. («concorde nationale »...) relèvent des ambiguïtés de la tradition politique du G.R.P., la *nécessité* de la négociation et de la recherche du compromis découle de la situation *objective* de la révolution indochinoise et *l'objectif* des combattants vietnamiens reste la victoire finale, c'est-à-dire la réalisation de la transcroissance socialiste de la révolution.

L'impérialisme américain ne peut espérer emporter au Vietnam de victoire totale par les seuls moyens militaires. Il sait que la réalité du F.N.L. est telle qu'il ne pourra, désormais, éviter d'avoir à traiter avec lui. L'ouverture de la Conférence de Paris en 1968 en est l'aveu. Mais les combattants vietnamiens savent de même qu'ils ne peuvent anéantir le potentiel militaire U.S. Alors que la R.D.V.N. et les zones libérées sont quotidiennement pilonnées par les bombes, alors que les troupes américaines et fantoches peuvent tenter d'occuper le terrain, les combattants indochinois ne peuvent s'attaquer ni au formidable potentiel économique U.S., ni aux bases de Thaïlande, de Guam, de la VIIe flotte U.S. à partir desquelles l'impérialisme peut poursuivre son entreprise de génocide malgré ses échecs en Indochine. Car ni l'U.R.S.S. ni la Chine ne fournissent l'aide militaire et politique nécessaire. Car Nixon a réussi à désamorcer pour un temps le mouvement anti-guerre aux U.S.A. Car le mouvement anti-impérialiste mondial, se heurtant à la politique stalinienne de coexistence pacifique, n'a pas réussi à gagner l'ampleur suffisante. La solution politique — donc la question des négociations — est en conséquence une dimension permanente de la guerre d'Indochine. Les combats ne perdent, cependant, rien de leur âpreté. Car, en reconnaissant la nécessité des négociations, l'impérialisme américain n'en accepte pas pour autant sa défaite. Au contraire, il espère regagner sur ce terrain ce qu'il doit concéder sur le champ de bataille.

A travers ces négociations, les communistes vietnamiens ne cherchent pas à conclure la révolution vietnamienne à sa phase démocratique bourgeoise. Leurs textes et leur pratique le démontrent. Les passages suivants d'un article du *Nhan Dan* paru à la fin de septembre 1972 montre qu'il ne tentent pas de camoufler, malgré l'usage de l'expression « concorde nationale », la nature des pouvoirs en présence :

« [...] l'administration fantoche de Saïgon [...] n'est qu'un instrument des impérialistes américains agresseurs. [...] Le G.R.P. de la R.S.N.V. [...] a tenu terme sous un déluge de bombes et d'obus, parce qu'il s'est enraciné profondément dans le cœur de

la population. *Il est le pouvoir du peuple au Sud Vietnam,* l'incarnation de son droit à l'autodétermination, son représentant authentique. *Cependant, pour arriver à une solution réaliste,* équitable et honorable pour tous les partis, il a préconisé dans les négociations [le fait qu']une solution du problème intérieur au Sud-Vietnam doit partir de cette situation qu'il existe [...] deux administrations, deux armées et d'autres forces politiques [Souligné par l'auteur]. »

Ce que les révolutionnaires vietnamiens cherchent, c'est à obtenir, aux prix de concessions même importantes, le retrait effectif de l'impérialisme U.S., quitte à continuer la lutte après le cessez-le-feu, par de nouveaux moyens, essentiellement par la lutte politique de masse sous la protection armée de l'A.L.N. Les 7 points du G.R.P. offraient un premier compromis : « sauver la face » de Nixon, à savoir camoufler l'ampleur de la défaite U.S. et donc en diminuer l'impact international immédiat. Les accords Kissinger-Le Duc Tho admettaient la prolongation de la situation de double pouvoir après le cessez-le-feu. C'est leur situation d'isolement international qui force les Vietnamiens à rechercher de tels compromis. C'est leur force en Indochine qui leur permet de ne pas abandonner pour autant leurs objectifs fondamentaux [37].

L'orientation générale de la révolution sud-vietnamienne est d'autant plus claire qu'existe le précédent du Nord.

« A ce moment [1954], écrit Truong Chinh, deux grandes questions se posaient à notre parti : va-t-on attendre la réunification du pays pour passer à la révolution socialiste ? Le Nord doit-il traverser une étape de développement capitaliste avant de passer au socialisme ? Notre parti a dit : « Non [...]. Nous préconisions la " révolution ininterrompue " [38]. »

Ces deux questions n'ont pas été tranchées sans débat. Surtout la première : « certains craignaient que l'édification du socialisme au Nord ne crée des difficultés à la lutte pour la réunification. Le parti a montré que c'est précisément pour créer des conditions propices à la libération du Sud et à la réunification que le Nord devait accéder au socialisme rapidement, à pas vigoureux et assurés [39] ».

37. Voir les analyses que nous développions à cette époque dans *Rouge,* nos 163, 177, 178, 179.
38. Truong Chinh, op. cit., p. 17-18.
39. *Brève histoire du Parti des travailleurs du Vietnam,* Hanoï, 1970, p. 85.

Quelles que soient les mesures tactiques que les combattants sud-vietnamiens seront amenés à prendre, quel que soit le titre dont se dotera un « gouvernement d'union nationale », les militants révolutionnaire dans le monde doive lire derrière les mots la réalité des rapports de forces. Un Vietnam libre, indépendant et réunifié sera un *Vietnam socialiste.*

5. Un parti révolutionnaire, comment ?

Il serait vain de tenter de comprendre l'histoire du P.C.V. essentiellement au travers de conditions objectives favorables qui auraient présidé au développement du communisme vietnamien. Elles ont évidemment joué, mais d'autres pays asiatiques ou coloniaux ont connu des conditions non moins favorables et ont vu avorter les processus révolutionnaires (Indonésie...). D'autres facteurs ont pesé négativement sur la révolution vietnamienne (faiblesse de l'étendue géographique et du chiffre de population...) et surtout la politique impérialiste a contribué largement à épurer la révolution vietnamienne de ce qui aurait pu tenir à des propriétés spécifiquement nationales. En Chine, l'impérialisme n'a pu, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, intervenir directement pour interdire ou repousser la victoire du Parti communiste chinois. Les stratèges Américains n'ont compris que trop tard ce qui se passait à Cuba. Le Vietnam n'a, *de façon durable,* connu aucune de ces « brèches » historiques. En trois occasions le P.C.V. fut à la veille de prendre, dans des conditions analogues, le pouvoir sur l'ensemble du territoire national : en 1945, en 1954 et en 1964. Dans les trois cas, l'impérialisme réagit : par l'envoi du corps expéditionnaire franco-anglais d'abord, par le jeu de la coexistence pacifique ensuite, par l'engagement de l'escalade U.S. après. La révolution soviétique elle-même n'eut pas à répondre à une telle entreprise militaire, mais elle eut par contre à souffrir d'un isolement encore plus immense. *Jamais une révolution n'a eu à se développer dans des conditions apparemment aussi inégales : le peuple vietnamien s'opposant à la toute-puissante Amérique !*

A la base du succès de la révolution vietnamienne, il y a certainement la nature des partis politiques qui s'y affrontèrent, la

politique qu'y a développé le P.C.V. On a vu les étapes de sa genèse et de son histoire. Cependant, pour comprendre les caractéristiques du P.C.V., il faut revenir sur les conditions qui forment le cadre de la révolution vietnamienne et diffèrent évidemment profondément de celles des pays capitalistes développés.

A. — La nature de la crise révolutionnaire

Dans les pays capitalistes développés, la crise révolutionnaire — où la question du pouvoir est posée dans les termes les plus concrets et où un double pouvoir oppose en pratique bourgeoisie et prolétariat — s'est jusque-là avérée de durée très brève. Quelques mois au maximum aussi bien en Russie qu'en Allemagne, en France et même en Espagne. *Cela fait près de trente ans qu'un tel double pouvoir existe au Vietnam presque sans interruption.* Parce que les conditions socio-économiques différent radicalement.

La société où s'engage le processus révolutionnaire est marquée par la rencontre entre la colonisation française et une société asiatique traditionnelle. Le résultat va en être un déséquilibre social profond et constant. Le métropole va — brutalement — imposer ses intérêts économiques. La production ne va plus être tournée vers le marché intérieur et le développement économique du pays, mais vers l'exportation des matières premières, vers le marché mondial. L'unité du Vietnam va être brisée au maximum, le Sud, le centre et Nord-Vietnam voyant leurs échanges inter-régionaux décroître au profit de relations directes avec la métropole. Le capital français va contrôler étroitement les investissements. L'armée, l'administration, l'Eglise seront là pour assurer le maintien de la présence française. La vente forcée de l'alcool et de l'opium fera le reste.

La colonisation détruit par là l'équilibre ancien de la société vietnamienne. Tout ce qui assurait la direction du pays avant l'arrivée des Français est soit décimé et écarté de l'administration après la Révolte des lettrés, soit déconsidéré auprès de la population. Mais la colonisation s'avère incapable de promouvoir un nouvel équilibre. La nouvelle bourgeoisie vietnamienne, extrêmement faible, la nouvelle administration et les notables, la Cour de Hué apparaissent comme des créations de l'étranger. Le développement économique, organique du Vietnam brisé, le développement social lui aussi subit une profonde rupture que jamais la bourgeoisie française ne pourra — ne voudra — dépasser.

Ce phénomène, commun à tous les pays sous-développés, prend au Vietnam des proportions exemplaires. A la différence de la Grande-Bretagne, la France n'a jamais cherché à renforcer l'autorité de couches supérieures indigènes pour appuyer sur elles son pouvoir. Selon Le Chau [1], la bourgeoisie nationale ne contrôla que 5 % des capitaux privés, dans l'agriculture essentiellement, secteur peu rentable. En conséquence, tant sur le plan économique que politique, elle ne joua jamais qu'un rôle marginal, ce qui donnera une marge de manœuvre considérable aux communistes vietnamiens. Ayant brisé le développement organique du Vietnam, la bourgeoisie française ne put jamais utiliser ce qui lui avait permis, en maintes occasions, de profiter chez elle des erreurs et des hésitations du mouvement ouvrier pour mettre fin à une dangereuse situation prérévolutionnaire : une bourgeoisie « nationale » s'appuyant sur un appareil politique longuement éduqué, bénéficiant d'une puissance économique considérable. C'est un premer facteur qui explique la longévité de la situation de double pouvoir en Indochine.

Le second facteur relève de la structure sociale du Vietnam. L'instabilité chronique de la colonie française fournit la condition nécessaire à cette longévité : aucun pouvoir « national » ne réussit à se faire agréer de la population. La rencontre entre une partie de l'*intelligentsia* — dressée par la Révolte des lettrés contre la colonisation, éveillée aux idées marxistes au contact de l'Occident et de la jeune République soviétique —, un *prolétariat* — encore peu nombreux mais déjà concentré et s'organisant, gardant de multiples liens avec la paysannerie — et une multitude de *paysans* — paupérisés et prolétarisés, subissant les contrecoups de la crise mondiale de 1929 — fournira les conditions suffisantes. Elle permettra de résoudre et le problème de la direction de la révolution — l'émergence d'une avant-garde communiste — et celui de la survie militaire d'un double pouvoir révolutionnaire étendu sur une longue période. Il ne faut jamais oublier qu'au Vietnam le poids social de la paysannerie était immense. Comment faire une révolution sans la participation de 95 % de la population (dont les 2/3 sont des paysans sans terre) ? La solution de la question nationale, diront les communistes vietnamiens, c'est d'abord la solution de la question agraire. *Une guerre paysanne sous direction politique prolétarienne, voilà ce qu'est avant tout la guerre du peuple.*

Le Vietnam est non seulement un pays sous-développé, mais encore, parmi les pays sous-développés, un pays économique-

1. Le Chau, *Le Vietnam socialiste : une économie de transition*, Maspero, 1966, p. 35 à 41.

ment « extrêmement arriéré » (Giap). Les communistes vietnamiens sauront faire de cette faiblesse une force. Vu Can l'explique lorsqu'il décrit les conditions de reprise de la seconde résistance, anti-américaine :

« Les campagnes sud-vietnamiennes, où vivent quelque dix millions de paysans, avec leur économie plutôt naturelle, sont peu sujettes à l'emprise des villes. Le régime de Saïgon n'est jamais parvenu à exercer sur elles un contrôle plus ou moins serré, d'autant plus que le legs de la première résistance y est resté immense et le souvenir du pouvoir démocratique populaire, ineffaçable. Autant de facteurs économiques et politiques qui expliquent la vulnérabilité de l'administration saïgonnaise dans les communes rurales, qui constituent le maillon le plus fragile du système [2]. » La guerre révolutionnaire, elle, y trouvera par contre les bases d'une « économie de résistance » pour une guerre de longue durée en s'appuyant sur l'autarcie des campagnes.

B. — Tradition et révolution

Restait au P.C.V. à comprendre cette situation et à savoir prendre la tête des luttes. Pour comprendre la nature et le rôle stratégique de la guerre révolutionnaire, le P.C.V. pouvait se nourrir de deux expériences : celle de l'Armée rouge chinoise — de quelques années en avance sur le futur Viet-Minh — et celle accumulée lors des luttes antérieures du peuple vietnamien. Là encore Ho Chi Minh est un symbole. Il a passé, peu avant le lancement du Viet-Minh, huit mois dans la VIIIe armée de route chinoise (communiste). Sa famille avait, par ailleurs, participé à la Révolte des lettrés qui avait opposé des années durant les Vietnamiens à la colonisation française.

S'il va de soi que l'expérience du P.C. chinois était pleine d'enseignements pour les membres du P.C.V., il est très important, pour comprendre l'effort que les communistes vietnamiens ont déployé pour lier tradition et révolution, qu'il en était de même de l'histoire du peuple vietnamien. La tradition vietnamienne est en effet profondément marquée par des expériences de luttes armées populaires. Les citations suivantes, extraites de rapports rédigés par des administrateurs français entre 1885 et 1895, en font foi [3].

---

2. Vu Can, dans un article d'*Etudes vietnamiennes*, « Du F.N.L. au G.R.P. », n° 23, p. 43.

3. Se reporter à l'article de Ch. Fourniau, « Les Traditions et la lutte nationale au Vietnam, l'Insurrection des lettrés » in *Tradition et révolution au Vietnam*, p. 94 et 95.

Voici ce qu'écrit le Résident de Nam-dinh, le 20 décembre 1885, à l'issue d'une tournée dans sa province : « Les chefs de la rébellion font une certaine propagande dans la contrée qu'ils occupent. [...] Les simples soldats de cette armée sont fournis par tous les villages de la région indistinctement sur lesquels les chefs ont une action terrorisante. Arrive une colonne française, la bande, organisée surtout pour répandre le trouble dans le pays et pour mettre en mouvement nos soldats, résiste à peine et pour la forme. Les chefs connus et leurs fidèles s'enfuient et il reste dans le pays le gros de l'armée et les chefs de moindre importance qui sont des paysans que nous côtoyons journellement. Il y a en quelque sorte une organisation latente qui, en présence de nos troupes, se confond avec le reste de la population et qui rentre dans le néant. Mais cette armée ne rentre dans le néant et n'y reste qu'à condition que l'action de nos forces soit permanente. »

Voilà pour le principe de l'armée populaire. Et maintenant voilà comment se développe cette armée au fur et à mesure que la guerre s'approfondit :

Voici ce qu'écrivait, cinq ans plus tard, un autre Résident français : « Très nombreuses, très bien armées de fusils à tir rapide, guidées et renseignées par des déserteurs Vietnamiens qui ont perdu à notre contact la crainte salutaire de l'Européen, ces bandes osent maintenant tendre des embuscades à nos colonnes et non sans succès, hélas... Les bandes qui sillonnent actuellement les limites de nos provinces frontières du Delta sont plus fortes que jamais; elles ont en outre pris de la cohésion et manœuvrent avec ordre. Elles se sont grossies de nombreuses petites bandes qui jusqu'ici opéraient isolément et de tous les mécontents qui regrettent le passé et n'ont pu se plier à un état de chose nouveau provoqué par notre occupation, de tous les gens opprimés par un régime fiscal peu équitable, rendu encore plus lourd et plus odieux par des abus de toutes sortes auxquels il sert de prétexte. Ces bandes semblent obéir à un mot d'ordre, à une direction unique; j'en trouve la preuve dans les rapports qu'elles ont entre elles, dans l'appui qu'elles se prêtent et dans l'étendue même du champ de leurs opérations qui n'est plus circonscrit à un territoire dont jadis elles ne sortaient guère, tandis que maintenant il s'étend à plusieurs provinces. Elles ne pillent pas, elles prennent des allures de troupes régulières. Ce sont les Français, disent leurs chefs, qui sont seuls coupables des maux sans nombre dont souffre le pays... Les pirates de Bang-Y n'ont pas massacré, suivant l'usage, tous les prisonniers, blessés

ou non. On a décapité les gradés indigènes, coupé en morceaux le Pho Quan [officier supérieur] mais renvoyé les simples gardes, après leur avoir donné à manger, les considérant comme irresponsables. C'est peut-être encore de la piraterie, mais si nous n'y coupons court, ce sera bientôt de la rébellion, avec cette circonstance aggravante que tous ces bandits ont un armement égal au nôtre, qu'ils sont plus nombreux que nos soldats, qu'ils ont l'appui des habitants et combattent sur un territoire qu'ils connaissent parfaitement et avec cette mobilité spéciale aux troupes asiatiques qui vivent sur le pays et n'ont pas de convois. »

L'Insurrection des lettrés portait en elle ses limites. Tournée vers le passé, dirigée par les représentants des anciennes classes dominantes, elle ne pouvait trouver le ressort historique permettant de briser la machine de guerre politique et militaire de la colonisation. Elle n'en était pas moins pleine d'enseignements stratégiques et tactiques. Encore fallait-il savoir les réinterpréter à la lumière du maxisme, les réinvestir dans une analyse de l'impérialisme, et savoir nouer tradition et révolution, lutte d'indépendance nationale et de libération sociale.

Et c'est là que la nature prolongée, répétée, des crises révolutionnaires dans des pays comme le Vietnam, que le double pouvoir armé qui peut s'y perpétuer compte tenu de leur caractère paysan, jouent un rôle fondamental. On a vu que le P.C.V. ne naît pas tout armé de la théorie pure. Des ambiguïtés traînent encore sur la nature de la révolution à venir. La stratégie de la guerre révolutionnaire n'est pas encore élaborée. De 1936 à 1939, le P.C.V. met pour le moins en veilleuse les deux mots d'ordre moteurs de la révolution à venir : l'indépendance nationale et la réforme agraire radicale. Il lui faudra avancer à nouveau le premier pour engager la lutte armée. Mais le temps n'est pas compté au P.C.V. comme il l'est à des organisations révolutionnaires encore confuses ou peu implantées en Europe occidentale lors de l'éclatement d'une situation révolutionnaire. La dynamique de révolution permanente que contiennent en elles-mêmes dans ces pays les luttes démocratiques ou nationales peut peser de tout son poids. Pour peu que l'organisation qui dirige le processus révolutionnaire sache analyser ses leçons en fonction des intérêts historiques du prolétariat. *Le caractère « empirique » du P.C.V. tient à ce que sa pensée politique progressera — au travers d'une série de réajustements, de redécouvertes, d'autocritiques — à partir des problèmes concrets surgissant au cours de la lutte;* et non, essentiellement, à partir d'une réappréciation du débat théorique qui vient de secouer le mouvement communiste mondial à l'occasion de la stalinisation du P.C.U.S.

La question agraire est à ce titre exemplaire. Dominant l'ensemble du processus révolutionnaire, elle impose aux révolutionnaires sa loi. Au départ, le parti bénéficie des enseignements de la Révolution russe et de l'analyse de la réalité vietnamienne. Il fixe en conséquence l'objectif premier : la terre à ceux qui la travaillent. L'histoire du P.C.V. l'amène à développer sur une longue période la perspective opportuniste de la « réforme agraire souple ». Mais nous avons vu, avec Giap, que les nécessités même de la guerre révolutionnaire imposaient le retour au mot d'ordre de la réforme agraire radicale. Ce qui fut fait en 1953. Sans cela Dien Bien Phu n'aurait pas été. Qui voulait aller de l'avant dans la libération nationale ne pouvait plus longtemps sous-estimer la lutte des classes. Il fallait liquider le pouvoir des propriétaires fonciers.

Mais les choses n'en restaient pas là. La « terre à ceux qui la travaillent » restait encore dans le cadre historique de la révolution bourgeoise. Et à l'heure de l'impérialisme décadent, une révolution ne peut s'arrêter à ce stade sans régresser.

« La réforme agraire effectuée de 1953 à 1956 a aboli les rapports de production féodaux en renversant la classe des propriétaires fonciers... Cependant, ses conséquences, bien qu'heureuses, sont limitées. Le rendement des cultures a plafonné par suite de l'exiguïté des exploitations. La propriété, la petite production individuelle paysanne, la couche des paysans riches qui emploient de la main-d'œuvre ont été laissées intactes. Des conditions favorables à un libre développement de la petite production marchande, qui fraie la voie au développement spontané du capitalisme à la campagne ont été ainsi crééés. En fait, vers 1957, la différenciation entre les couches paysannes a commencé à apparaître. De nombreux paysans pauvres et des paysans moyens de la couche inférieure ont été obligés de vendre leur terre, maison ou bétail reçus de la réforme agraire, en cas de maladie, d'inondation ou de sécheresse, aux paysans riches qui recommençaient à pratiquer des prêts usuraires. Les commerçants des villes se livraient à des manœuvres spéculatives sur des produits agricoles, désorganisant le marché aux dépens des masses laborieuses. Il fallait aller de l'avant, c'est-à-dire mettre en route un mode de production plus avancé, autrement dit la coopération agricole, si l'on voulait éviter aux paysans la paupérisation, l'expropriation et le retour au passé avec son cortège de misères et de souffrances [4]. » L'agriculture abordait la phase socialiste de son développement.

4. Nguyen Xuan Lai, « L'agriculture nord-vietnamienne », *Partisans*, n° 40, janvier-février 1968, p. 40.

Notons que dans le domaine de l'économie agricole aussi les communistes vietnamiens se sont appuyés sur la tradition, faisant appel à l'antique organisation de la communauté villageoise pour engager la politique d'entraide paysanne qui prélude à la collectivisation.

Cette progression de la pensée des communistes vietnamiens, affrontée aux problèmes de leur pratique révolutionnaire, est visible dans tous les domaines, y compris celui de la conception de la guerre du peuple.

« Lorsque les hostilités s'étendaient à l'ensemble du pays, notre parti lança le mot d'ordre : *mener une guerre de résistance populaire et totale.* C'est là le contenu fondamental de la guerre du peuple. Ce contenu s'est de plus en plus enrichi et concrétisé dans la pratique pendant les années de résistance, notamment après le déclenchement de la guerre de guérilla et à partir du moment où la question paysanne se vit attribuer la place qui lui revenait dans la question nationale [5]. »

On voit dans quelles conditions et suivant quel processus le P.C.V. a vu ses analyses se forger. Que cela ait impliqué à plusieurs reprises un retard du parti dans la solution de tâches nouvelles, certes. Mais l'important est qu'il ait réagi et se soit peu à peu ouvert à des vérités stratégiques que le stalinisme avait vainement tenté de faire oublier.

Mais répétons-le, une telle évolution n'avait rien de nécessaire, de fatal. Un parti réformiste ne se laisse pas forcer la main par l'histoire. Un parti n'est pas tour à tour réformiste et révolutionnaire. Il peut dégénérer, mais la réciproque n'est malheureusement pas vraie. Le P.C. vietnamien a pu redresser son cours. Le P.C.F. ne le pourra jamais.

C. — La continuité politique

Pour toute organisation révolutionnaire, la continuité politique est extrêmement précieuse. Que l'essentiel de ses cadres soit dispersé, que l'orientation se soit brutalement et à plusieurs reprises modifiée de fond en comble, qu'un éclatement organisationnel survienne et ce sont des mois ou des années rendus nécessaires pour renouer les fils politiques et organisationnels brisés. *Or le parti communiste vietnamien est certainement un*

5. V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple,* Maspero, 1967, p. 91.

de ceux dont la continuité est la plus profonde. Cela est attesté au moins par trois facteurs.

— Le personnel politique de direction a évidemment connu d'importantes modifications. Certains disparurent tel Tran Phu, deuxième secrétaire général du parti, qui meurt en 1931 des suites des tortures subies pendant la répression consécutive aux soviets du Nhge-Tinh. Mais ces modifications n'affectèrent pas l'existence d'un noyau stable de cadres dirigeants qui domine toute l'histoire du P.C.V. et qui s'est constitué durant les premières années de lutte, autour d'Ho Chi Minh (avec Pham Van Dong, Vo Nguyen Giap, Hoang Quoc Viet, Truong Chinh, etc.). Il ne s'agit pas là d'un corps monolithique, des divergences existent — on les voit se manifester à chaque étape difficile du développement du P.C.V. —. Mais il s'agit bien d'une équipe directionnelle aux compétences réparties, qui n'a subi ni « culte de la personnalité » ni « épurations » à la mode stalinienne. Et sa présence n'a certainement pas été pour rien dans l'évolution du P.C.V.

— Après une période caractérisée par la marche en zigzag, le P.C.V. a connu, à partir de 1939, une réelle continuité dans l'orientation. Continuité ne signifie pas identité; on a vu l'importance d'étapes ultérieures — telle celle de 1953 — dans la définition de la politique du parti. Mais ces transformations apparaissent plus comme des corrections et une progression que comme des ruptures et des retours en arrière. Cette unité politique a probablement été largement renforcée par le fait que tout au long de son histoire le P.C.V. a été confronté au problème de la guerre révolutionnaire.

— Enfin, il est vrai que le P.C.V. a connu nombre de transformations organisationnelles. De 1930 à 1945, (malgré un bref intermède où il porte le nom de Parti communiste vietnamien), il s'appelle Parti communiste indochinois. Les militants vietnamiens marquent par là leur fidélité à la politique de l'I.C. qui calquait ses structures sur celles de la colonisation française et faisait peu de cas de la question nationale vietnamienne. Pourtant, dès 1941 le P.C.I. suscite la constitution du Viet-Minh, organisation proprement vietnamienne dans laquelle les communistes engageront toutes leurs forces. De 1945 à 1953, officiellement dissout, le P.C.I. se maintient dans une « clandestinité » volontaire au nom de la politique frontiste. De 1953 à nos jours, devenu Parti des travailleurs du Vietnam (Lao Dong), il voit son autorité s'étendre sur tous les communistes vietnamiens, malgré la partition du pays après 1954. Néanmoins il se décide,

en 1962, à fonder le Parti révolutionnaire populaire (P.C. du Sud-Vietnam) pour adapter ses structures aux rapports complexes et aux rythmes différenciés que connaissent les processus révolutionnaires dans le Nord et le Sud du pays.

Mais, malgré cette histoire tourmentée, l'unité organisationnelle du P.C. est fondamentalement maintenue. Du moins après 1939, c'est-à-dire après la répression de 1931 qui affaiblit terriblement le P.C.V., et après la scission qui secoua l'organisation saïgonnaise ou après la rupture avec les trotskystes. En effet, depuis cette époque, il ne semble avoir connu ni période d'affaiblissement extrême, ni scission d'importance, malgré les secousses politiques qu'il a connues, en 1956-1957 par exemple. Et aujourd'hui, le P.C.V. bénéficie de l'activité de milliers de cadres éduqués par des années de lutte révolutionnaire et du soutien d'une population elle aussi formée par trente ans de guerre.

L'originalité actuelle du P.C.V. apparaît rapidement quand on le compare aux autres partis : au parti soviétique qui a vu toute sa vieille garde bolchévique décimée par Staline; au Parti communiste chinois après la Révolution culturelle et les épurations successives qu'il a connues, de Liu Shao Shi et Lin Piao; au nouveau P.C. cubain qui, en quelque sorte, s'est trouvé porté au pouvoir avant d'avoir été réellement constitué; à l'avant-garde marxiste révolutionnaire internationale renaissante, par-delà les coups que lui ont portés impérialisme et stalinisme, qui a tant de mal à renouer les fils de son présent et de son passé. Et cette originalité est une très précieuse qualité.

D. — La clef de voûte de la situation internationale

Nous avons vu comment le P.C. vietnamien avait affirmé sa stature internationale et son originalité théorique. Cette affirmation s'est certes faite progressivement, « empiriquement » — sans oublier cependant les acquis légués par la III[e] Internationale sans lesquels on peut difficilement comprendre l'ensemble du processus d'évolution. Un tel empirisme était évidemment gros de déviations nationales. Mais la révolution indochinoise n'aurait pu connaître une telle profondeur si le P.C.V. s'y était fourvoyé. La résistance palestinienne est là pour nous en donner une nouvelle et malheureuse preuve par la négative.

La situation internationale de la révolution vietnamienne a probablement été — et reste — le facteur le plus profond d'évolution progressive des communistes vietnamiens. Elle les a

confrontés directement aux forces internationales de la révolution et de la contre-révolution, avec tous les enseignements que cela comportait. Elle explique aussi le rayonnement de la révolution vietnamienne. « Abcès de fixation » rappelle Giap aux Chinois [6], elle a permis aux forces de la révolution coloniale de souffler alors qu'elle marquait le pas et aux forces de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés et de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratisés de se recomposer. Elle a interdit à l'impérialisme de profiter de succès temporaires pour passer à la contre-offensive. « Pointe offensive de la marée révolutionnaire mondiale, point culminant de la lutte commune des masses laborieuses » décrit Le Duan [7], elle est devenue exemplaire. Giap l'explique déjà en 1964, avant donc les débuts de la guerre locale et de l'escalade.

« Le Sud-Vietnam est le *combattant de choc* du mouvement de libération nationale de notre temps » [Souligné par Giap]. [...]
« La portée internationale de la guerre de libération de nos compatriotes du Sud réside *en ce qu'elle donne l'exemple* d'un peuple petit et faible déterminé à combattre et à vaincre les impérialistes américains, contribuant à prouver ainsi l'universalité des principes fondamentaux du marxisme-léninisme en matière de révolution nationale démocratique dans les pays coloniaux, semi-coloniaux et semi-féodaux, *à extirper l'influence néfaste du révisionnisme moderne dans le mouvement de libération nationale* [8] [Souligné par l'auteur]. »

Le Vietnam est le lieu où depuis trente ans la révolution se fait. Il est le lieu où la faiblesse stratégique fondamentale de l'impérialisme est mise en lumière.

Mais la révolution vietnamienne n'interdit pas seulement la stabilisation du pouvoir impérialiste. Vivante et constante réfutation de la coexistence pacifique, elle ébranle aussi la puissance des bureaucraties ouvrières. Elle devient un des facteurs majeurs dans la crise du stalinisme, favorisant l'émergence partout dans le monde d'une génération révolutionnaire qui, grâce à elle, apprend à « mépriser stratégiquement » l'impérialisme, qui se reconnaît en son combat. A tel point que les communistes vietnamiens sont aujourd'hui à nouveau confrontés à ceux qu'ils ont si souvent dénoncés, comme en passant et sans jamais s'expliquer sur le fond, les trotskystes. En marxistes révolutionnaires consé-

6. Voir p. 94.
7. Le Duan, « La Révolution vietnamienne à la lumière du marxisme-léninisme », *Partisans*, n° 40, janvier-février 1968, p. 13.
8. V.N. Giap, *Le Peuple du Sud-Vietnam vaincra*, Hanoï, 1965, p. 67-68.

quents, ces derniers sont en effet les seuls, avec un certain nombre d'individualités, à avoir toujours fait de la défense de la révolution vietnamienne un objectif permanent de leur activité. Aux U.S.A., ils offrent leurs capacités organisationnelles, leur sens du travail de masse, leur constance, au mouvement anti-guerre traversé par des influences électoralistes et spontanéistes. Ils participent au Tribunal Russell. Ils contribuent largement en France à l'animation du Comité Vietnam national, puis du Front Solidarité Indochine, offrant toujours à toutes les forces qui se réclament du socialisme le front unique en défense des peuples indochinois. L'intérêt porté par les représentants des combattants indochinois au développement de cette activité de soutien est la meilleure réponse qui puisse être donnée aux mensonges staliniens.

Mais si la lutte des peuples indochinois est à la fois le produit de la vague révolutionnaire de l'après-guerre et un des principaux facteurs qui agissent en faveur de son développement, elle n'en demeure pas moins tributaire du développement très inégal de la révolution mondiale.

« Créer deux, trois, de nombreux Vietnams, voilà le mot d'ordre », écrivait le Che à la Tricontinentale, peu avant de payer de sa vie la mise en pratique de ses convictions révolutionnaires. L'Affaire du *Pueblo* [9] montre la justesse de cette perspective : l'impérialisme n'aurait pu voir un nouveau front révolutionnaire s'ouvrir sans desserrer beaucoup son étreinte sur l'Indochine. Mais nulle part les conditions n'étaient les mêmes pour l'essor d'une nouvelle révolution. La révolution dans le monde colonial se cherchait une direction, et dans les pays capitalistes développés et les Etats ouvriers bureaucratisés elle commençait tout juste à se remettre des conséquences des trahisons des directions réformistes de l'après-guerre. Si une nouvelle génération révolutionnaire naît, elle reste dans sa majorité dramatiquement confuse, et les marxistes révolutionnaires encore trop peu nombreux. Les combattants indochinois restent « tragiquement seuls » (Che) et la poursuite elle-même de la guerre de destruction U.S. fait hésiter plus d'un militant dans le monde devant les sacrifices imposés par la révolution.

9. Le 23 janvier 1968, les forces navales nord-coréennes arraisonnent un navire espion U.S., le *Pueblo*. Il possédait un équipement ultra-moderne, le gouvernement coréen déclare vouloir juger l'équipage. En bonne « logique » impérialiste, le gouvernement américain aurait dû réagir très brutalement. Rien ne vint. Parce que les forces nécessaires pour mener une opération de représailles (avions de chasse et bombardiers, troupes fraîches, etc.) n'existaient plus en nombre suffisant. Aux U.S.A. même, les troupes chargées de la

Le P.C.V. appartient à cette génération de partis communistes qui, avant et après la Seconde Guerre mondiale, ont rompu en pratique avec la politique internationale de la bureaucratie soviétique. En Grèce, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam... Ils vivaient douloureusement la contradiction entre leur appartenance à l'I.C. stalinisée et leur insertion dans les luttes de classe de leurs pays. Ils ont su choisir la voie de la révolution. *De tous ces partis, le P.C.V. est celui qui a été le plus loin dans la redécouverte des principes du marxisme.* Mais il représente aujourd'hui une exception, l'heure où de telles évolutions étaient possibles dans des partis liés au Kremlin est passée. Mais parce que cette progression du P.C.V. ne s'est pas accompagnée d'une réappréciation du débat qui opposa l'Opposition de gauche en U.R.S.S. au stalinisme montant, la clarification théorique n'a pas atteint la compréhension exacte de la nature de la bureaucratie soviétique. Mais la situation internationale de la révolution vietnamienne joue contradictoirement sur son avant-garde politique : par la mise en lumière des implications de la politique internationale de l'U.R.S.S. et de la Chine, elle favorise la prise d'indépendance du communisme vietnamien ; par l'isolement dans lequel il reste plongé; par l'absence du pôle marxiste révolutionnaire conséquent suffisamment fort sur l'arène internationale, elle facilite le maintien de ses limitations idéologiques. Le P.C. vietnamien a élaboré une orientation qui lui est propre. Il a fourni, plus qu'il ne fallait, les preuves de ses capacités exceptionnelles à diriger la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Cette lutte aujourd'hui n'est pas encore terminée. Mais l'expérience accumulée depuis 1945 nous permet de tenter d'aborder la question de l'avenir après la victoire. Pour commencer, il nous faut chercher à préciser la racine du débat politique : la question du stalinisme.

---

défense du territoire étaient descendues au-dessous du minimum de sécurité. Tout était au Vietnam. Comme aujourd'hui pour l'aviation, les pilotes, techniciens... Cf. W. BURCHETT, *Pourquoi le Vietcong gagne,* Maspero, 1968, chapitre 16.

6. La question du stalinisme

Pour comprendre l'orientation actuelle de la direction vietnamienne, *il faut tenir compte non seulement des difficultés de sa situation objective, mais aussi des faiblesses subjectives dont la plus notable est probablement une incompréhension de la nature, des causes, de l'histoire du stalinisme.* Ho Chi Minh a vécu en U.R.S.S. lors des conflits qui opposèrent l'Opposition de gauche au stalinisme montant. Il ne semble pas avoir pris part aux débats, apparaissant aux protagonistes qui le rencontraient comme un « empirique [1] ». Le parti semble formé, ici aussi, à l'image du maître. Cette faiblesse est probablement attestée avec le plus de force quand on se penche sur le problème de la *bureaucratisation.* Les Vietnamiens s'y sont heurtés sous deux angles :

— sur le plan international, par la confrontation avec la politique de coexistence pacifique;

— sur leur propre sol, par la présence permanente de tendances à la bureaucratisation.

Et ce dès 1945 : « Avant la révolution d'août, notre parti se trouvait dans l'illégalité et œuvrait dans la clandestinité. Mais depuis, il est devenu un parti au pouvoir [...] [ce qui] incitait certains [cadres et membres du parti] à tomber dans le bureaucratisme et l'autoritarisme, à se détacher des masses [2]. » En octobre 1945, Ho Chi Minh adresse un texte « aux comités populaires du Nord, du Sud et du centre du Vietnam, à tous les comités de provinces, de districts et de communes [3] ». Il y dé-

1. Voir J. Lacouture, *Ho Chi Minh,* éditions du Seuil, et Ch. Rageau, *Ho Chi Minh,* Editions universitaires.
2. *Brève histoire du P.T.V.,* Hanoï, 1970, p. 58.
3. Ho chi Minh, *Ecrits (1920-1969),* Hanoï, 1971, p. 57.

nonce et y énumère les erreurs commises par certains cadres : 1) violation de la légalité, 2) abus de pouvoir, 3) corruption des mœurs, 4) favoritisme, 5) esprit de division, 6) orgueil, et termine par un sec « J'espère que vous ferez des progrès ». En 1947, il revient à la charge dans trois textes : sa « Lettre aux camarades du Bac Bo », sa « Lettre aux camarades du Trung Bo » et sa brochure « Améliorer notre style de travail ».

Les « erreurs » dans l'application de la réforme agraire, en 1956 (voir p. 67-68) illustrent l'ampleur du problème au lendemain de la victoire emportée sur les Français. Le Chau décrit en détail cette période et la vague de critiques et d'autocritiques qui déferle. Une de ces critiques, formulée par « un congressiste bien connu des milieux politiques nord-vietnamiens, Maître Nguyen Manh-Tuong » est particulièrement significative :

« Si la révolution nous a apporté la lumière et le bonheur, pourquoi certains sont-ils inquiets de la révolution et souffrent-ils à cause d'elle ? Ces gens ne sont pas des ennemis de la révolution. Après le XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., après les insurrections de Berlin et de Poznan, de Tchécoslovaquie et de Hongrie, nous pouvons comprendre clairement ces problèmes nés du fait que la révolution est atteinte d'une grave maladie, l' " éloignement du peuple " et qu'elle n'est pas suffisamment démocratique. Elle est ensevelie de plus en plus profondément dans le bureaucratisme et le dirigisme; elle se confine dans une attitude étroite de *leadership* autoritaire, parfois même dictatorial [4]. »

Un autre exemple de bureaucratisation tendancielle de l'Etat vietnamien était fourni — en 1965 — par la démocratisation même, imposée par la reprise des bombardements sur le Nord. La remarque de Nguyen Xua Lai est, à ce titre, très symbolique (voir p. 79). Mais la menée de la guerre révolutionnaire ne saurait à elle seule résoudre le problème. Certes, elle favorise une large démocratisation *à la base* dont le fonctionnement de l'armée populaire fait foi), mais elle implique une centralisation maximale dans la prise de décision la plus haute, laisse peu de loisir à l'établissement d'une large structure de participation de l'ensemble de la population à l'Etat, de la base au sommet. Voici ce qu'écrit la Commission d'étude de l'histoire du Parti des travailleurs du Vietnam pour l'année 1968 :

« Le comité central a estimé cependant que les résultats obtenus restaient insuffisants et ne répondaient pas encore à l'inten-

4. Le Chau, *Le Vietnam socialiste : une économie de transition*, Maspero, 1966, p. 141 à 147.

tion stratégique du parti à l'étape actuelle. Nos succès sont limités par de nombreuses faiblesses et insuffisances. Il y a eu des manifestations négatives comme la tendance à profiter de l'état de guerre pour empiéter sur l'économie collective ou pour l'affaiblir, voler les biens publics, se livrer à la spéculation et rechercher du profit. Des cadres et membres du parti pèchent encore par bureaucratisme et autoritarisme, violent les droits démocratiques du peuple et, même dans une certaine mesure, la légalité socialiste. [...] Depuis 1968, le parti s'est attaché à renforcer sa direction sur le plan économique, à lutter contre le relâchement dans la gestion, à inculquer aux masses la conscience d'être le maître collectif du pays [5]. »

Confrontés de longue date au problème de la bureaucratisation, les dirigeants vietnamiens ont essayé d'y répondre. Leurs textes sont parsemés de notes de ce genre : « Pour réaliser cette ligne générale, notre parti préconise d'une part *le renforcement de la dictature vis-à-vis des ennemis du peuple,* la répression des contre-révolutionnaires, et le maintien de l'ordre et de la sécurité; d'autre part, *le développement de la démocratie vis-à-vis du peuple,* la réalisation des droits démocratiques du peuple, l'établissement et le perfectionnement graduel de la législation socialiste et la création des conditions permettant au peuple de participer effectivement à la gestion de l'Etat [6]. »

L'importance reconnue à ce problème apparaît clairement dans les écrits de Giap concernant l'organisation de l'armée révolutionnaire.

« Dans la direction de l'édification de notre armée, notre parti s'en est toujours tenu au centralisme démocratique, son principe d'organisation; aussi a-t-il veillé à donner à l'armée une démocratie interne effective, tout en assurant une discipline des plus sévères, mais librement consentie.

« Tout à l'encontre des armées de toutes sortes des classes exploiteuses, la nôtre a pratiqué, dès sa fondation, *le régime de la démocratie interne.* [...]

« Pendant les années de la Résistance, le système dit " des trois grandes démocraties " a pris forme et conduit à d'heureux résultats. Démocratie politique [...]. Démocratie militaire [...]. Démocratie économique [...].

5. *Brève histoire du P.T.V., op. cit.,* p. 128-129.
6. TRUONG CHINH, *Sur la voie tracée par Karl Marx,* Hanoï, 1969, p. 50.

« C'est sur la base de la réalisation du régime de démocratie que notre armée applique par ailleurs une *discipline librement consentie* des plus sévères. [...]

« La réalisation de la démocratie interne et le renforcement de la discipline librement consentie sont tout un processus de lutte contre les déviations se manifestant à travers deux tendances diamétralement opposées. La première s'appesantit exagérément sur la discipline en faisant fi de la démocratie. [...] La deuxième, celle du " dispersionnisme " ne prenait pas en considération le renforcement de la discipline. [...]

« Ces deux tendances erronées sont l'une et l'autre des manifestations d'idéologies non prolétariennes. La première se rattache à l'influence de l'idéologie bourgeoise dans la gestion de l'armée, la deuxième à l'idéologie paysanne et petite-bourgeoise encline à la dispersion, c'est-à-dire de ces couches dont sont issus la majorité des cadres et des combattants de notre armée. C'est pourquoi le problème fondamental pour une mise en pratique correcte du régime démocratique, l'affermissement de la discipline librement consentie et sévère consiste à poursuivre sans cesse l'éducation de l'armée dans l'idéologie prolétarienne pour venir à bout de toute idéologie non prolétarienne subsistant dans nos troupes [7]. »

Ce souci de démocratie interne et de discipline librement consentie dans l'armée transparaît aussi clairement dans les récits rapportés par Burchett dans *Pourquoi le Vietcong gagne*.

Mais il ne suffit pas de souligner les dangers de bureaucratisation pour en être prémuni. Il nous faut étudier *les moyens adoptés pour lutter pour la démocratie socialiste. Et le livre de Truong Chinh déjà cité, mérite d'être étudié de plus près.*

« Nous avons la ferme conviction que *dans le système socialiste, n'importe quand et n'importe où, toute notion vague sur l'Etat de dictature du prolétariat, tout relâchement ou affaiblissement par tel ou tel moyen de cette dictature, tout abaissement ou suppression du rôle dirigeant du parti du prolétariat, entraîneront inévitablement la tentative des contre-révolutionnaires de relever la tête et la dégénérescence du socialisme.*

« L'histoire a connu les trois formes suivantes de l'Etat de dictature du prolétariat : la Commune de Paris, les soviets de Russie et la démocratie populaire dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Europe orientale. La dictature du prolétariat revêt dans notre pays la forme de la démocratie populaire. [...]

7 V.N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Maspero, 1967, p. 122 à 126.

« Si la dictature du prolétariat naît et se développe ainsi sous différentes formes, c'est à cause des conditions historiques concrètes, du niveau de développement économique, du rapport des forces entre les classes, des particularités nationales et des traditions de développement du pouvoir dans chaque pays et aussi, en partie, à cause de la conjoncture politique et de la répartition des forces dans le monde [8]. »

Le fonctionnement de l'Etat vietnamien diffère effectivement beaucoup et du schéma décrit par Lénine dans *L'Etat et la révolution* et du système soviétique mis en place lors des premières années de la Révolution russe par le parti bolchévique. Il s'agit bel et bien, au Vietnam du Nord, *d'un Etat ouvrier bureaucratique déformé.* Même si la théorie du parti unique n'est pas développée, en pratique c'est celui-ci qui assume l'essentiel des fonctions dirigeantes dans l'Etat [9]. Or, bien évidemment, il ne regroupe en son sein qu'une minorité d'avant-garde et non la masse des travailleurs. Il n'y a pas séparation du parti et de l'Etat, même si les responsabilités sont systématiquement différenciées. De même, si le centralisme démocratique est partout reconnu comme la règle qui doit régir, avec des modalités d'application diverses, le fonctionnement de l'Etat, de l'armée et du parti, rien ne laisse entendre que, dans ce dernier, le droit de tendance soit reconnu. Il n'existe pas, surtout, de système soviétiste, où les conseils de travailleurs composeraient la colonne vertébrale, de bas en haut, de l'Etat.

Il ne s'agit pas ici de reprocher aux communistes vietnamiens de n'avoir pas su établir la démocratie socialiste dont nous rêvons. Rien n'est plus difficile et il est certain que les conditions extrêmement dures qui ont été faites à la révolution vietnamienne n'ont rien arrangé. L'U.R.S.S. de Lénine et Trotsky en 1920 était un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Mais le problème n'est pas tant l'état de réalisation de la démocratie soviétique que celui des objectifs que se fixent en ce domaine les dirigeants vietnamiens. L'inquiétant dans les analyses de Truong Chinh qui se contente de relever les « trois formes » qu'a connues l'Etat de dictature du prolétariat est que nulle part il ne semble donner pour *orientation* l'établissement d'un système soviétiste de pouvoir, à la différence du Parti bolchévique d'avant la stalinisation.

8. TRUONG CHINH, *Sur la voie tracée par Karl Marx*, op. cit., p. 78-79.
9. Symboliques sont en ce sens les textes regroupés dans *Guerre du peuple, armée du peuple, op. cit.*,, qui mettent sur le même plan la direction du parti et le gouvernement de la R.D.V. et qui donnent très nettement la prééminence au premier.

Notre attachement, à nous trotskystes, à la démocratie socialiste du type soviétiste n'est ni la conséquence d'un attachement dogmatique aux « normes idéales » dressées par les grands ancêtres, ni le fruit de rêveries utopiques.

La démocratie soviétiste est la meilleure façon de lutter contre la bureaucratisation parce qu'elle seule réalise le contrôle permanent des masses et de la base sur les fonctionnaires et les cadres.

La démocratie soviétiste est le meilleur garant de l'élaboration d'un plan économique de développement réaliste. Car elle seule permet de déterminer les *rythmes* acceptables par les travailleurs. Les « erreurs » de 1956 en sont la preuve à contrario.

La démocratie soviétiste est enfin le meilleur moyen pour, simultanément, renforcer la dictature du prolétariat par l'élévation continuelle du niveau idéologique des masses et amorcer le dépérissement de l'Etat par la prise en charge croissante de ses tâches par la population; c'est-à-dire pour, simultanément, renforcer la capacité de l'Etat ouvrier de transition à prévenir toute contre-révolution et préparer son dépassement dans le cadre d'une société socialiste.

Quels qu'en soient les rythmes, les délais, les difficultés d'application, elle reste un des problèmes clef dont la résolution durant l'époque de transition, garantit la marche au socialisme. Comme l'usage de la terminologie stalino-maoïste, *la « sous-estimation » apparente du rôle de la démocratie soviétiste implique une incompréhension de la nature et des racines du stalinisme, donc des moyens de lutter contre les tendances inévitables à la bureaucratisation.* Cette incompréhension est confirmée par l'attitude du P.C.V. quant à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Radio-Hanoï l'a soutenue. Une fois et discrètement, mais elle l'a soutenue. Il est peu probable qu'il s'agisse là d'une déclaration « opportuniste » vis-à-vis du Kremlin. Le silence aurait suffi, si la condamnation était impossible. Il s'agit plutôt d'une réaction analogue à celle de Cuba. La Tchécoslovaquie prenait la route de la Yougoslavie et la Yougoslavie, de tous les Etats du « camp socialiste », est celui qui va le plus ouvertement dans l'abandon du soutien aux révolutions du tiers-monde. L'arrêt de ce processus méritait bien une intervention militaire extérieure. C'est ne pas comprendre, pourtant, que Brejnev n'est pas à gauche de Dubcek et que l'intervention soviétique sert le stalinisme et nullement le socialisme !

Le P.C.V. a une claire compréhension de l'existence d'un courant droitier et opportuniste au sein du « mouvement commu-

niste international ». Un article du *Nhan Dan* le confirme s'il le fallait [10] :

En été 1971, une conférence des pays dits « non alignés » s'est tenue à Georgetown. Le G.R.P. et le G.R.U.N.K. y ont remporté une victoire diplomatique en y étant admis de plein droit. A cette occasion, le *Nhan Dan* du 17 août 1972 a publié un article sur la situation des « peuples du tiers-monde » prenant en main « leur propre destinée » pour « s'opposer à toutes les tentatives de l'impérialisme U.S. qui cherche à régler avec d'autres pays les problèmes internationaux sans tenir compte des intérêts et aspirations [de ces pays] ».

Dans cet article, il est dit notamment que la conférence de Georgetown, « victoire de la tendance révolutionnaire », « traduit sans équivoque une nouvelle tendance de l'époque : celle où les petits pays se dressent pour prendre en main leur destinée en dépit des complots diaboliques de l'impérialisme et des *manifestations du droitisme et des compromis sans principe* [Souligné par l'auteur]. Les succès du mouvement de libération nationale et de la conférence de Georgetown sont justement des échecs de la doctrine Nixon. Ils constituent aussi un *rappel sévère pour ceux qui s'éloignent des grandes pensées révolutionnaires invincibles de l'époque, qui s'enlisent pitoyablement dans la ténébreuse et boueuse voie du compromis* [Souligné par l'auteur] ». Plus loin, il est écrit : « Ceux qui persévèrent dans la révolution et qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme ont pu constater successivement la faillite et l'échec des tentatives opportunistes de toutes les couleurs, parmi lesquelles des forces qui pour un temps avaient fait la loi. » Plus loin encore, à propos de la « doctrine Nixon » : « Cette stratégie se sert de la politique d'équilibre des forces entre les grandes puissances et de la politique qui consiste à diviser les pays socialistes à partir des maillons clés comme bouclier pour pouvoir endiguer par la force et en toute liberté les mouvements de libération nationale. » Et en conclusion : « *La révolution d'un pays est partie intégrante de la révolution mondiale* et les révolutions nationales se poussent les unes les autres en avant et se soutiennent réciproquement. *La victoire de la révolution dans un pays n'est pas la fin mais n'est que le début d'une très longue lutte menant au communisme mondial.* Le socialisme, le communisme sont des milliers et des milliers de fois meilleurs que le féodalisme et le capitalisme, l'internationalisme prolétarien ne se compare pas au nationalisme bourgeois *et* à l'égoïsme national [Je souligne. P.R.], tellement les distances

10. Cité dans *Le Courrier du Vietnam*, nº 4 (nouvelle série), septembre 1972.

entre eux sont grandes. La révolution est une voie fleurie et parfumée. L'opportunisme est un bourbier puant. »

Les dirigeants vietnamiens n'ont pas adopté l'analyse simpliste maoïste du retour au capitalisme en U.R.S.S. Elle permet en effet mal d'expliquer la nature de l'aide que cette dernière fournit au Vietnam. Mais ils n'ont pas non plus adopté notre analyse de la bureacratie soviétique. Il est probable qu'ils espèrent — encore qu'il faille être ici particulièrement prudent dans les analyses et les exégèses de textes —, une fois l'opportunisme des directions actuelles battu en brèche. en un redressement du mouvement communiste mondial. Il est probable qu'un des passages essentiels du *Testament* d'Ho Chi Minh, là encore, ne soit pas de pure tactique :

« *A propos du mouvement communiste mondial.* — Ayant consacré toute ma vie au service de la révolution, plus j'éprouve de fierté à voir grandir le mouvement communiste et ouvrier international, plus je souffre de la mésentente actuelle entre les partis frères !

« Je souhaite que notre Parti œuvre de toutes ses forces et contribue de façon efficace au rétablissement de l'union entre les partis frères sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, selon les exigences de la raison et du cœur.

« Je suis fermement convaincu que les partis frères et les pays frères s'uniront nécessairement à nouveau [11]. »

Les facteurs qui permettent de comprendre cette orientation du P.C.V. sont nombreux : nature repoussante du « modèle » de système soviétique d'Etat que l'U.R.S.S. présente, héritage de la formation reçue au sein de la IIIe Internationale, existence même des déformations bureaucratiques de l'Etat ouvrier de transition au Nord-Vietnam, qui impriment la conscience des cadres du parti et de l'Etat, situation internationale de la révolution indochinoise, à la fois dépendante et en opposition au « camp socialiste »... Des facteurs plus complexes encore, liés à l'histoire du Vietnam, au développement antérieurement à la colonisation d'un « mode de production asiatique » et d'une pensée philosophique confucéenne pèsent peut-être aussi. Ne serait-ce que dans la mesure où ces traditions philosophiques offrent des cadres d'interprétation *moraux* de la lutte contre la bureaucratisation. Nguyen Khac Vien relève, dans un article très intéressant, les rapports qui se sont tissés entre le confucia-

11. Ho Chi Minh, *op. cit.*, p. 372.

nisme traditionnel et le marxisme vietnamien. Si le confucianisme a préparé le développement du marxisme « en centrant les réflexions de l'homme sur les problèmes politiques et sociaux », il l'a aussi teinté de morale : « On reconnaît facilement, écrit Nguyen Khac Vien, dans ces textes [du président Ho Chi Minh] le moralisme confucéen. [...] Ce ne sont pas des leçons de morale, au sens où nous l'entendons dans les collèges et lycées. Ce sont des directives pour des campagnes de " rectification". [...] La critique et l'autocritique, partant de données politiques, aboutissent souvent à des analyses morales extrêmement poussées. »

« On peut même dire qu'au Vietnam (et en Chine) le confucianisme déteint souvent sur le marxisme. En terre confucéenne, la moralité tend souvent à l'emporter sur la notion de loi du développement historique. Le marxisme étant à la fois " explication et édification ", l'édification risque souvent de prendre le dessus. Dans la grande famille des partis communistes, le parti vietnamien (comme le P.C. chinois) apporte certainement une note moralisante plus marquée que les partis militants dans des pays où la bourgeoisie avait déjà exercé pendant longtemps la direction idéologique [12]. » (Notons que Nguyen Khac Vien ajoute qu'« Ici [dans les pays de longue tradition bourgeoise] c'est l'amoralisme bourgeois qui déteint parfois sur les militants marxistes, qui ont tendance à négliger les problèmes de moralité individuelle ».)

Si les facteurs qui pèsent sur le développement idéologique et programmatique du P.C.V. sont nombreux, il en est de même de ceux qui modèleront l'avenir de la révolution vietnamienne.

12. Nguyen Khac Vien, *Confucianisme et marxisme au Vietnam*, dans *Tradition et révolution au Vietnam*, p. 55-56.

7. En guise de conclusion provisoire

> « [...] *Dans un pays où le prolétariat arrive au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale.* »
>
> Léon TROTSKY, *Thèses sur la révolution permanente.*

Les difficultés d'une révolution socialiste ne s'arrêtent pas au renversement de l'état bourgeois. La dégénérescence de l'U.R.S.S., puis l'évolution, après la prise du pouvoir révolutionnaire, de la Chine et de Cuba ont prouvé que les dangers de déformation bureaucratique des Etats ouvriers, tributaires du retard de la révolution dans les pays capitalistes développés, n'étaient pas le fruit de fertiles imaginations trotskystes. Les facteurs objectifs qui poussent à de telles évolutions sont en effet considérables, surtout dans les pays anciennement coloniaux ou semi-coloniaux. La persistance de la pénurie durant toute la période de transition, du mode de répartition hérité du capitalisme et de formes de délégation du pouvoir liées au trop faible développement idéologique (et social) du prolétariat sont de puissants facteurs de « séparation de l'appareil du parti et de l'Etat d'avec les masses », prélude à une bureaucratisation plus profonde.

Le Vietnam a connu et connaîtra, au lendemain de la prise du pouvoir, une situation particulièrement difficile. Les tâches de reconstruction seront immenses dans un pays qui, moins encore qu'un autre, vu son exiguïté géographique, ne peut espérer d'un développement autarcique. Les tendances à la bureaucratisation trouveront un terreau favorable dans ces difficultés objectives, comme elles verront leur développement favorisé par les limites programmatiques de l'actuelle orientation du P.C.V. Mais il

serait faux — et dangereux politiquement — d'en conclure à la bureaucratisation inévitable.

Aujourd'hui, c'est la poursuite de la lutte révolutionnaire qui s'affirme comme le facteur principal s'opposant à ces tendances. Car cette lutte interdit la *cristallisation* d'une caste bureaucratique privilégiée, échappant au contrôle des masses et susceptible de définir la politique de l'Etat en fonction de ses intérêts propres. L'histoire de la révolution indochinoise le démontre a posteriori par elle-même. Si le Vietnam du Nord avait connu une telle dégénérescence bureaucratique, jamais il ne se serait trouvé engagé comme aujourd'hui au côté des masses du Sud. En 1959-1960 le P.T.V. n'aurait pas pris le tournant politique vers la relance de la lutte armée. En 1965, après les débuts de l'escalade U.S. qui mettaient en cause l'existence même de l'état ouvrier nord-vietnamien, le P.T.V. se serait empressé d'abandonner, au nom de l'inégalité des forces, l'aide au Sud.

Ici encore, il n'est pas vrai que l'Etat nord vietnamien ou le P.C.V. étaient *obligés* de reprendre le combat.

L'alternative n'était pas subir sans réaction l'escalade U.S. ou réengager une lutte révolutionnaire. *En se rangeant dans la zone d'influence soviétique — et au prix d'un abandon des masses du Sud — le Nord-Vietnam aurait très certainement obtenu, à cette époque, et une « couverture » politique et militaire conséquente de l'U.R.S.S. et un arrêt de l'escalade U.S.* Et il n'est pas donné à n'importe quel bureaucrate de comprendre que la meilleure défense des états ouvriers réside dans l'extension de la révolution ! Si une caste bureaucratique cristallisée avait existé en 1960 au Nord-Vietnam, elle aurait fait allégeance à Moscou, se serait soumise aux impératifs politiques de la coexistence pacifique. La lutte au Sud aurait repris *contre* le P.T.V., l'unité du Vietnam aurait été brisée, aussi certainement que celle du P.C.

Et demain ? Demain, une fois la victoire acquise sur l'ensemble du territoire, le peuple vietnamien bénéficiera d'atouts considérables. D'abord d'une théorie et d'une expérience du développement économique et social de la période de transition au socialisme qui ne reproduit pas les « simplifications » staliliniennes. Ensuite des réalisations sociales fort avancées qui bouleversent non seulement la structure agraire et la condition ouvrière mais qui permettent d'apporter des solutions aux problèmes de l'inégalité féminine et à l'oppression des minorités ethniques. Mais surtout d'une population et d'un parti éduqués et forgés au feu de 30 ans de luttes révolutionnaires — politiques et militaires — ininterrompues.

Deux exemples déjà traités permettent de comprendre ce qu'une telle situation implique. La crise de 1956 est fort révélatrice [1] : la région qui connut les mouvements d'opposition les plus amples fut celle du Nghe An, aux très fortes traditions révolutionnaires, remontant notamment aux « soviets » de 1930. Et le Vietnam semble bien avoir été de tous les pays du « camp socialiste » celui où la vague de critiques et d'auto-critiques fut la plus profonde. De même l'histoire des années 1957-1960 au Sud-Vietnam est riche d'enseignements. L'attitude des cadres communistes face au soulèvement de la tribu Kor [2] révèle et le sens extrême de la discipline des membres du P.C.V. et leurs capacités à prendre leurs responsabilités lorsqu'ils pensent que l'avenir de la révolution est en jeu. Les quinze ans de guerre révolutionnaire de la seconde guerre d'Indochine ont accru qualitativement ce capital politique. Pour comprendre les facteurs qui détermineront l'avenir de la révolution vietnamienne après la prise du pouvoir, il faut reconnaître *comment, au travers d'une telle lutte, une population et les militants prennent conscience de leurs droits comme de leur devoir, de leur force comme de leur responsabilité.*

Ce processus s'avérera d'autant plus puissant qu'au Vietnam la *durée* et la *densité* de la lutte auront été sans commune mesure avec ce qui a pu exister en Chine ou à Cuba et que la révolution a d'ores et déjà dépassé les frontières vietnamiennes pour s'étendre au Cambodge et au Laos. L'épuisement physique seul du peuple vietnamien pourrait mettre en cause cet atout majeur de la révolution. Mais la science de la guerre du peuple dont il a fait preuve semble, aujourd'hui, exclure cette hypothèse malgré l'ampleur de la tentative de génocide perpétrée par les U.S.A.

Mais là n'est peut-être pas le plus important. Beaucoup de choses dépendront de l'évolution de la situation internationale. Qu'un nouveau front révolutionnaire s'ouvre dans le monde et c'est l'étreinte impérialiste qui se desserre. Que la révolution asiatique connaisse de nouveaux développements et c'est la dépendance du Vietnam à l'égard des états ouvriers bureaucratisés qui s'affaiblit. Que les forces de la révolution mondiale se renforcent et c'est sur une nouvelle extrême-gauche marxiste révolutionnaire plus consistante que la révolution vietnamienne pourra s'adosser. Bien sûr, si pendant trop longtemps la révolution vietnamienne reste isolée, trop loin en avance sur la

1. Voir p. 66-67, 127-128.
2. Voir p. 62-63.

révolution mondiale, les tendances à la bureaucratisation s'avéreront un jour irrésistibles. Et ce jour serait d'autant moins lointain que les communistes vietnamiens appréhenderaient mal la question de la démocratie socialiste. Mais s'il est peu probable, du fait de la crise de direction du mouvement révolutionnaire, que la révolution mondiale opère *dans l'immédiat* un bond qualitatif en avant, rien n'indique, au contraire, que nous entrons dans une phase de stagnation prolongée des luttes. L'incapacité de l'impérialisme à stabiliser son pouvoir dans les pays « sous-développés » de façon durable, la crise aggravée du mouvement stalinien dans le monde, la remontée des luttes ouvrières en Europe occidentale indiquent clairement que nous sommes à la veille d'un nouvel approfondissement des luttes de classes à l'échelle internationale. L'Indochine restera pour un temps la « tranchée avancée du prolétariat mondial », mais, au-delà des effets immédiats de la politique de coexistence pacifique de l'U.R.S.S. et de la Chine, c'est sur cette remontée de lutte qu'elle doit pouvoir compter.

Dans cette situation, les militants trotskystes ne sont ni neutres ni passifs. L'activité de soutien actuellement déployée tend à créer les meilleures conditions internationales non seulement pour la victoire contre l'impérialisme mais aussi pour le développement futur des états ouvriers indochinois. La critique *pratique* que nous portons à la politique de coexistence pacifique des directions soviétique et chinoise tend non seulement à desserrer l'étau des pressions diplomatiques *actuelles* mais aussi à affaiblir la pression que le stalinisme international exercera demain sur les peuples d'Indochine. Et ce faisant nous n'agissons pas seulement sur le cadre *objectif* dans lequel évoluent les révolutions vietnamienne et indochinoise, remplissant ainsi le premier de nos devoirs internationalistes en fonction de nos forces.

Nous illustrons aussi *en pratique* des orientations programmatiques que nous pensons importantes. Le développement de l'activité de soutien comme activité de masse permet et de mettre en lumière notre conception politique de *l'internationalisme* — ce qui permet de prouver que la seule alternative n'est pas entre un centralisme international sous la houlette de la Chine ou de l'U.R.S.S. et « un polycentrisme de gauche » — et d'approfondir notre critique concrète du *stalinisme*. De même, par notre activité dans les luttes ouvrières dans le monde, nous commençons à pouvoir mettre en valeur concrètement notre conception de la *démocratie ouvrière*, tout en préparant l'extension de la révolution mondiale. Et nous tendons ainsi à faire passer le débat sur

les divergences d'orientation qui nous séparent de la direction du Parti communiste vietnamien de la simple discussion idéologique à une confrontation *pratique* des expériences.

C'est parce que nous tenons en très haute estime les révolutionnaires indochinois, c'est parce que nous sommes conscients du rôle privilégié que jouent et que joueront les révolutions vietnamienne et indochinoise dans le monde, c'est parce que nous avons conscience des devoirs internationalistes urgents qui lient tout militant anti-impérialiste à la défense de ces révolutions, c'est parce que nous connaissons le poids dont la situation internationale pèse et pèsera sur leur victoire et leur avenir, c'est parce que nous sommes profondément convaincus que leur victoire sera aussi la nôtre et que leurs difficultés sont aussi les nôtres que nous appelons au renforcement de la solidarité politique et militante avec les peuples d'Indochine. Solidarité politique et militante jusqu'à la victoire de la révolution socialiste vietnamienne et indochinoise !

Table

DANS LES LIVRES ROUGES

Renaissance du bolchevisme en U.R.S.S. Mémoires d'un bolchevik-léniniste.
Ernest MANDEL, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion.*
Jacob MONETA, *La Politique coloniale du P.C.F.*
JEDERMAN, *La « Bolchevisation » du P.C.F.*
Livio MAITAN, *L'Armée, le parti et les masses dans la révolution culturelle chinoise.*
Tariq ALI, *Dictature militaire ou pouvoir populaire au Pakistan.*
TROTSKY, PREOBRAJENSKY, RAKOVSKY : *De la bureaucratie.*
Louis COUTURIER, *Les grandes affaires du P.C.F.*

DANS LES CAHIERS ROUGES

DOCUMENTS DE FORMATION COMMUNISTE

1. *Eléments de théorie économique marxiste*
2. *La Médecine confisquée*
3. *De la bureaucratie*
4. K. MODZELEWSKY, J. KURON :
   Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais
5. *L'Intervention en Tchécoslovaquie, Pourquoi ?*
   Construire le parti révolutionnaire
   Construire l'Internationale

6-7. I. *Théorie et système d'organisation*
8-9. II. *De l'internationalisme à l'Internationale*
10-11. III. *Dialectique des secteurs d'intervention*

12. *Le Deuxième Souffle. Problèmes du mouvement étudiant*
13. *Pédagogie et crise de la bourgeoisie*
14. *Vietnam, Laos, Cambodge, un même combat*
    Spécial : « Le complot trotskyste » en Tchécoslovaquie
15. *Proche-Orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste*

SÉRIE INTERNATIONALE

1. *U.R.S.S. et pays de l'Est : capitalisme ou socialisme ?*
2. *Réformisme militaire et lutte armée en Amérique latine*
3. *Pologne : le crépuscule des bureaucrates*
4. *La Deuxième Guerre d'Indochine*
5. *Afrique noire, impérialisme et révolution*
6. *Révolution permanente en Amérique latine*

CAHIERS DE LA IV[e] INTERNATIONALE

1. La guerre d'Espagne (1936-1939). Témoignage d'un combattant trotskyste dans les Brigades internationales
2. Sur la révolution cubaine

SÉRIE « CLASSIQUE »

1. Léon TROTSKY, *La Révolution permanente en Russie*
2. Léon TROTSKY, *Nature de l'Etat soviétique*
3. *Crosse en l'air. Le mouvement ouvrier et l'armée 1900-1914*
4. Léon TROTSKY, *Classe ouvrière, parti et syndicat*
5. *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV[e] Internationale* (*Programme de transition* 1938).
6. *L'ennemi est dans notre pays* (*l'antimilitarisme révolutionnaire après 1918*)
7. Léon TROTSKY, *Les Leçons d'Octobre*
8. LÉNINE et TROTSKY, *Sur la Commune de Paris*
9. *Lénine contre Staline*
10. *Les Etats-Unis socialistes d'Europe*
11. Léon TROTSKY, *Discussion sur le programme de transition*

SÉRIE « MARX OU CRÈVE »

1. *Marxisme et petite-bourgeoisie*
2. Denise AVENAS, *Trotsky marxiste*
3. *« Lutte Ouvrière » et la révolution mondiale*
4. *« Lutte Ouvrière » ou la tendance prolétarienne*
5. *Qu'est-ce que l'A.J.S. ?*

LIVRE DE POCHE ROUGE

Ce que veut la Ligue communiste

HORS COLLECTION

Pour lire « La Révolte de la mer Noire ». André Marty révolutionnaire

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN JANVIER 1973 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE GOUIN, 37, RUE DE
L'UNION, A EZANVILLE (VAL-D'OISE).
DÉPÔT LÉGAL : 1er TRIMESTRE 1973.
N° IMPRIMEUR 1650. N° ÉDITEUR 593.
PREMIER TIRAGE : 3.300 EXEMPLAIRES.



LE PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN

Il est un paradoxe : la direction vietnamienne, sous la direction du parti communiste vietnamien, est en train d'écrire une des plus belles pages de la révolution socialiste mondiale, alors que les trahisons des « partis frères », membres du mouvement communiste officiel international, ne se comptent plus. La révolution vietnamienne est aussi un des exemples majeurs à partir duquel la nouvelle génération révolutionnaire s'est éduquée. C'est au travers de l'activité de solidarité internationale, qu'elle a su susciter, que se sont formées la plupart des actuelles organisations d'extrême-gauche, alors que le P.C.V. continue à recevoir, du haut des tribunes, félicitations et congratulations de la part des représentants des partis staliniens.

Ce texte tente de donner une réponse à ce paradoxe apparent. Il n'est ni une étude systématique de la réalité sociale vietnamienne, ni une histoire détaillée du P.C.V. Il cherche à définir un cadre de compréhension de la trajectoire qu'a vécue le parti communiste au Vietnam. Mais, plus que de fournir une interprétation achevée de cette trajectoire, il s'agit ici d'ouvrir un débat.

Même l'ouverture, encore problématique, d'une période de cessez-le-feu ne signifierait pas la victoire finale des peuples d'Indochine, mais la poursuite de la lutte par d'autres moyens. La tâche de tout militant révolutionnaire reste donc le soutien. Ce principe du soutien, voilà des années que nous l'appliquons : il n'interdit pas l'étude. Au contraire, tout particulièrement il l'impose quand la question des négociations domine l'actualité indochinoise, car il importe de comprendre pour agir.

Il n'existe, en français, que très peu d'ouvrages sur le communisme vietnamien. Celui-ci est critique. Il ne cache ni les ombres de l'histoire de la révolution vietnamienne ni les divergences qui nous séparent des communistes vietnamiens. Car telle est la condition de l'armement politique des militants comme de l'ouverture du déb
Cette étude se veut néanmoins tournée vers le soutien le
actif. Le soutien total jusqu'à la victoire finale.

Collection dirigée par la Ligue communiste (Section française de IVe Internationale), la Ligue des travailleurs (Section belge de IVe Internationale), la Ligue marxiste révolutionnaire (Suisse), Ligue communiste révolutionnaire (Luxembourg), l'Internatio Marxist Group (Section britannique de la IVe Internationale).

FRANÇOIS MASPERO, Éditeur, 1, Place Paul-Painlevé, Paris - Ve

IMP. GROU-RADENEZ, PARIS

18-00